MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

.....

REGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU

.....

REPUBLIQUE DE GUINEE

.....

Travail - Justice - Solidarité

PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL (PDL) DE TOLO (2022-2026)



fleuve Bafing à Tolo-Mamou

DECEMBRE 2021

I. TABLE DE MATIERE

I. TABLE DE MATIERE **2**
II. SIGLES ET ABREVIATIONS **4**
III. PRESENTATION DE LA COMMUNE **7**
1.1. PROFIL HISTORIQUE : 7
1.2 LA SUCCESSION AU POUVOIR *7*
1.2. SITUATION GEOGRAPHIQUE : 9
SITUATION GEOGRAPHIQUE *9*
ELEVAGE *10*
PECHE *10*
COMMERCE *10*
MINES ET CARRIERES : *10*
ARTISANAT : *10*
CLIMAT *11*
RELIEF *11*
VEGETATION *11*
FAUNE *11*
HYDROGRAPHIE *11*
FORETS *11*
DOMAINES AGRICOLES *11*
TOURISME *12*
1.11. LISTE DES INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES FONCTIONNELLES DE LA COMMUNE : 12
1.12. ORGANISATION SOCIO-ECONOMIQUE : 13
1.13. ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA COMMUNE : 13
Les Services Techniques Déconcentrés (STD) de la commune sont : *15*
1.14. ORGANISMES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL : 16
IV. PARTICIPATION DES POPULATIONS AUX ETAPES DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE **19**
FORUM AU NIVEAU DES DISTRICTS 21
FORUM AU NIVEAU COMMUNAL (QUARTIERS/DISTRICTS ET AUTRES) 23
V. ETAT ACTUEL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE **25**
3.1. ÉTAT DE LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE LOCALE : 25
Agriculture : *25*
Elevage : *25*
Artisanat et Tourisme : *26*
Education : *26*
Santé : *26*
Hydraulique : *27*
Pistes : *27*
3.2. LES TENDANCES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES LOCALES : 27
3.3. LES ATOUTS MAJEURS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE : 27
Les atouts naturels : *28*
Les atouts économiques : *28*
Les atouts hydrauliques: *28*
Les atouts agricoles: *28*
Les atouts sociaux: *28*
Les atouts élevage : *28*
Les atouts routiers : *29*
Les atouts agriculture: *29*
Les atouts éducation: *29*
3.4. LES PRINCIPAUX ATOUTS, PROBLEMES ET PISTES DE SOLUTIONS EVOQUES PAR LA POPULATION EN MATIERE DES SECTEURS 30
VI. ANALYSE DES PISTES DE SOLUTIONS PAR SECTEUR **47**
VII. DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL, ORGANISATIONNEL ET FINANCIER **55**
A. FONCTIONNEMENT DE L'ORGANE ELU 56

B. TENUE DES SESSIONS REGLEMENTAIRES 57
c. Activités du Conseil Communal *60*
d. Fonctionnement des services communaux *61*
Gestion des services de la Collectivité *62*
GRILLE D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE 62
Personnel : *63*
Niveau d'équipement : *63*
Fonctionnement du service *63*
Locaux de travail : *63*
Besoins du service en moyens de fonctionnement *63*
SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND 64
SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND 65
SECTEUR EQUIPEMENT DE TRANSPORT 66
SECTEUR OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC 67
e. Analyse de la situation financière de la commune *69*
RAPPORT DU DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL 84
RAPPORT SUR L'IMPLICATION DES FEMMES DANS LES SECTEURS DE DEVELOPPEMENT 86
RAPPORT SUR LA PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION PREVENTION DE CONFLITS 87

VIII. VISION ET ORIENTATION DE DEVELOPPEMENT 87

6.1. VISION ET OBJECTIFS GLOBAUX DE DEVELOPPEMENT : 87
DEMARCHE DE PROJECTION DES RESSOURCES 189
PROJECTION DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES DE LA COMMUNE 190
LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF ORGANISATIONNEL : 199
A. COMME STRUCTURES : 199
Le Comité du Fonds d'Investissement Local (FIL) : *199*
Le Comité de Suivi et de Gestion (CSG) : *200*
La Commission de Passation des Marchés (CPM) : *200*
Le Comité de Transparence (CT) : *201*
Le Comité Communal de Contrôle et de Réception (CCCR) : *201*
Le Comité Communal de Conciliation et d'Arbitrage (CCCA) : *201*
B. Comme stratégies : *202*
LA PROGRAMMATION ANNUELLE ET BUDGETISATION 202
la mobilisation des ressources *203*
La mise en œuvre du programme annuel *203*
Le suivi-évaluation *203*
6) La Ré-programmation *204*

IX. 204

II. SIGLES ET ABREVIATIONS

ADL : Agent de Développement Local

CGPE : Comité de gestion des points d'eau

AGR : Activité Génératrice de Revenu

ANAFIC : Agence Nationale de Financement des Collectivités

ANPROCA : Agence Nationale pour la Promotion Rurale et du Conseil Agricole

APEAE : Association des Parents d'Elèves et Amis de l'Ecole

AV : Animateur Villageois

ATS : Agent Technique de Santé

CC : Conseil Communal

CF : Cantonnement Forestier

CCF : Chef Cantonnement Forestier

CCL : Code des Collectivités Locales

CDL : Contribution au Développement Local

COC : Chargé de l'Organisation des Collectivités

COSAH : Comité de Santé et d'Hygiène

CPM : Commission de Passation de Marchés

CU : Commune Urbaine

CR : Commune Rurale

CSG : Comité de Suivi et de Gestion

CVEP : Comité Villageoise d'Entretien des Pistes

DND : Direction Nationale de la Décentralisation

DNDL : Direction Nationale du Développement Local

DMR : Directeur des Micro-Réalisations

DPE : Direction Préfectorale de l'Elevage

DPS : Direction Préfectorale de la Santé

DSEE : Délégation Scolaire de l'Enseignement Elémentaire

DSEL : Diagnostic Socio-Economique Local

ETA : Equipe Technique d'Appui

FIL : Fonds d'Investissement Local

FNDL : Fonds National de Développement Local

HA : Hectare

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OP : Organisation Paysanne

OSC : Organisation de la Société Civile

PAI : Programme Annuel d'Investissement

PDL : Plan de Développement Local

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

PRG/SGG : Présidence de la République de Guinée/Secrétariat Général du Gouvernement

RGPH3 : Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SEP : Suivi Evaluation Participatif

SNAPE : Service National d'Aménagement des Points d'Eau

SPD : Service Préfectoral de Développement

STD : Service Technique Déconcentré

TSBF : Taxes Sur le Bâti Foncier

TUV : Taxe Unique pour les Véhicules

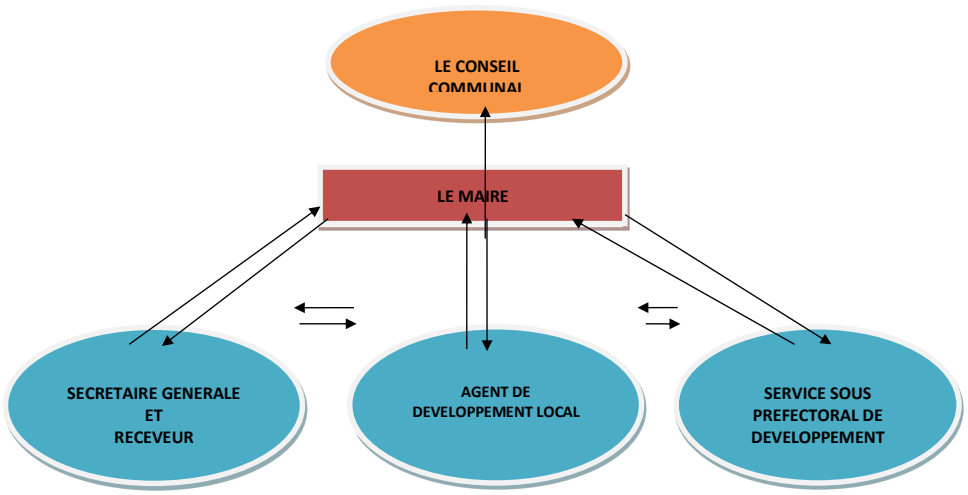
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance.

Tableau N°1 : COMPOSITION DE L'EQUIPE TECHNIQUE D'APPUI/EPP

N°	Prénoms et Noms	Fonction/Organisation
N°	NOM ET PRENOMS	ORGANISATION
1	DIALLO Alpha Ahmadou	SECRETAIRE GENERAL
2	MAGASSOUBA MAMADY	DMR
3	CONDE BALLA	COC
4	BALDE FATOUMATA	RECEVEUR COMMUNAL
5	SANDOUNO JEAN FODE	DSEE
6	BAH Alpha Oumar	ADL
7	BARRY Saadou	CHEF CANTONNEMENT FORESTIER
8	BARRY Kadiatou	CHEF DE POSTE VETERINAIRE
9	SANDOUNO JONAS BEMBA	CHEF DU CENTRE DE SANTE
10	DIALLO SIRA	RECO
11	DIALLO ABDOURAHMANE	RECO
12	SYLLA ABDOULAYE	RECO

Source : Commune.

Schéma N°1 : Organigramme de l'Equipe Technique d'Appui



NB: Cette équipe technique d'appui en collaboration avec la Commission de Suivi du processus d'élaboration du PDL, a travaillée avec l'ensemble des élus locaux et les autorités à la base à tous les niveaux (Président de district, Chef secteur) et les autres parties prenantes au développement socio-économique local de la collectivité (ONG/Projets, Organisation de la Société Civile, Représentants des jeunes, femmes et Sage/Religieux, Population à la base).

III. PRESENTATION DE LA COMMUNE

1.1. Profil Historique :

L'origine du nom : Tolo, est de nos jours mal connue. Toutefois, les informations sur la fondation du village sont complémentaires. On sait que Parawol -Tolo (c'est le premier nom du village), avait été habité, au 16ème siècle, par des ressortissants de Soumbalako Maoudè (dans l'actuelle Sous-préfecture de Dounet). Le village était alors situé au PK 24, lieu communément appelé Km 24. Une Mosquée y avait même été construite. Celle-ci serait transférée à Soumbalako Maoudè, lors du déménagement de la quasi-totalité des premiers habitants de Parawol-Tolo, à l'exception d'une seule famille, celle de Néné Dioumaa, dont le dernier oranger n'a disparu que vers 1985. On ignore les raisons de ce déménagement massif. Cependant, leur cimetière était encore là en 2008 et faisait foi de l'existence de ce village. Malheureusement, il a été défriché, pour en faire un champ de riz ; seules les traces d'une tombe qui serait celle d'un grand érudit Malinké, étranger, est encore visible. Cet érudit qui était de passage à Parawol–Tolo, aurait perdu la vie et y serait enterré. Donc le nom Tolo était bien connu avant la présence française en 1932, date de la création de l'Ecole de Labour du Fouta, actuelle Ecole Nationale d'Agriculture et d'Elevage (ENAE).

Les vagues successives de peuplement de Tolo furent : les Djallonkés, les Poullis et enfin les Peulhs. Au fil du temps, à cause de la création de l'Ecole de Labour qui offrait du travail, des nombreuses familles malinkés, kissiennes et soussous y élirent domicile.

Vers la fin du 19ème Siècle, à l'approche de la bataille de Petel Djiga (1er février 1896), Les Peuls nantis de Soumbalako Maoudè feront déplacer leurs bétails et les personnes âgées vers Sabèrè Tolo, (Sabèrè : lieu habité et abandonné) que leurs ancêtres avaient quitté pour retourner à Soumbalako Maoudè. Cette fois-ci, les premiers arrivants furent les Alfayanké et les Salliyanké. Les Alfayanké s'installèrent à Fello-Ligué, les Salliyanké à kankiliba, leur Roundè à Sakoto dans le bas-fond, au bord du Bafing. D'autres Alfayanké et Siréyanké (la 2ème vague), arriveront par la suite et s'installeront à Margawel dans l'actuel secteur de Gadha-Kendouma. Certains déménageront plus tard à Nafoulou avec leurs troupeaux. La 3ème vague d'arrivants fut les férobbhè (Sow) venant de Sorya (Boulliwel), ceux-ci s'installeront à Bowrouguel-Marga, leurs captifs à Roudè Bowrouguel. Les Kaliyankè (Bah) viendront de Sorya eux aussi rejoindre leurs oncles ferobbhè et habiteront Gadha Bowrouguel. Les haddjiyanké (Diallo) venus de Sankaréla (Porédaka), au 20ème siècle, s'installeront à Ley-Bowrouguel. Tolo change de nom et devient Tolo-Malo.

1.2 LA SUCCESSION AU POUVOIR

Le Canton

En 1911, Alfa Mamadou BARRY (Seidiyanké de Timbo) sera désigné Chef de Canton de Boulliwel par l'Almamy du Foutah. Tolo-Malo, étant situé sur la circoncription territoriale du Canton de Boulliwel, Alfa Mamadou BARRY désignera à son tour Mody Nouhou BARRY, de la famille de Mama Amadou (de Dara Timbo), comme son représentant à Tolo-Malo. C'est ainsi que les Seydiyanké sont arrivés en dernière position.

En 1932, les Français créèrent l'Ecole de Labour du Foutah, qui formait des Moniteurs Agricoles. La création de cette école occasionna le déménagement des villages de Kankiliba et de Sakoto : l'école ayant occupé plus de 200 ha des terres dont une partie appartenait aux habitants de Tolo et la plus grande partie (toutes les terres situées sur la rive Est du Bafing) appartenait à la famille Timbobhé de Guilinty. Avec la création de cette école, Tolo-Malo a encore changé de nom pour devenir Tolo tout simplement.

Sous l'autorité de Alfa Mamadou BARRY, Chef de Canton de Boulliwel, Mody Nouhou BARRY, son représentant à Tolo, va désigner des chefs de village. A Tolo, ils étaient toujours choisis dans les familles Alfayanké et Salliyanké. On peut noter pour exemple les Chefs de village suivants :
-Horé kaïdy Nafoulou DIALLO (Alfayanké)
-Alfa Khalidou DIALLO (Alfayanké)
-Thierno Amadou Diouldé DIALLO (Sanlliyanké)

Après l'indépendance, des Conseillers furent nommés par la nouvelle administration, sans tenircompte, cette fois-ci, de leur origine ethnique à titre d'exemple :
Mody Mamadou Baïlo DIALLO (de Fello liiguè)
Maoudho Maliki SAMAKE (de Télirè)

Les Comités de base
Lorsque les comités base furent créés ; les présidents de comité suivants se succédèrent, sans tenir compte des origines ethniques :
Monsieur Pé, Fonctionnaire en service à l'Ecole Nationale d'Agriculture (ENA).
Thierno Amadou BAH, Kaliyanké de Bowrouguel.
Alfa Mamadou Bobo BAH, Fonctionnaire en service à l'Ecole Nationale d'Agriculture (ENA)
Mody Abdoul DIALLO (de Nafoulou)
Monsieur Ibrahima DIANE, Directeur de l'Ecole Nationale d'Agriculture (ENA)
Capitaine Cherif DIALLO Directeur de l'Ecole Nationale d'Agriculture (ENA).

Les Pouvoirs Révolutionnaires Locaux (PRL)
A la création des PRL (Pouvoirs Révolutionnaires Locaux), Alfa Abdoulaye BAH (de Gouba) fut élu premier Maire du PRL de Tolo. Mody Sory BARRY (fils de Mody Nouhou BARRY), le remplacera pour une courte période de 3 mois ; son temps coïncida à l'impôt en nature (Norme). Il fut destitué et remplacé par un Comité Collégial de 6 membres dirigé par Maître Bouna KOUYATE de Pettiny Djélila (dans l'actuel district de Morondè). Il sera lui aussi remplacé à la tête de la Mairie par Maître Mamady TRAORE (de Tolo centre) qui la dirigera jusqu'à la fin de la première République.
La création de l'Arrondissement
En 1976, Tolo est érigé en Arrondissement avec pour Chef-lieu Sèrè (situé à 7 km de Mamou). Un an après, le Chef-lieu est transféré à Tolo-centre. Le premier représentant de l'Etat, assumant les fonctions de Commandant d'Arrondissement fut Monsieur Mohamed SIDIBE**.**

La succession des Représentants de l'Etat

N°	Noms et Prénoms	Fonction	Date d'arrivée	Date de départ	Nombre d'années de service
1	Mohamed SIDIBE	Commandant d'Arrondissement	1976		
2	Bangaly FOFANA	Commandant d'Arrondissement		1987	
3	Lamarana DIALLO	Sous-préfet	16/01/1986	23/10/1999	12 ans
4	Simankan	Sous-préfet			
5	Sory SIDIBE	Sous-préfet			
6	Daouda	Sous-préfet			
7	Aldjouma SIDIBE	Sous-préfet			
8	Gueladjo KEITA	Sous-préfet	28/02/2011	Aout 2011	6 mois
9	Ibrahima Sory BARRY	Sous-préfet			
10	Souleymane BAH	Sous-préfet	25/02/2008	06/10/2011	3ans 8mois
11	Jean OULARE	Sous-préfet	06/10/2011	04/09/2015	4 ans
12	KEITA Karifa	Sous-préfet	04/09/2015	05/09/2021	6 ans
13	Jacques HABA	Sous-préfet	08/09/2021		

L'érection de la Sous-préfecture en Commune
A l'avènement de la 2ème République, un Comité de Salut Public composé de 5 membres sera constitué. Il sera dirigé par Mody Mamadou Noumou SAMAKE. L'Arrondissement sera renommée Sous-préfecture ; celle-ci va être subdivisée en districts. Mody Sory BARRY reviendra au pouvoir comme premier Président du District de Tolo, composé des comités de base de Tolo centre, Gouba et Morondè.
En mai 1992, à la création de la Commune Rurale de Développement (CRD), Mody Mamadou Noumou SAMAKE reviendra en qualité de deuxième Président du District de Tolo ; et le 7 décembre 1992, cumulativement à ses fonctions de président du district, il est élu, par le Conseil Communautaire, premier Président de la Commune Rurale

de Développement (CRD) de Tolo. A la révision du Code des Collectivités Locales les CRD sont devenues Communes Rurales (CR), et Mody Mamadou Noumou SAMAKE va continuer à diriger la Commune jusqu'en 2018, lorsqu'il décida de son propre gré, de ne pas se présenter aux élections communales du 04 février 2018.

Le 18 octobre 2018, le nouveau Conseil Communal issue des élections du 04 février, va élire Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO (Timbonké de Guilinty), comme Maire de la Commune Rurale (CR) de Tolo pour cinq ans. Le District de Tolo-Centre est dirigé par Elhadj Thierno Amadou DIALLO (Timbonké de Guelin), le Secteur du Centre est tenu par Mody Ibrahima Sory Pelloun DIALLO (Alfayanké), en remplacement de Abdoul Karim DIALLO également Alfayanké.

LES GRANDS EVENEMENTS MARQUANTS :

- Le passage de douze avions de guerre pendant la deuxième guerre mondiale 1939-1945 ;
- Le largage de parachutistes pendant la deuxième guerre mondiale ;
- Le passage des troupes françaises de protection vers 1949.

A. DISTRICTS

Tableau N°2 : Composition des Districts de la Commune Rurale de Tolo

N°	Quartiers	Nombre de Secteur	Secteurs
1	TOLO CENTRE	04	Tolo centre, Gadha-Kendouma, Guilinty et Guélin
2	GOUBA	03	Gouba centre, Nassouroulaye et Hooré Petty
3	MORODE	03	Morodé centre, Bafing et Foyé
4	SIMINKO	03	Siminko centre, Fello-Sanly et Tiganna
5	SOUMBALAKO TOKOSSERE	04	Missidé centre, Fello- Kobé Sallya et Ley Thiehel
TOTAL		17	

Source : Commune Rurale.

1.2. Situation géographique :

SITUATION GEOGRAPHIQUE

La Sous-préfecture/Commune Rurale de Tolo est l'une des 13 sous-préfectures de Mamou. Le Chef-lieu de la sous-préfecture est situé à 23km du Mamou-centre.

Délimitation: Avec une superficie de 151 km², la Commune Rurale de Tolo est limitée à l'Est par la Sous-préfecture de Dounet et une partie de la Commune Urbaine de Mamou, à l'Ouest par la Sous-préfecture de Boulliwel, au Nord par la Sous-préfecture de Porédaka et une partie de la Sous-préfecture de Dounet, au Sud par la Commune Urbaine de Mamou.

Population

Selon le dernier recensement général de la population et de l'habitat de 2014, la population totale de Tolo est de : 8.718 habitants. Cette population est répartie en 1.729 ménages avec une densité de 58 habitants au km². La Sous-préfecture de Tolo est subdivisée en cinq (5) districts et dix-sept (17) secteurs.

Répartition de la population dans les cinq districts

DONNEES	DISTRICTS					TOTAUX
	Tolo Centre	Gouba	Moronde	Siminko	Soumbalko-Togossèrè	
Hommes	900	548	610	392	1470	3.920
Femmes	1.101	671	747	440	1799	4.798
TOTAUX	2.001	1.219	1.357	872	3.269	8.718

Occupation des habitants

La Sous-préfecture/Commune Rurale de Tolo est une zone économiquement riche. Les principales occupations des habitants sont : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce et la pêche artisanale. L'agriculture extensive est caractérisée par plusieurs types :
Les légumes tubercules : manioc, patate, taro, pomme de terre, igname etc.
Les cultures céréalières : fonio, maïs, riz, mil etc.
Les oléagineux : arachide, sésame etc.
Les cultures maraichères : tomate, oignon, piment, aubergine, choux, laitue, gombo etc.
L'arboriculture fruitière : mangue, orange, papaye, avocat, banane etc.

La méthode de production est traditionnelle et le matériel utilisé rudimentaire : la houe, la coupe-coupe, la faucille, la charrue. L'agriculture mérite d'être modernisée à travers l'aménagement de certains bas-fonds et plaines avec l'appui matériel et financier aux groupements agricoles existants.

ELEVAGE

La Commune Rurale de Tolo est une zone d'élevage par excellence. Cette activité occupe la deuxième place après l'agriculture. On y pratique l'élevage des bovins, des ovins, des caprins et de la volaille.
Le mode d'élevage reste traditionnel. Malgré les efforts de l'Etat dans la lutte contre la fréquence des maladies épizootiques, la pratique de l'élevage est confrontée à d'énormes difficultés.

PECHE

Elle est peu pratiquée dans la Commune Rurale de Tolo. Seules quelques personnes, le plus souvent des femmes des Districts de Morondé, Soumbalako-Togossèrè, Tolo et Siminko, s'adonnent à cette activité dans la rivière Bafing. Actuellement, un projet de construction d'étangs piscicoles à l'ENAE de Tolo et à Bafing est en cours d'exécution.

COMMERCE

Cette activité économique est développée, elle occupe une place considérable dans l'économie de la Commune Rurale de Tolo. Il existe trois (03) marchés hebdomadaires qui ont lieu les lundis et jeudis : à Tolo Centre, Siminko et Salliya (Soumbalako Togossèrè). Les échanges tournent au tour des produits locaux (agricoles) : piment, oignon, tomate, arachide, aubergine, pomme de terre, riz, fonio, manioc, maïs, patate etc. Les produits importés y sont également vendus tels que : les ustensiles, le savon, la farine, l'huile, les tôles, le ciment, les chaussures, les habits, le riz, le sucre etc. Le marché de Salliya est le plus grand marché de Tolo.

MINES ET CARRIERES :

Il n'existe pas de mines dans la Sous-préfecture de Tolo. Cependant, on y trouve quelques rares carrières de sable et de gravier dans les districts de Tolo et de Soumbalako-Togossèrè. Le mauvais état des routes et le manque d'aménagement des dites carrières rendent l'exploitation très difficile.

ARTISANAT :

Les activités artisanales sont pratiquées par les populations, mais on note à ce niveau un faible impact économique à cause de la mauvaise organisation. On y rencontre des forgerons, des menuisiers, des teinturiers, des tailleurs, des soudeurs, des mécaniciens, des chauffeurs et confectionneurs des bonnets peuls (Pouto). Cette activité est la plus abondante dans la localité, environ 50 à 60% des jeunes (hommes et femmes) connaissent et pratiquent les procédures de fabrication. La confection et vente de ces bonnets génèrent des recettes énormes pour les citoyens.

CLIMAT

Le climat est de type foutanien, il est caractérisé par l'alternance de deux saisons de 6 mois chacune, (une saison sèche de novembre à avril et une saison pluvieuse de Mai à octobre). On dit que la pluviométrie varie entre 1500 et 1700mm d'eau par an.
La température minimale avoisine 16°C en décembre et 30°C en mars et avril. Il faut noter la rigueur de l'harmattan qui sévit de novembre à février avec de brusque refroidissement nocturne.

RELIEF

La Commune Rurale de Tolo a un relief très accidenté. On y rencontre des montagnes, des collines, des bowés, des bas-fonds et plaines aménagés et aménageables, et de nombreux cours d'eaux issues des falaises et des montagnes.

VEGETATION

La végétation est essentiellement une savane arborée. Toutefois, il faut noter au passage, l'existence d'une grande forêt classée le 23 novembre 1931.
Les principales ressources forestières rencontrées sont :

a) Les essences naturelles : le baobab, le Baní, le néré, le Koura, le Telly, le rônier, le kapokier et le léngué.

b) Les essences importées : le Gmelina, le Teck, l'Eucalyptus, l'Acacia, le Sapin plus des arbres fruitiers comme les orangers, les manguiers, les avocatiers etc.

FAUNE

S'agissant de la faune, on y rencontre des primates, des antilopes, des reptiles des singes, des phacochères, des serpents boa, des perdrix, des lapins, des hérons, des piques- bœufs, des chimpanzés et parfois des carnassiers.
Cependant, la prolifération des armes à feu et l'organisation régulière des séances de chasse contribuent fortement à décimer ces espèces.

HYDROGRAPHIE

La Commune Rurale de Tolo est arrosée par plusieurs cours d'eaux : dont la rivière Bafing principal affluent du fleuve Sénégal qui prend sa source à salamayo dans le District de Morondé. D'autres cours d'eau une cinquante au moins, arrosent la Sous-préfecture. On peut citer par exemple : Thioppédjihoun, Pétiniwol, Kalikouré I et II, Yéréyawol, Kendoumawol.

FORETS

Dans le cadre de l'environnement, la Commune Rurale de Tolo dispose de :

- 57 ha de forêts privées,
- 15 ha de forêts communautaires,
- 837 ha de forêts (Fello-Djouma et Bantarawel) classées le 23 novembre 1931.
- Soit un total de 909 ha de forêt.

Par ailleurs il existe :

- 27 ha de mise en défend à Bafing (au Barrage),
- Six Comités de Gestion de feu de brousse,
- Un Comité de Gestion du Sous bassin versant du Bafing,
- Une Association Locale pour la conservation de la Nature (ALCN) à Bafing,
- Une Aire protégée et classée en 1945 au niveau de la source du Bafing,
- Le massif de la Source du Bafing occupe 33 ha.

DOMAINES AGRICOLES

Domaines aménagés :

- 09 ha à Bafing,
- 13 ha à Ninguelandé,
- 42 ha à Nafoulou 1et 2 (domaine de l'ENANE)
- 04 ha à Dantouma (domaine de l'ENAE)

Domaines aménageables :
Il existe plus de 460 ha de domaine aménageables dans la Commune Rurale de Tolo.

TOURISME

Il existe des lieux très importants qui pourraient servir de sites touristiques, Malheureusement rien n'est fait pour faciliter cela. A titre d'exemples, nous avons :
la source du Bafing; lieu mystique et mythique qui suscite la curiosité des nationaux et des étrangers et qui pourrait constituer un lieu touristique digne d'être visité. Malheureusement, il n'existe aucun aménagement au niveau du site. Ceux qui viennent (beaucoup de visiteurs s'y rendent), rencontrent d'énormes difficultés pour arriver à la source. Ce lieu est situé à Salamayo, dans le District de Morondé, à 8 km de la Route nationale Mamou-Dalaba et à 16 km du chef-lieu de la sous-préfecture de Tolo.
Le Barrage hydro-agricole de Bafing : Construit par les Saoudiens en 1986, ce barrage constitue un véritable site touristique avec une grande étendue d'eau limpide bordée d'une végétation luxuriante. Ici aussi rien n'est fait pour attirer les visiteurs. Seuls les jeunes s'y rendaient pendant les fêtes et/ou les week-ends. Comme aucune disposition n'était prise pour sécuriser les lieux et empêcher les conséquences fâcheuses, les autorités communales et sous-préfectorales ont pris une décision conjointe pour interdire l'accès du site.
Autres sites touristiques potentiels : Il existe d'autres lieux mythiques et mystiques qui pourraient être aménagés pour servir de sites touristiques tels que :

- Koumèdi, c'est une forêt mystique considéré comme la Mecque des Djinnés (diables), qui s'y rendraient chaque année pour lécher les parois d'une colline située à l'intérieur de la forêt. Ils s'y trouveraient également des fruits murs qu'un visiteur pourrait cueillir et consommer sans préjudices personnels s'il n'emporte rien. Cette forêt est située dans le District de Siminko à quelques Km du centre.
- Les vestiges de l'Ecole Forestière de Petel Lingue, cette école a été créée en 1951 par les colons français pour former des gardes forestiers. Elle a été abandonnée en 1959 après avoir formé 9 promotions.

Traditions et religions :

Hormis les étrangers : certains étudiants de l'ENAE et quelques cadres en service à Tolo, la quasi-totalité des citoyens de la Sous-préfecture sont musulmans. Il existe plusieurs foyers d'apprentissage de ladite religion. On y trouve des très anciennes mosquées : Missidé Gouba, Missidé Morondé, Missidé Togossèrè. Il s'agit d'un ISLAM sunnite préconisant la tolérance et la soumission, sur fondement d'une croyance en un Dieu unique. L'Islam sunnite rigoriste (le Wahhabisme) est de plus en plus étudié et pratiqué par la jeune génération. Des Markaz et écoles franco-arabes sont créés par-ci, par-là.

De nombreuses mosquées sont construites, parfois avec l'appui des ressortissants. On dénombre actuellement 21 Mosquées dont 08 non inaugurées.
Les cérémonies religieuses (fêtes, anniversaires du Prophète, …) ou coutumières (mariage, baptême, circoncision, décès, retour du pèlerinage, lecture du Saint Coran) et certaines traditions comme le Toupal (en élevage) contribuent à diversifier le patrimoine socioculturel de la Commune Rurale de Tolo.

1.11. Liste des Infrastructures communautaires fonctionnelles de la commune :

Plusieurs infrastructures communautaires réalisées avec l'appui de l'Etat, des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), fonds propre de la commune ou des populations sont fonctionnelles au niveau de la Commune Rurale de Tolo. Elles sont résumées dans le Tableau ci-dessous.

Tableau N°4 : Liste des Infrastructures communautaires fonctionnelles de la commune

N°	Types d'infrastructures	Nombre total
1	Centre d'Accueil	01
2	Logements de Fonctionnaires	04
3	Bloc administratif Sous-préfectoral	01
4	Bloc administratif communal	01
5	Centre d'apprentissage Communautaire	01
6	Brigade territoriale de la gendarmerie de Tolo	01
7	Ecoles primaires publiques	09
8	Ecoles Franco -arabe	04
9	Collège	01
10	Centre de santé	01
11	Poste de santé	04
12	Cliniques privées	01
14	Puits améliorés	04
15	Puits traditionnels	75
16	Forages (publiques)	16
17	Adductiond'eau	2
18	Mosquées équipés	18
19	Terrain de foot ball	01
20	Infrastructures Administratives (Bureau + Logement)	02
21	Marchés	03
22	Gare routière	02

Source : Commune.

1.12. Organisation socio-économique :

La population est organisée en des groupements d'intérêt économique à savoir des groupements d'agriculteurs, d'éleveurs, d'artisans, de teinturières, des Associations de développement d'apiculteurs et de commerçants. Il existe aussi des associations de parents d'élèves, des jeunes, un conseil des sages, un conseil des mosquées et une ligue islamique sous-préfectorale.
Dans le secteur de l'élevage, les exploitants du domaine sont organisés en coopérative.

A ces différentes organisations, il faut ajouter le syndicat des transporteurs et autres (dont entre autres : les sérés, les groupes d'entraides des jeunes et des femmes).

1.13. Organisation administrative de la commune :

La Commune Rurale de Tolo s'administre librement à travers un conseil communal de onze (11) élus. Le conseil communal est dirigé par le Maire de la Commune. Secondé par deux vices -Maires
La CR de Tolo est composé de cinq (05) districts et dix-sept (17) secteurs. Les districts sont dirigés par les conseils de districts et les secteurs par les chefs de secteurs. Les services techniques de développement (STD) sont placés sous la responsabilité directe du Sous-préfet et appuient la CR dans la mise en œuvre de ses activités.
L'organisation administrative se présente selon le schéma ci-dessous :

Schéma N°2 : Organisation administrative

Du point de vue organisation administrative, la Commune Rurale de Tolo est organisée comme suit :

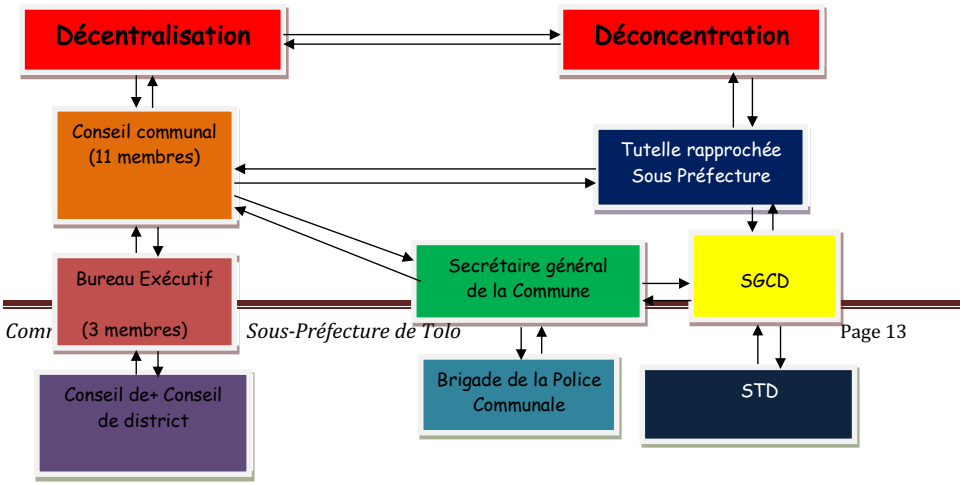
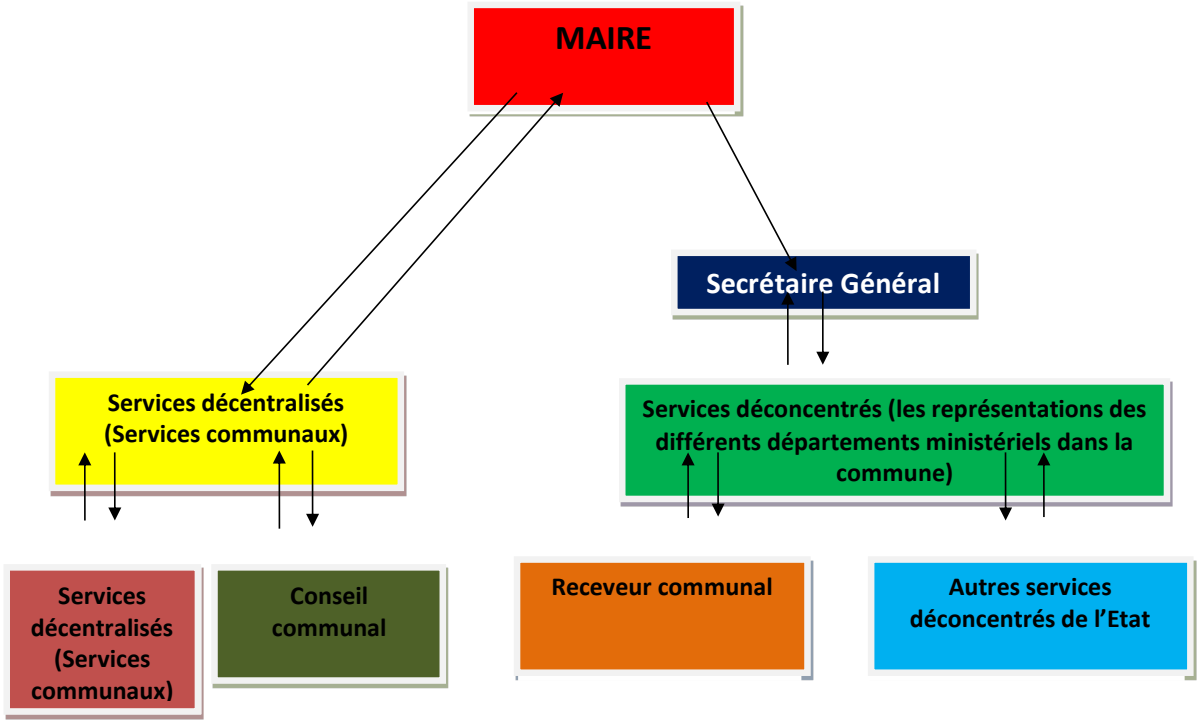


Schéma N°3 : Organigramme de la Commune



Le fonctionnement de l'administration est la commune assurée par des structures déconcentrées de l'état.

Les Services Techniques Déconcentrés (STD) de la commune sont :

- Le Service de Secrétariat Général, assuré par le Secrétaire Général responsable de l'administration et du Service l'état civil ;
- Le Service du Receveur ;
- Le Service Cantonnement Forestier ;
- Le Service Elevage ;
- Le Service de l'Education (DSEE) ;
- Le Service de Santé ;
- Le Service agriculture ;

La Commune Rurale de Tolo dispose sa propre structure de gestion pour assurer son développement socio-économique local. Elle est composée d'un organe exécutif constitué du Maire et ses deux (2) adjoints et d'un organe délibérant composé de l'ensemble des conseillers dénommé conseil communal.

- ✓ Le Conseil Communal : Organe délibérant, composé de 11 membres élus pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable. Il est chargé de régler par délibération toutes les affaires de la Commune, et se réunit quatre (4) fois par an en session ordinaire. La convocation est faite par le Maire de la Commune qui donne avis au Sous-Préfet au moins une semaine avant la tenue de la réunion.

La tutelle rapprochée (Sous-Préfet) peut assister au conseil en tant qu'observateur. La délibération du conseil communal n'est rendue possible que si la majorité de ses membres en exercice assistent à la séance.

Il se réunit également en session extraordinaire chaque fois que c'est nécessaire sous convocation de l'exécutif. Il prend les décisions sur tous les objets couverts par le domaine de compétence de la commune ; ainsi que toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement des services dont la gestion lui a été transférée par l'Etat.

- ✓ L'Exécutif local : élu par le conseil local parmi ses membres, pour un mandat de cinq (05) ans renouvelable est composé de trois (3) membres : le Maire et ses 2 Adjoints. Le Maire est l'ordonnateur du budget de la Commune, il le présente au conseil et le soumet à la tutelle avant toute exécution. La mise en œuvre des actions de développement est financée sur fonds propres, sur fonds d'emprunt ou sur fonds de concours.

L'exécutif local est chargé d'exécuter les décisions du conseil communal. Il est le seul responsable de l'administration de la collectivité.

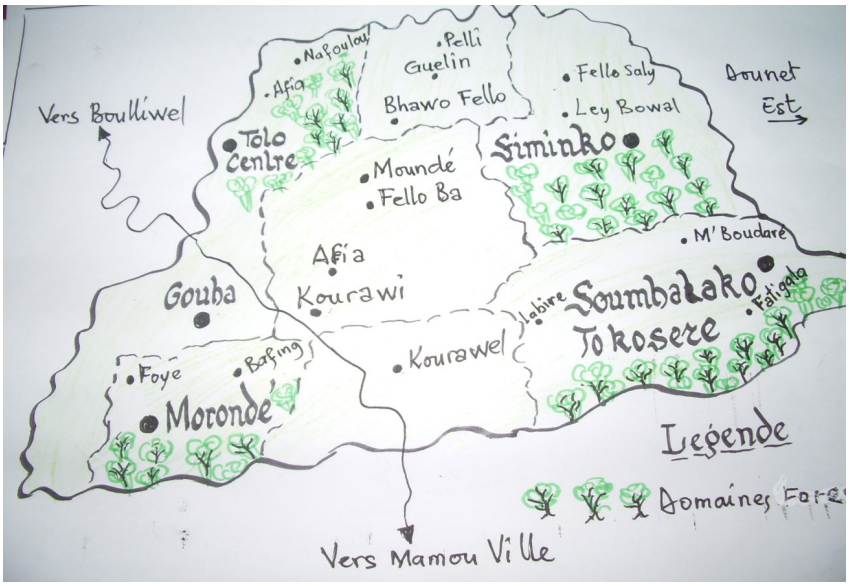
Deux (2) cadres de l'administration sont détachés auprès de cet organe, comme commis et comptable public, ce sont :

- ✓ **Le Secrétaire Général de la Commune :**
  Administrateur de la Commune, il relève de l'administration centrale et gère tous les documents administratifs de la commune. Il tient les procès-verbaux des réunions du conseil communal.

- ✓ **Le Receveur Communal :** Il est chargé de la comptabilité de la Commune et assure la gestion financière.

Au niveau de la Commune, il existe cinq (5) commissions permanentes, et la commune dans son fonctionnement est appuyée par les services déconcentrés de l'Etat (Régionaux, Préfectoraux et Sous préfectoral), les ONG partenaires et les agents des Projets/Programmes de développement intervenant dans la collectivité.

Carte N°1 : Carte de la Commune Rurale de Tolo



1.14. Organismes d'appui au développement local :

La Commune Rurale de Tolo dans son développement socio-économique local au profit de sa communauté, bénéficie de l'appui technique et financier de plusieurs partenaires qui sont cités dans le tableau ci-dessous
:

Tableau N°5 : Organismes d'appui évoluant dans la Commune Rurale de Tolo.

Nom de l'Organisme	Statuts	Bailleur de Fonds	Domaine d'intervention	Groupes cibles/bénéficiaires
Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC)	Structure d'Etat d'appui aux collectivités locales.	Etat	- Renforcement de capacités ; - Construction des infrastructures communautaires dans les communes.	Communauté à la base.
OIM	Organisation internationale pour les migrations	Banque mondiale	- Insertion socio-professionnelle des jeunes.	jeunesse
PAGPAR	Projet d'Appui à la Gestion Participative des Ressources Naturelles dans le Fouta Djallon	Etat Italien	Environnement	Groupements, Associations ;
PNAFAA	Programme National d'Appui Aux Acteurs des Filières Agricoles	PM	-Agriculture -Environnement	Communauté à la base.
PADA HG	Projet d'appui pour développement de l'aquaculture.	PM	Pisciculture	Communauté à la base.
CECODE	Centre Communautaire pour le développement de l'Education	ANAFIC	-Education ; - formation ;	Communauté à la base.
Agence Nationale pour la Promotion et le Conseil Agricole (ANPROCA)	Agence d'Etat d'appui aux Organisations Paysans (OP) et autres acteurs du secteur agricole.	Etat	Production et Commercialisation agricole.	Organisations Paysannes (OP) et Autres acteurs du secteur agricole.
Agence Belge de Développement (ENABEL)	Agence de la coopération décentralisée internationale.	UNION EUROPEENNE, Etat Belge	- Gestion des déchets (SANITA) - Développement entreprenariat et insertion des jeunes (INTEGRA/Programme bilatéral) ; - Promotion des droits sexuels des femmes (SHE DECIDE).	Commune, PME/GIE, Jeunes/Filles/Femmes/Hommes entrepreneurs, Agriculteurs.
Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)	Organisation internationale	Banque mondiale.	-Agriculture, - Environnement, -Hydraulique - Pisciculture	Communauté à la base.
Jeunes unis pour le développement Tolo	Structures d'appui des	Partenaires techniques et	- Agriculture ;	Elu Locaux,

	collectivisés dans le cadre du développement rural.	financiers	- Environnement ; et - Formation.	Jeunes/Filles/Femmes/Hommes entrepreneurs, Agriculteurs.
Organisation des Nations unis pour l'alimentation et l'agriculture. (FAO)	ONG Internationale		-Agriculture -Environnement	Communautés à la base.
PLAN GUINEE	Réseaux ONG	KFW	- Education ; - Renforcement des capacités ONG ; - formation en micro finance ;	Commune, Jeunes , élèves Agriculteurs.
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	Institution internationale	Système des Nations Unies	- Protection ; - Education, Santé, Formation ; - Gouvernance …..	Enfants, Femmes, Personnes vulnérables.
SNAPE	Structure d'Etat appui aux collectivités locales	Etat Guinéen	- Prestation et suivi dans le domaine des points d'eau forages)	Communauté à la base.
DVV international	Organisation internationale	-	-Education	jeunesse
Search for Common Ground	ONG Internationale	USAID	Consolidation de la Paix.	Communautés à la base en particulier les couches marginalisées (jeunes, femmes, etc.).

Source : Commune.

IV. PARTICIPATION DES POPULATIONS AUX ETAPES DE LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Le processus d'élaboration du Plan de Développement Local (PDL) de la Commune Rurale de Tolo a obéit au méthodologique ci-après :

Tableau N°6 : Déroulement du Processus d'élaboration du PDL de la Commune Rurale de Tolo

Désignation	Etapes	Animateurs	Principales tâches et Outils	Nombre de jours
Phase Préparatoire	Plaidoyer, développement et engagement de l'initiative d'élaboration du PD	Conseil Communal	Convoquer le Conseil Communal pour l'engagement de l'initiative d'élaboration du PDL (PV de délibération du conseil).	01
	Mise en place de la commission de suivi du processus et l'équipe technique d'appui (EPP).	Conseil Communal et Equipe Technique d'Appui	Mettre en place la commission de suivi du processus (Arrêté de création de la commission de suivi du processus) et l'équipe technique d'appui "EPP" (composition de l'EPP).	01
	Formation de la commission de suivi du processus, du Conseil Communal et des acteurs locaux.	Equipe Technique d'Appui	Former les membres de la commission de suivi du processus, du Conseil Communal et les acteurs locaux de la vie socio-économique local (Rapport de formation.	03
	Organisation de l'atelier de démarrage et sensibilisation.	Comité de pilotage, Conseil Communal et Equipe Technique d'Appui.	Organiser l'atelier de démarrage et sensibilisation (Agenda de l'atelier, Calendrier des activités et Stratégie de communication).	01

Phase d'Elaboration et Publicité du DSEL	Collecte des informations secondaires (au niveau des Structures et des services communaux et déconcentrés implantés dans la localité).	Equipe Technique d'Appui.	Elaborer et distribuer des fiches de collecte des informations secondaires (Fiches d'enquête, Fiches de collecte d'informations, Guide monographie) et Actualiser les données secondaires.	15
	Diagnostic participatif.	Equipe Technique d'Appui.	Animer des séances de diagnostic participatif dans les districts/quartiers (Grille de collecte et d'analyse des atouts en capital, carte du terroir, transect, Guide d'entretien, Diagramme de VENN, Profil historique, ligne de vie, Grille d'analyse des problèmes, Grille d'analyse genre, Grille d'analyse des contextes de vulnérabilité).	60
	Elaboration du rapport provisoire de synthèse du diagnostic socioéconomique local	Equipe Technique d'Appui.	Elaborer le rapport synthèse du diagnostic socio-économique local (Canevas de Rapport diagnostic et Monographie).	10
	Restitution et validation du rapport diagnostic.	Equipe Technique d'Appui et Commission de Suivi du processus.	Restituer et Faire valider le rapport diagnostic (Rapport diagnostic).	02
Phase de planification et programmation	-Formulation de la vision, définition des orientations et objectifs stratégiques; -Élaboration des plans d'actions sectoriels et schéma de financement ;	Services techniques, Chefs districts, élus et Société Civile, SPD, les représentants de toutes les couches	Priorisation des actions par secteur avec la participation des toutes les couches socioprofessionnelles de la collectivité.	15

	-Préparation et tenue du forum communal.	socioprofessionnelles de la CR ADL		
Phase de validation, d'approbation et de promotion	-Rédaction et restitution du document du Plan ; - Adoption du PDL par le conseil communal ; -Approbation du PDL par la tutelle ; -Vulgarisation et promotion du plan.	SPD, ADL, le conseil communal, le Maire, le Préfet.	- Tenue d'un conseil communale pour l'adoption du PDL ; -Étude technique du SPD et approbation par la tutelle.	30 (moins la vulgarisation et la promotion du plan)
Phase de mise en œuvre du PDL	-Mise en place d'un dispositif organisationnel ; -Programmation annuelle et budgétisation ; -Mobilisation des ressources, Suivi évaluation du PDL et reprogrammation.	Conseil communal et services techniques communaux.	Information et Sensibilisation des ressortissants et partenaires au développement.	5 ans

Source : Equipe Technique d'Appui/Commission de suivi du processus.

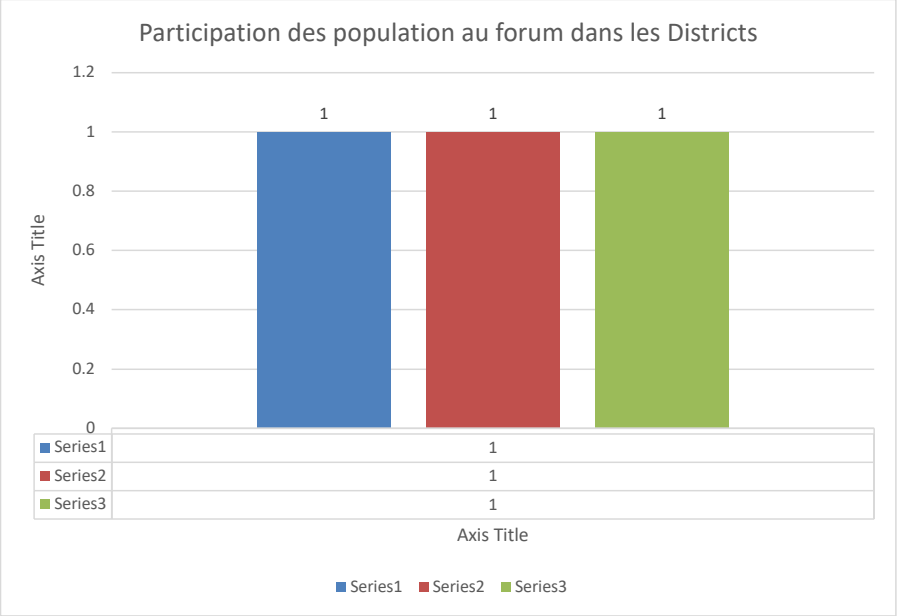
Forum au niveau des Districts

Tableau N°7 : Participation au forum dans les Districts

N°	Quartier	Homme	Femme	Total
1	**TOLO CENTRE**	43	9	**43**
2	**GOUBA**	29	7	**36**
3	**MORODE**	20	8	**28**
4	**SIMINKO**	29	8	**37**
5	**SOUMBALAKO TOKOSSERE**	37	12	**49**

Graphique N°1 : Participation des Populations au Forum dans les Districts

Source : Rapport du DSEL (Districts).



Forum au niveau Communal (Quartiers/Districts et Autres)

Tableau N°9 : Participation au forum Communal

N°	Districts	Homme	Femme	Total
Districts				
1	**TOLO CENTRE**	2	1	3
2	**GOUBA**	2	1	3
3	**MORODE**	2	1	3
4	**SIMINKO**	2	1	3
5	**SOUMBALAKO TOKOSSERE**	2	1	3
SOUS TOTAL DISTRICT		10	5	15
Autres				
47	Conseil Communal	9	02	11
48	Autorité Préfectorale/SPD et Sous Préfectorale	03	00	03
49	Représentant SRA Mamou ANAFIC	01	00	01
50	ADL	01	00	01
51	Organisations de la Société civile	01	02	03
52	ONG/Projets	01	01	02
53	Représentants de jeunes (Conseil Local de la Jeunesse)	02	02	04
54	Représentants Sages/ religieux	02	00	02
55	Représentants Groupements	00	02	02
56	Services Techniques Communaux	10	00	10
57	Services de défense et de sécurité	04	00	04
58	Ressortissants	01	00	01
59	Presse	01	00	01
SOUS TOTAL AUTRES		36	09	47
TOTAL GENERAL		46	15	61

Source : Commune.

NB : Le grand nombre de participation des Districts au forum est lié à la mobilisation faite dans les districts par les relais Communautaires et la lettre d'invitation de l'exécutif local invitant les différentes couches sociales des districts à participer au forum, en vue de permettre chacun à défendre son intérêt dans le projet du plan.

Tableau N°10 : Participation au forum Communal par catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	Participants
Agent de Développement Local (ADL)	01
Autorité Préfectorale	01
SPD/STD	02
Conseillers/Conseillères	11
Délégués Districts (présidents des districts + AV et Représentantes des Femmes)	22
Organisations de la Société Civile	03
ONG/Projets	02
Représentant SRA/ANAFIC Mamou	01
Représentants de Jeunes	02
Représentant des Sages/Religieux	02
Représentant des Groupements	02
Services Techniques communaux	7
Services de défense et de sécurité	04
Ressortissants	01
Presse	01
Total	61

Source : Commune.

V. ETAT ACTUEL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

3.1. État de la situation socio-économique locale :

Le développement socio-économique local actuel de la Commune Rurale de Tolo est basé sur plusieurs domaines dont les plus remarquables sont détaillés ci-dessous.

Malgré des acquis importants obtenus, ces principaux domaines de développement sont confrontés à nombreux problèmes.

Agriculture :

Elle constitue la principale activité à laquelle se livrent plus de 70% de la population de la commune Rurale de Tolo. Les méthodes culturales et la nature des cultures permettent de distinguer deux (2) systèmes de production qui sont :

- Système intensif : pratiqué par les cultivateurs de certains plaines et bas-fonds, il concerne les cultures de pomme terre, le riz inondé et les cultures maraichères ;
- Système extensif : pratiqué par la majorité des exploitants sur les coteaux, les flancs de montagnes et également dans les plaines.

Les rendements relativement sont en fonction du respect du calendrier agricole, à l'utilisation des engrais organiques ou chimiques, des produits phytosanitaires et des travaux d'irrigation et de drainage.

Les principales cultures sont entre autres : le riz, le maïs, la pomme terre, le manioc, l'arachide, la patate, le fonio, La production maraichère occupe une place de choix à travers la culture de gombo, piment, aubergine, tomate, concombre, , etc.

Les sols sont épuisés et connaissent un appauvrissement très net malgré l'application de la jachère. Ce facteur contribue largement à la baisse du rendement pour les petits producteurs dont l'accès aux engrais est limité.

Les techniques et moyens de culture sont restés les mêmes (houes, coupe-coupe, haches, binettes, quelque fois les charrues, motoculteur, tracteur, etc.

Elevage :

L'élevage pratiqué dans la Commune Rurale de Tolo est extensif et caractérisé par le nomadisme pastoral.

Les principales espèces animales élevées sont les bovins, les caprins, les ovins, et les volailles.

Les principales maladies sont : charbon bactérien, charbon symptomatique, pasteurellose, peste de petits ruminant, rage et les parasitoses internes et externes. Le nombre exact des éleveurs reste inconnu à cause du nomadisme et la transmanche,

Le tableau ci-dessous donne les statistiques du cheptel de la Commune.

Tableau N°11 : L'effectif du cheptel dans la Commune Urbaine de Kindia.

Bovins	Ovins	Caprins	Total
22 184	5 296	3 268	30 748

Source : Service Elevage de la Commune.

Ce secteur économique important est confronté aux problèmes liés aux pâturages et à la gestion des points d'eau, la dévastation des champs par les animaux, l'hostilité des propriétaires terriens et en fin les Conflits requérant entres éleveurs et agriculteurs.

En plus de ces difficultés, les services techniques déconcentrés sont sous équipés et ont besoin de renforcement de capacités pour mieux accompagner le secteur dans son développement.

Artisanat et Tourisme :

Malgré leur rôle capital dans le développement socio-économique local de la collectivité, ces deux (2) secteurs souffrent d'un manque d'organisation et d'accompagnement. Ce qui les met aujourd'hui dans un état de régression progressive et inquiétante.

Education :

La Commune Rurale de Tolo dispose quinze écoles Primaires (15) dont cinq franco-arabes. Au niveau de secondaire il y a qu'un seul collège,

Il existe un) Centres d'Encadrement Communautaire (CEC) et Ecole Nationale d'agriculture d'élevage,.

Pour l'encadrement et l'exécution des activités au niveau de ces établissements, un(01) DSEE coordonner toutes les activités avec un effectif de 16 encadreurs et 58 enseignants (tous cycle confondus).

Cependant en dépit des progrès remarquables accomplis en matière d'éducation au niveau de la collectivité, de gros efforts restent à faire au niveau de l'amélioration de la qualité des prestations fournies, et le renforcement de capacités des acteurs impliqués dans la coordination et l'exécution des activités du secteur éducatif.

Santé :

Dans le domaine de la santé, la Commune Rurale de Tolo compte un (01) Centres de santé et Sept (04) Postes de santé repartie dans les 5 districts de la collectivité.

Pour ce qui concerne la satisfaction des populations, beaucoup d'efforts restent à faire pour une amélioration de la qualité des prestations.

Comme difficultés dans les établissements sanitaires, nous avons entre autres : problèmes liés à l'accueil, la difficulté dans l'exercice des activités (due au manque de matériels/équipements), le retard dans l'appauvrissement en médicament, la mauvaise répartition des zones d'intervention, le manque d'hygiène (latrine, points d'eau, fosses incinération, etc.).

En plus de ces difficultés, les problèmes majeurs du domaine de la santé est l'insuffisance des structures sanitaires par rapport l'entendu et la population de la collectivité.

Les maladies courantes rencontrées sont entre autres : paludisme, diarrhée, l'infection vaginale, l'anémie, la syphilis, les IRA (infections respiratoires), les parasitoses, la fièvre typhoïde.

Hydraulique :

L'approvisionnement en eau potable dans la Commune Rurale de Tolo n'est pas satisfaisant, car la demande est plus grande que l'offre. Cependant, il faut signaler que les types d'approvisionnement sont différents.

Ainsi dans le district de Tolo centre il y a une adduction d'eau réalisée par l'OMVS qui désert de façon directe ou indirecte quelques 3 000 habitants. Ce réseau est épaulé par des forages, et de puits améliorés.

Dans les autres districts, la population a accès à l'eau principalement dans les forages rivières, marigot, puits améliorés, puits traditionnels. Mais il est à signaler qu'il y a quelques 16 forages dans les districts, dont la plus part sont en panne.

Pour améliorer l'accès de la population en eau, quelques pistes solutions sont envisagées par la commune dont entre autres :

- La réalisation de nouveaux forages et puits améliorés ;
- La réparation des forages en panne ;
- L'aménagement des sources.

Pistes :

Du point de vue pistes, entre les districts la plus part des pistes sont difficilement praticables. La nécessité dans ces districts est par endroit la réhabilitation et dans d'autre l'ouverture, en plus de la réalisation des ouvrages de franchissement.

Pour désenclaver la commune en vue de faciliter la mobilité sur le territoire de la collectivité, en plus de la réhabilitation/l'ouverture des pistes, il faudra mettre en place et redynamiser les actions des comités villageois d'entretien des pistes.

3.2. Les tendances démographiques et socio-économiques locales :

La Commune Rurale est traversée par une route nationale Mamou – Labé, elle est confrontée à un véritable problème d'exode rural. On observe une importante migration des jeunes vers les autres pays ce qui a des impacts négatifs sur le développement de la Commune Rurale de Tolo,
La population de la Commune Rurale de Tolo est de nos jours estimée à 8756 habitants dont 4798Femmes et hommes 3958 (RGPH3). Avec un taux d'accroissement de 3% par an cette population atteindra un effectif de 10151habitants en 2026.

Un tel accroissement démographique exige indispensablement des appuis soutenus de la part de la commune et l'ensemble des partenaires au développement, en vue de faire face à l'amélioration des conditions de vie et le développement socio-économique local de la collectivité à travers des actions allant dans le sens de :

- Protection des couches marginalisées (enfants, jeunes et femmes et handicapés) ;
- Construction des infrastructures de base ;
- Création/Accompagnement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- Gestion des conflits ;
- Renforcement de capacités des Parties Prenantes au développement de la commune.

3.3. Les atouts majeurs de développement de la Commune :

La Commune Rurale de Tolo regorge d'énormes potentialités naturelles et humaines favorables à son développement. Les principaux atouts de la Commune sont entre autres :

Les atouts naturels :

- L'existence de grandes potentialités agropastorales ;
- L'existence du fleuve Bafing qui prend sa source dans la Commune Rurale de Tolo,
- L'existence des matériaux locaux indispensables à la construction des infrastructures socio-économiques de la Commune Rurale à savoir le sable, le gravier, le bois les blocs de pierre et des terrains devant recevoir ces infrastructures ;
- L'existence d'importantes réserves d'eau (source et nappe souterraine) pour la réalisation des forages et puits améliorés ;
- Une pluviométrie plus ou moins abondante favorable à l'agriculture ;
- L'existence d'importante réserve de matière primaire pour l'artisanat ;
- Des sites naturels très attractifs pour le tourisme dans les districts tels que : le lac de Bafing.

Les atouts économiques :

- La disponibilité des produits agricoles ;
- L'existence des marchés hebdomadaires (Tolo, Soumbalako, salliya)
- Le développement de la culture de pomme de terre,

Les atouts hydrauliques:

- L'existence de 27 forages :
- L'existence de 6 bornes fontaines;
- Une adduction d'eau ;
- 166 puits traditionnels,
- 03 puits améliorés,

Les atouts agricoles:

- L'existence des plaines ;
- des bas-fonds aménageables ;
- des groupements agricoles,
- des projet et programme d'appui,

Les atouts sociaux:

- La présence de groupements et d'associations prêts à accompagner les efforts de développement de la Commune Rurale ;

Les atouts élevage :

- L'existence d'un cheptel varié (bovin, ovin, caprin et volaille) qui constitue une source de revenus pour les populations mais aussi un moyen de production

Les atouts routiers :

- L'existence d'une routes nationales Mamou – Labé et Mamou – Tougué ce qui favorise les transactions commerciales et des routes secondaires reliant les districts et les secteurs entre eux favorisant ainsi le transport des personnes et des marchandises

Les atouts agriculture:

- La présence des services techniques déconcentrés ce qui favorise l'encadrement et le suivi des actions de développement de la Commune Rurale;

Les atouts éducation:

- L'existence d'une Ecole Nationale d'Agriculture et d'Elevage (ENAE) qui pourrait jouer le rôle d'institution d'appui et conseil à la Commune Rurale de Tolo;
- L'existence de 14 écoles primaires publiques, franco- arabes dont un collège ;

3.4. Les principaux atouts, problèmes et pistes de solutions évoqués par la population en matière des secteurs

Tableau N°12 : Résultats du diagnostic sur les principaux atouts, problèmes et pistes de solutions évoqués par la population en matière des secteurs.

Secteurs	Atouts	Problèmes	Causes	Conséquences	Pistes de Solutions
Education	-Existence de 15 écoles primaires dont 5 écoles franco arabe et un (01) collège, -Existence des projets et programmes d'appui (ANAFIC, UNICEF, PLAN GUINEE, KFW), -Existence des manuels, matériels et équipements scolaire, (ETAT) - Existence d'infrastructures scolaires (élémentaire/primaire et collège,) ; -Existence de structures locales d'appui (APEAE, CDE, Comite de veille) -Existence des programmes d'appui communautaire (CECODE, Bowal Wanou)	- Manque d'infrastructures scolaires dans certains quartiers/districts et Mauvais état de certaines infrastructures scolaires ; -Insuffisance d'enseignements au niveau primaire - insuffisance de formation continue des enseignants - Mauvais état et Insuffisance des équipements ; - Insuffisance de logement pour les enseignants ; -Faible implication des APEAE dans la gestion de l'école ; - Difficulté d'encadrement	-Manque d'investissement dans la construction de nouvelles infrastructures scolaires et Manque d'entretien par faute de moyens financiers (moyens propres et appuis extérieurs) ; - Inégalité dans le déploiement des enseignants et Manque de contrôle et la politique de l'administration locale ; - Faible niveau des enseignants ; - Manque d'initiatives de consolidation et de pérennisation des acquis et l'absence de l'État dans le renouvellement et l'entretien des	- Manque de cadre propice pour l'épanouissement intellectuel des enfants ; - Disfonctionnement dans le quitus scolaires des apprenants, Baisse du niveau des élèves et Déperdition scolaire; - Baisse du niveau des élèves et Déperdition scolaire; - Disfonctionnement des infrastructures scolaires, Abandon scolaire et Délinquance juvénile; - Perturbation dans le bon fonctionnement des établissements scolaires ; - Disfonctionnement des APEAE et Faible recouvrement des cotisations ; - Délinquance juvénile et Exode rural ;	-Normaliser les cycles, -Aménager des points d'eau, -Construire des blocs des latrines ; -Réaliser des clôtures grillagées ; -Aménager des aires des jeux pour les élèves ; -Construction des centres NAFA, - Construire des nouvelles infrastructures scolaires et - Rénover/Equiper les infrastructures scolaires existantes qui sont en mauvais état. -Recruter le personnel enseignant, -Mettre une stratégie de contrôle des enseignants et Promouvoir l'administration locale ;

	- Existence de sites (devant abriter des nouvelles infrastructures) + agrégats et la main d'œuvre ; - Existence des services techniques (DSEE, DPE et IRE) et le personnel d'encadrement et d'enseignements au niveau des établissements scolaire ; - Existence des enfants scolarisables ; - Existence des Association de Parents d'Élève et Amis de l'école (APEAE).	du jeune enfant au niveau du préscolaire ; - Faible taux de scolarisation.	équipements ; - Manque de motivation pour les enseignants de servir les districts (faute de mesures d'accompagnement comme logement et prime d'éloignement) ; -Faible fonctionnalité des APEAE ; - Manque de stratégie d'encadrement du jeune enfant ; - Pauvreté des parents et le manque de cadre pour la scolarisation des enfants.	- Analphabétisme élevé de la population, Déperdition scolaire, Mariage précoce et Exode rural.	- Faire le Renforcement de capacité (capacité pédagogique) des enseignants une activité continue ; - Mobiliser les ressources locales et externes ; -Construire des logements pour les enseignants ; - Redynamiser les APEAE; - Construire des centres d'encadrement et Sensibiliser les parents pour l'éducation des enfants ; - Créer des activités Génératrices de Revenus pour les parents.
Santé	-Présence de quelques auxiliaires de santé (RECO, Accoucheuses villageoise ; -Existence des projets et programmes d'appui (UNUCEF, CHILFUND, CRS, Banque mondiale, PNLP, MGF, PNUD ; mutuelle de santé) -Existence d'un Centre de santé et Postes de Santé; - Existence des sites,	- Difficulté d'accès aux soins de santé ; -Insuffisance/ Manque du personnel dans les structures sanitaires éloignées -Eloignement de nombreux districts des Centres existants ; -Insuffisance de l'approvisionnement en médicaments des structures sanitaires existantes ;	- Insuffisance des infrastructures sanitaires, manque d'équipements et des produits (médicament) ; - Réticence d'une grande partie des agents de santé à servir dans les structures sanitaires éloignées; - Non investissement dans la construction de nouvelles structures sanitaires dans les districts ;	- Prolifération de maladies, Automédication, Intoxication ; - Mauvais fonctionnement des structures sanitaires éloignées ; - Difficultés d'évacuation des malades dans les structures sanitaires, Complication des maladies ; - Non accès aux médicaments dans les structures sanitaires et la	- Construire et équiper des nouvelles infrastructures sanitaires, tout en les approvisionnant en premier Lot de médicament et -Rénover et équiper et approvisionner en médicaments les structures sanitaires existantes ; - Recruter et affecter du personnel médical dans les structures sanitaires ; - Construire et équiper des infrastructures sanitaires

	agrégats et mains d'œuvre pour la réalisation de nouvelles infrastructures sanitaires ; - Existence de structures locales de gestion (comité de santé et d'hygiène) ; - Existence d'agents de santé communautaire et des radiothérapeutes ; -Appui de l'État et ses partenaires; -Fréquentation des structures sanitaires par la Population.	- Insuffisance de latrines et des points d'eau dans les structures sanitaires ; - Mauvais fonctionnement des Comités de gestion des Structures sanitaires ; - Propagation des Maladies Sexuellement Transmissible ; - Faible taux de couverture sanitaire.	- Manque de stratégie/ dispositif d'approvisionnement des structures sanitaires en médicaments ; - Non prise en compte du paquet complet lors de la construction des structures sanitaires et la non réalisation des travaux complémentaires ; - Mauvais choix des membres des Comités de gestion et la non maitrise de la mission des structures locales de gestion par les membres des Comités ; - Manque de cadre de concertation autour des Maladies Sexuellement Transmissible ; - Manque de politique sanitaire concertée.	prolifération de la vente illicite des médicaments ; - Salubrité avérée dans les structures sanitaires ; - Disfonctionnement total des structures locales de gestion (comités) ; - Taux élevé des Maladies Sexuellement Transmissible au niveau de la population ; - Prolifération des maladies de tout genre au niveau de la population.	dans tous les districts de la commune ; -Mise en place d'un dispositif d'approvisionnement permanent et régulier des structures sanitaires en médicaments et lutter contre la prolifération de la vente illicite des médicaments ; - Construire des latrines et des points d'eau dans les structures sanitaires ; - Dynamiser le fonctionnement des structures locales de gestion (comités) ; - Créer un cadre de concertation entre les Parties prenantes dans la lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissible ; -Créer un cadre de collaboration entre l'autorité communale et tous les intervenants dans l'amélioration de la couverture sanitaire.

Hydraulique	-Existence d'une adduction d'eau à Tolo centre, - Existence des forages et puits améliorés ; - Existence des cours d'eau et des têtes de sources aménageables; - Existence des puits traditionnels ; - Existence des comités de points d'eau ; - Existence des artisans réparateurs ; - Pluviométrie abondante.	- Vétusté du réseau d'adduction d'eau de la commune + Rupture fréquente et prolongée de l'approvisionnement en eau ; - Insuffisance et mauvaise gestion des points d'eau aménagés ;	- Manque d'investissement dans le secteur ; - Manque de ressources pour la commune et mauvais fonctionnement de structures locales en charge de la gestion et l'entretien des points d'eau.	- Incapacité de la structure en charge du secteur d'approvisionner la population en eau, Corvée d'eau pour les femmes et les enfants et Prolifération des maladies hydriques ; - Nombre de points d'eau aménagés inférieur au besoin de la population et la non fonctionnalité d'une grande partie de ces points d'eau aménagés.	- Etendre le réseau d'adduction d'eau du district de Tolo centre; - Mobiliser des ressources internes et externes - Aménager des nouveaux points d'eau (forages, puits améliorés et les têtes de sources), - Réparer en panne, Former les artisans réparateurs locaux et Redynamiser les comités de gestion et d'entretien des points d'eau.
Agriculture	--Existence de jardins potagers ; -Existence d'une main d'œuvre locale ; - Existence des domaines de cultures (bas-fonds, plaines) ; Existence des cours d'eau ; - Existence de la population agricole ; - Présence des services	- Baisse du rendement ; - Insuffisance d'intrants agricoles/petits outillages ; -Difficultés de conservation des produits ; - Enclavement des zones de production (greniers de	- Non aménagement des domaines cultivables, Non-respect du calendrier agricole, -Utilisation des techniques agricoles rudimentaires (faible moyens de production) et Pauvreté des sols ;	- Faible rendement, Déficit alimentaire/Malnutrition, Faible revenu de la population et Exode rural ; - Faible rendement et Exode rural ; - Perte des produits et Faible revenu ;	- Aménagement des domaines agricoles (plaines et bas-fonds) et Formation des paysans ; -Appuyer l'approvisionnement des paysans en intrants (vulgarisation des semences améliorées) et petits outillages agricoles ;

	techniques.	la commune ; - Non qualification des paysans en techniques modernes et la non maitrise du calendrier agricole ; - Pauvreté de la plus grande partie des acteurs du secteur.	- Manque de semences améliorées et Manque d'appui aux organisations d'autopromotion ; - insuffisance de lieux propices à la conservation des produits (magasins de stockage.) - Enclavement de la plus grande partie des districts de la commune ; - Faible accompagnement des paysans à travers des projets de formation ; - Faible revenu issus des récoltes et faible appui de la part des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).	- Difficulté dans l'écoulement des produits vers le centre, Perte des produits et Pauvreté des paysans ; - Faible rendement, Faible revenu et Pauvreté des paysans ; - Difficulté de fonctionnement au niveau des acteurs du secteur et Abandon/Exode rural.	- Construire des Magasins de stockage des produits ; - Désenclaver les zones de production et Mettre en place des stratégies d'écoulement des produits ; - Structurer et Former les organisations paysannes et Renforcer la capacité du service du développement rural de la commune ; - Mobiliser les ressources internes et externes et Faciliter l'accès des paysans aux crédits.
Elevage	-Existence d'une Ecole Nationale de l'agriculture et d'élevage, - Existence de cheptel (bovins caprins, volailles, etc.)	- Divagation des animaux et Conflits entre agriculteurs et éleveurs ; - Manque d'espace aménagé ;	-Manque d'appui de l'ENAE de Tolo en faveur de la communauté ; - Présence d'éleveurs transhumants et Manque de zones de pâturages	- Destruction des cultures par les animaux et Conflits entre agriculteurs et éleveurs ; - Difficulté dans le suivi quotidien des animaux et	- Appui technique de l'ENAE de Tolo, - Aménager des pâturages permanents, collectifs et des parcs à bétail et Structurer et renforcer les capacités des

	- Existence des pâturages naturels ; - Existence des points d'eau ; - Existence d'un service technique.	- Insuffisance des points d'eau ; - Problèmes sanitaires au niveau des animaux.	aménagées et de parcs à bétail ; - Manque de terrains pour l'aménagement des espaces et Manque d'investissement dans le secteur ; - Dégradation de régime des cours d'eau et Pollution de l'environnement ; - Manque de suivi sanitaire des animaux et Difficulté d'accès aux produits vétérinaires.	Diminution du cheptel ; - Difficulté de l'accès à l'eau pour l'abreuvement ; - Présence courante des maladies et Diminution du cheptel.	comités de gestion des conflits ; - Mise à disposition par la commune des terrains et Faire de l'élevage un levier de développement communal, à travers le financement des projets communautaires dans le secteur ; - Reboiser les têtes de sources des cours - Aménager des puits pastoraux ; - Former et encadrer les groupements d'éleveurs, les auxiliaires d'élevage et faciliter l'accès aux produits vétérinaires.
PECHE	Existence d'un projet piscicole Existence du fleuve Bafing	Faible accès aux produits aloétiques	Manque des fleuves contenant de poissons	Insuffisance de poissons	-Réalisation des étangs piscicoles ; - Formation de la communauté sur les techniques de la pisciculture,
ACTIONS OCIALES	Existences des personnes vulnérables ;	Faible niveau de vie des citoyens ;	Insuffisance d'appui à la population dans le secteur;	-Pauvreté ; -mauvais rendement des cultures ;	- Mettre en place une structure représentative du secteur, - organiser des campagne de sensibilisation sur l'importance du secteur,

Artisanat	- Existence et Motivation des artisans -Existence des matières premières.	- Manque de structuration des artisans ; - Insuffisance de moyens matériels et financiers ; - Manque de locaux de travail.	- Faible niveau des artisans (taux élevé d'analphabète dans le secteur) ; - Manque de ressources financières propres et d'appui ; - Manque de ressources financières et Politique d'accompagnement du secteur au niveau communal.	- Disparition progressive du métier de l'artisanat ; -Faiblesse de production et de revenu ; - Difficulté dans l'exercice du métier, Abandon et Réduction des opportunités d'emploi.	- Structurer et Former les artisans ; -Appuyer les artisans pour l'obtention des moyens matériels et financiers ; - Construire et Équiper des locaux propices à la promotion du secteur à l'échelle communal.
Tourisme	-Existence des sites touristiques (dont entre autres le lac de Bafing et la source de Bafing et Salamayo).	-Manque de fréquentation des sites ; -Manque d'investissement dans le secteur ;	-Manque de valorisation et d'entretien des sites et Manque de ressources financières.	-Absence de mobilisation des recettes issues du tourisme ; - Ralentissement des activités du service technique en charge du tourisme et Manque de recettes.	-Informer et Sensibiliser les acteurs sur l'importance du secteur sur le développement de la commune ; - Aménager les sites touristiques ; - Créer des activités pour attirer les touristes vers les sites ; -Mobiliser des ressources internes et externe pour accompagnement le développement du secteur.

Environnement/Assainissement-Gestion des Déchets	- Abondance des ressources naturelles ; - Présence dans la collectivité des Projets/Programmes évoluant dans la protection de l'environnement/ ; - Intérêt de la population par rapport aux enjeux de la protection de l'environnement.	Dégradation des écosystèmes naturels et du cadre de vie.	- Coupe abusive du bois et Feux de brousse ; - Pollution des cours d'eaux, du sol et de l'air ; - Disparition de certaines espèces de la faune et de flore et Dégradation du couvert végétal ; - Manque de latrines publiques ; - Absence d'un système adéquat de gestion des déchets et Manque d'équipement de collecte et de transfert des déchets ; - Accroissement démographique/Pression humaine.	- Déforestation et Rareté des pluies ; - Tarissement des points d'eau, Faible rendement des cultures et Érosion des sols ; - Destruction de la biodiversité, Famine et Exode rural ; - Difficulté de la population à avoir accès à la latrine dans les lieux publics et abondance des maladies hydriques ; -Difficulté dans toutes les étapes d'assainissement de la commune (pré-collecte, collecte et transfert) ; - Difficulté d'approvisionnement en produits de pharmacopée et Détérioration des sites touristiques et des terres cultivables.	-Mettre en place des dispositions/stratégies de lutte contre les feux de brousse et la coupe du bois (tels que la vulgarisation des foyers améliorés) et Créer des AGR pour la population des districts concernés par les deux problématiques ; - Mettre en place un dispositif d'Information-Education-Communication (IEC) sur la problématique de la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie ; -Inciter les communautés à la base à la conservation des espèces de la faune et de flore et les sensibilisés sur les enjeux de la dégradation du couvert végétal ; - Réaliser des latrines publiques dans les lieux publiques de la commune ; -Formuler un cadre juridique d'hygiène et d'assainissement de la

					commune et Mise en place d'un mécanisme des gestions des déchets dans les districts ; - Mettre en place un dispositif d'Information-Education-Communication (IEC) sur la problématique de la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie.
Energie	-Forte démographie ; - Existence du réseau électrique (EDG).	-Insuffisance d'équipements (transformateurs, poteaux, câbles, compteurs, etc.) , - Faible niveau de l'éclairage public.	- Manque d'investissement conséquent dans le secteur ; - Manque de ressources et Politique cohérente d'accès de la population à l'électricité à l'échelle communal ; - Manque de Campagnes d'Information-Éducation-Communication et Pauvreté de la population (faible revenu) ; - faible accompagnement de la commune par l'État	- Faible capacité de fourniture du courant électrique à la population ; - Manque à gagner non négligeable par la structure en charge de la gestion du secteur et Faiblesse de capacité de fourniture ;	Servir les autres districts le réseau de basse et de moyenne tension ; - Appui à l'obtention/fourniture d'équipements et à la connexion et la desserte en électricité, l'installer et réparer les lampadaires, et -Mettre en place des comités de veille et de surveillance dans les districts pour éviter le vandalisme sur les poteaux électriques ; - Initié et Exécuté des campagnes d'information et

			et les Partenaires Techniques et Financiers à travers des Projets/Programmes d'éclairage publique, au profit de la population.		de sensibilisation, autour de l'accès à l'électricité et le caractère obligatoire du paiement de la facture. -Mobilisé des ressources internes et externes pour améliorer le niveau d'éclairage public, à travers des Projets communautaires d'électrification publique.
Communication	- Existence des Sociétés de téléphonies ; - Existence des médias (Radio rurale et des Radios privées) ;	Faible accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication	- Non couverture de certains districts par le réseau GSM ; -Non accès à certaines Radios locales	-Difficulté de communication ; - Manque d'information ; - Perturbation des réseaux et des prestations.	- Favoriser l'extension des réseaux GSM (mise en place de nouvelles antennes de relais) ; -Etendre le réseau des radios locales,
Pistes	-Existence des pistes secondaire ; - Existence des agrégats ; - Existence de la main d'œuvre ; - Existence des services techniques.	- Mauvais état des pistes et des ouvrages de franchissement ; - Difficulté d'accès à certains quartiers et districts ; - Inexistence dans les districts des structures d'entretien des pistes et des ouvrages de franchissement.	-Faible entretien des pistes et ouvrages de franchissement ; - Dégradation poussée des pistes et Détérioration des ouvrages de franchissement et Absence par endroit des ouvrages de franchissement ; - Manque de stratégie	- Enclavement des localités et Retard dans le développement - Difficulté de déplacement (cas d'évacuation des malades) et écoulement des produits ; et Pauvreté de la population ; - Manque d'entretien des voiries/pistes et des	-Ré-profiler et ouvrir les pistes, et réhabiliter les ouvrages de franchissement existants ; - Entretenir les pistes et ouvrages existants et construire des nouveaux ouvrages de franchissement ; - Mettre en place, structurer et former des comités locaux d'entretien des pistes et des ouvrages de franchissement ;

			locale de consolidation et de pérennisation des acquis.	ouvrages.	et Mobiliser des ressources internes et externes pour les appuyer à fonctionner.
Urbanisme/Habitat	- Existence des districts non lotis ; - Existence des zones à urbanisées ; - Existence des services techniques.	- Occupation anarchique des sites (bâtie et non bâtie); - Insuffisance d'aménagement des lieux publics ; - Récurrence des conflits domaniaux.	- Manque de lotissement et Manque de suivi l'autorité communale; - Non programmation d'un plan d'aménagement et l'insuffisance de ressources financières ; - Non transparence entre les acteurs .	- Construction et occupation anarchique des sites ; - Etat défectueux des lieux publics et le manque d'investissement ; - Manque de quiétude sociale entrainant la violence.	- Impliquer les services techniques de la commune dans les travaux de lotissement ; - Intégrer les activités d'aménagement des lieux publiques dans le budget de la commune; - Informer et sensibiliser les acteurs par rapport à la transparence dans les affaires domaniales en impliquant les services techniques de l'habitat.

Culture et Culte	- Existence des lieux de cultes (mosquées,).	- Faible valorisation de la culture ; - Insuffisance et Vétusté de lieux de culte.	- Non prise en compte des activités culturelles comme l'un des leviers du développement communal ; - Manque de ressources financières.	- Perte des valeurs culturelles ; - Difficulté dans l'accomplissement des devoirs religieux (prière, connaissance de la religion).	- Appuyer la redynamisation des activités culturelles à l'échelle communal à travers des projets communautaires ; - Mobiliser des ressources internes et extérieures pour construire, rénover et achever des lieux de culte.
Jeunesse et Emploi Jeune	- Existence des Associations/ Mouvements de jeunesse ; - Existence des terrains de sports non aménagés ;	- Chômage des jeunes ; - Manque des installations sportives et des infrastructures de loisirs (foyers de jeune, terrains de sport, aires de jeux) ; - Difficulté d'accès aux Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC) ; - Manque d'implication des jeunes dans le processus de développement de la collectivité (prise de décision, mise en œuvre des décisions) ; - insuffisance d'appui (moyens financiers et	- Manque d'emploi, Faible niveau des jeunes et Difficulté pour les jeunes à s'auto-employer ; - Manque de ressources et Non investissement de la commune dans la valorisation des installations sportives et des infrastructures de loisirs ; - Manque de ressources et Non investissement de la commune dans la vulgarisation des NTIC à l'échelle communale ; - Faible niveau de formation des jeunes et faibles politiques d'insertion des jeunes	- Exode rural, Taux élevé de banditisme et Pauvreté ; - Retard dans la promotion et le développement des activités juvéniles à l'échelle communal et Délinquance juvénile ; - Frein à l'ouverture des couches juvéniles au monde extérieur et son adaptation aux réalités du siècle ; - Marginalisation d'une couche capitale pour le développement socio-économique local de la collectivité ;	- Appuyer la création d'emploi et le financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour la couche juvénile ; - Mobiliser des ressources internes et externes et Construire, rénover et équiper des installations sportives et des infrastructures de loisirs ; - Appuyer la prise en compte des équipements NTIC dans l'équipement du foyer de jeunes ; - Appuyer l'implication des jeunes à travers le Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) dans le processus du développement de la

		matériels, formation) pour le renforcement de capacités de la couche juvénile.	dans le processus de développement de la commune ; - Manque de ressources au niveau de la commune et Absence de projets juvéniles bancables à présenter pour financement aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF), allant dans le sens de la promotion de l'emploi jeune.	- Non accès pour la couche juvénile aux ressources nécessaires pour participer au développement socio-économique local de la collectivité. - Faible insertion dans le développement de la commune.	collectivité ; - Renforcer la capacité des jeunes en initiation et montage des projets et Appuyer la mobilisation des ressources internes et externes pour soutenir les projets juvéniles.
Renforcement de Capacités, Administration Générale et Bonne Gouvernance	- Existence des Responsables locaux (préfecture, mairie districts) ; - Existence du SPD/STD ; - Existence des locaux abritant les structures déconcentrées/ décentralisées (Sous Préfecture, Mairie) ; - Existence de projets d'appui à la gouvernance locale.	- Analphabétisme de la plupart des élus locaux (conseillers, présidents de districts) et Mauvais fonctionnement de l'administration ; - Manque de Bureau de districts ; - Faible capacité de mobilisation et de valorisation des ressources locales ;	- Manque de critère dans la sélection des candidats au fonction d'élus ; - Faible mobilisation des ressources locales et non investissement dans le renforcement de capacités des élus à la base à travers la construction des Bureaux ; -Manque de formation et d'organisation des	- Inefficacité dans la fourniture des services au profit de la population ; - Dispersion des responsables au niveau des districts et Retard dans l'accomplissement des tâches assignées à ces élus à la base ; - Perte de recettes, Retard dans le développement et Mauvaise gouvernance ;	- Organiser des campagnes d'alphabétisations et de mise à niveau en faveur des élus et les Former sur le code des collectivités ; - Construire et équiper des Bureaux pour les responsables de conseil dans les districts ; - Identifier les sources de recettes, Intensifier la sensibilisation et

		- Faible capacité de planification et de mise en œuvre des projets communautaires.	services de recouvrement, Manque de politique de valorisation des ressources locales à l'échelle communal et Manque d'investissement ; - Manque d'initiative, Méconnaissance des rôles et responsabilités dévolus aux élus et Faible organisation de la Commune.	- Manque de résultats, Retard dans le développement et Mauvaise gouvernance.	l'information des contribuables sur la nécessité de paiement et Financer une partie du volet investissement dans les montants recouvrés ; - Renforcer les capacités organisationnelles et l'opérationnalité des élus et Organiser régulièrement des rencontres de concertation sur la présentation des bilans (résultats) des différentes commissions du conseil communal).
Sécurité et Gestion des Conflits	- Existence des services de Sécurité (Gendarmerie, Police) ; - Existence de la police communale ; - Bonne collaboration entre les services de sécurité et la	- Nombre insuffisant du personnel des services de sécurité par rapport au besoin à l'échelle communal (manque d'agent dans les districts) ; - Faibles moyens des	- Manque de moyens financier pour recruter et la prise en charge du personnel ; - Manque de moyens financiers et matériels ;	-Taux élevé de l'insécurité ; - Non opérationnalisation et l'inefficacité des activités des services de sécurité	- Recruter et Affecter des agents de sécurité et Sensibiliser la population sur la bonne collaboration entre les services de sécurité et la population ; - Mobiliser des ressources

	population dans la lutte contre l'insécurité et la protection de l'enfant à l'échelle communal.	services de sécurité (matériels et financiers) ; - Insécurité routière (accident de circulation) - Recrudescence du banditisme.	- Méconnaissance des codes de route, Imprudence des conducteurs, Impunité des coupables et Insuffisance dans l'application de la loi ; - Chômage et consommation des stupéfiants (alcool, drogue).	-Désolation et pauvreté dans les familles ;	nécessaires pour accompagner les services de sécurité dans la protection des personnes et de leurs biens ; - Informer, éduquer et former les usagers de la route ; Vulgariser les codes de routes, Punir les délinquances à la hauteur de leur faute ; - Recruter et Affecter des agents de sécurité et Sensibiliser la population sur la bonne collaboration entre les services de sécurité et la population , Création de l'emploi pour la couche juvénile.
Organisations Sociales	-Existence des associations et organisations paysannes ; - Présence d'ONG d'appui national et international; - Intervention des organismes étatiques, comme la Direction chargée des actions sociales.	-Insuffisance de Structuration et formation des mouvements associatifs ; - Insuffisance des structures d'accueil pour les enfants en général, et en particulier les enfants déshérités ;	- Méconnaissance des textes et loi, Manque, manque d'initiative ; - Manque de ressources financière, prise de l'initiative dans la politique d'accompagnement des	-Disfonctionnement des mouvements associatifs ; - Exposition des enfants aux maladies et délinquance juvénile ; - Disfonctionnement des activités des structures d'encadrement et retard	- Structurer et Former les mouvements associatifs ; - Mobiliser des ressources financières pour le financement des projets communautaires allant dans les sens de la protection des enfants et Créer des

		- Insuffisance de synergie entre les intervenants dans l'encadrement des mouvements associatifs.	enfants ; - Manque de cadre de concertation.	dans le développement des mouvements associatifs.	structures d'accueil, d'insertion et d'encadrement des enfants ; - Créer des cadres de concertation permanent impliquant l'ensemble des intervenants dans l'encadrement des mouvements associatifs.
Activités Economiques	-Existence d'un marché hebdomadaire; - Existence d'une diversité des activités économiques, (forte densité de la population) ; - Existence des ONG et des Projets/Programmes financés par les PTF.	- Non aménagement de la plus part des marchés ; - Insuffisance d'accompagnement des acteurs économiques par les structures de micro-finance et faible organisation/formation des OCB ; - Inexistence des points d'approvisionnement pour les différents acteurs des secteurs d'activité économique ; - Enclavement des districts pourtant considérés comme les greniers de la commune et difficulté d'écoulement	- Faible recette dans les marchés, Mauvais gestion des marchés et Manque de ressources financières ; - Manque d'organisation des acteurs et Méconnaissance des procédures d'obtention de l'appui des structures de micro-finance ; - Manque d'initiative locale et de moyens financiers et Manque d'accompagnement de l'État ; - Manque de politique	- Mauvais état et Faible rendement des marchés ; - Baisse de la productivité et l'appauvrissement de la population ; - Faible rendement, Baisse de la productivité, endettement et récurrence des conflits ; - Faible rendement, Baisse de la productivité, endettement et récurrence des conflits ; - Baisse de la productivité, Faible rendement et l'appauvrissement de la population ;	- Construire/Aménager des marchés, Sensibiliser les usagers sur le payement des patentes et Sécuriser les ressources issues des marchés. - Structurer et former les acteurs économiques et Appuyer à l'obtention des appuis des structures de micro-finances ; - Appui à la création des points d'approvisionnement à l'échelle communale ; - Appui au désenclavement des districts ; Appui au reprofilage des pistes, à la réorganisation du secteur du transport et l'obtention des matériels/

		des produits ; - Coût élevé du transport et difficulté de conservation et de transformation des produits locaux ; - Difficulté d'obtention de matières premières.	communale de valorisation des activités économiques dans les districts à travers le désenclavement ; - Mauvais état des routes/voiries, Mauvais organisation du secteur du transport et Coût élevé des matériels/équipements de conservation et de transformation des produits ; - Manque de moyens financiers et Appui de l'État.	- Faible rendement, Baisse de la productivité, endettement et récurrence des conflits.	équipements de conservation et de transformation des produits ; -Appuyer la subvention et encadrer les acteurs économiques à l'échelle communale.

Source : Rapport du DSEL (Quartiers/Districts).

VI. ANALYSE DES PISTES DE SOLUTIONS PAR SECTEUR

Tableau N°13 : Résultats du diagnostic d'analyse des pistes de solutions par secteur

Secteur	Pistes de solutions	Activités
Education	Construction/Rénovation, Equipement et Faire Extension des infrastructures scolaires.	- Construire et équiper : 2Ecoles Primaires (6 Salles de classe) ; 1 Lycées (8 Salles de classe). - Rénover et équiper de : 4 Ecoles Primaires dont 2Franco-arabe
	Réalisation des latrines et des points d'eau dans les concessions scolaires.	Réaliser- de : 12blocs Latrines en Bloc de 2 et 3 cabines ; 12 Points d'eau (forage).
	Créer des conditions de maintien et d'entretien du personnel enseignant, l'encadrement et des enfants scolarisés.	- Construire et équiper de 12 Logements et - Réalisation de 15 cantines scolaires dans les écoles primaires ; - Aménagement de 15 aires de jeux.
	Réalisation des centres d'alphabétisation	Réaliser 5 centres d'alphabétisation dans la Commune ;
	Renforcer les capacités du personnel enseignant, l'encadrement et les membres des APEAE.	- Appui à l'organisation de 10 Ateliers de formation (2 par an) au profit des enseignants, l'encadrement et les membres des APEAE ; - Appui l'acquisition d'équipement pour le personnel de l'encadrement : 16 Motos ; 1 Ordinateurs pour DSEE ; 1 Imprimantes + Photocopieuse pour DSEE; Equipement de Bureau (Armoires+ Chaises de Bureau) Pour DSEE.
	Recrutement et affectation Recruter et affecter le personnel enseignant.	- Recruter et affecter de 20 enseignants pour les établissements scolaires.
	Réalisation / Réparation des Forages publiques.	Réaliser, de 45 Forages publiques ; - Réhabiliter/Réparer de 6 Forages publiques.
	Recrutement et formation et Equipement des artisans réparateurs des points d'eau.	- Recruter, former /équiper de 10 artisans réparateurs des points d'eau.

Hydraulique	Renforcement des capacités des structures locales de gestion des points d'eau.	- Appuyer et Redynamiser les comités locaux de gestion des points d'eau.
	Mobiliser les ressources internes et externes.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur ; - Appui la mobilisation des ressources internes et externes.
Santé	Construction, équipement, Equiper/ Approvisionner en médicaments essentiels et Faire Extension des infrastructures sanitaires.	- Construire/Rénover en matériels et approvisionnement en médicaments essentiels de : 1 Postes de santé ; - Extension, Rénovation et équipement en matériels et approvisionnement en médicaments essentiels de : 4Postes de santé ; 1 Centres de santé.
	- Réalisation des latrines et des points d'eau dans les établissements sanitaires.	Réaliser de : 4 Latrines en Bloc de 2 et 3 cabines ; 8 Points d'eau (forage).
	Créer des conditions de maintien et d'entretien du personnel soignant et l'encadrement.	Construire et équiper 5 Logements pour le personnel soignant et l'encadrement.
	Recrutement et affectation le personnel soignant.	Recruter et affecter 1 Agent Technique de Santé (ATS), 1 Infirmiers (ères), 1 Laborantin et 5 Sages-femmes et Matrones pour le Centre et le 4 Postes de Santé de la Commune ; - Identifier et former des accoucheuses villageoises à l'échelle communale.
	Redynamisation et Renforcement des capacités des structures locales de gestion de la santé et Sensibiliser la population sur les méthodes préventives de lutte contre les maladies.	- Appui à la Redynamisation des COSAH et le renforcement de capacités des membres ; - Appuyer à l'organisation de deux (02) Campagnes d'information, de communication et de sensibilisation de la population sur les méthodes préventives de lutte contre les maladies.
	Mobiliser les ressources internes et externes.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur ; - Appuyer la mobilisation des ressources internes.

Environnement, Assainissement-Gestion des déchets et foresterie	Restaurer les forêts communautaires et les espaces dénudés sous l'action de l'Homme.	- Identification et restauration des forêts communautaires ; - Reboisement de 10 ha de terre ferme ; - Reboisement des têtes de source et les berges des cours d'eau importants ; - Appui à l'obtention et à la vulgarisation de 1000 foyers améliorés ; - Appui au Renforcement des capacités du service Cantonnement Forestier ; - Appui à l'organisation des séances d'information et de sensibilisation sur la gestion durable des ressources naturelles et forestières ; - Appui à la mise en place d'une stratégie/mécanisme de protection des ressources naturelles et de la biodiversité à l'échelle communal.
	Aménager et Rendre propre les espaces publiques.	- Aménagement des espaces verts et installation des poubelles dans les lieux publiques ; -Création et formation des groupements d'assainissement à l'échelle communal ; - Organisation des activités d'assainissement collectif des lieux publiques une fois par trimestre ; - Réalisation de latrines publiques dans les lieux publiques.
	Mobiliser les ressources internes et externes nécessaires pour la protection de l'environnement.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur ; - Appui la mobilisation des ressources internes.
Agriculture	Aménagement des domaines agricoles.	- Appuyer l'aménagement de périmètres rizicoles et maraichers pour les organisations paysannes (groupement).
	Renforcement de la capacité des organisations paysannes (groupement).	- Appuyer l'obtention d'intrants/petits outillages et octroi des crédits aux groupements ; - Appuyer l'organisation de séances de formation pour les groupements ; - Organisation des Campagnes d'information, communication et sensibilisation sur les avantages et les techniques de l'utilisation des engrais (organiques et chimiques) dans la production agricole.
	Promouvoir les nouvelles techniques de la production et de la commercialisation des produits locaux.	- Réaliser des séances de formation sensibilisante sur les techniques de l'agriculture intensive moderne ; - Mettre en place et équipement des Unités

		de transformation, de conservation et de commercialisation des produits agricoles périssables.
	Mobilisation des ressources internes et externes nécessaires pour le développement du secteur de l'agriculture.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur ; - Appuyer la mobilisation des ressources internes.
Elevage	Structuration des acteurs du secteur de l'élevage.	- Structurer, Former et Encadrer les groupements d'éleveurs et les auxiliaires d'élevage.
	Aménagement des pâturages permanents, collectifs et des parcs à bétail.	- Appuyer l'aménagement des Pâturages permanents et collectifs ; - Réaliser des parcs à bétail collectifs avec abreuvoirs.
	Approvisionnement des groupements d'éleveurs en produits et équipement de traitement du bétail.	- Doter les groupements d'éleveurs et les auxiliaires d'élevage en matériels de travail et Faciliter l'accès aux produits vétérinaires.
	Renforcement des capacités des structures de gestion et agents du service de l'élevage.	- Réalisation de séances de formation des membres des comités de gestion de conflit entre agriculteurs et éleveurs ; - Appuyer l'obtention de l'équipement des Structures de gestion et les agents du service de l'élevage en matériels et équipement de travail.
	Mobilisation des ressources internes et externes nécessaires pour le développement du secteur de l'élevage.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur ; - Appui à la mobilisation des ressources internes.
Artisanat	Renforcement de la capacité des artisans.	- Appuyer la structuration et la former des artisans locaux ; - Appuyer la construction des ateliers de fabrication artisanale.
	Valorisation et rentabilisation les activités de l'artisanat et les produits locaux.	- Appuyer la participation des artisans dans les foires (exposition/vente) des produits artisanales ; - Appuyer à l'organisation des échanges d'expériences ; Appuyer à la facilitation de l'accès des produits artisanaux aux marchés sur le plan national et international.
	Appui au financièrement des artisans locaux.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur ; - Appuyer à la mobilisation des ressources

		internes.
pêche	Appui à la réalisation des activités piscicoles,	-Réaliser des étangs piscicoles ; - Former la communauté sur les techniques de la pisciculture
Tourisme	Identification et aménagement des sites touristiques.	- Appuyer à l'aménagement des sites touristiques ;
	Valorisation des activités touristiques.	- Appuyer l'organisation et la mise en valeur des activités touristiques à l'échelle communal ; - Appuyer à la mobilisation des recettes touristiques pour accompagner les acteurs ; - Appuyer à la mise en place des comités de gestion et de surveillance des sites touristiques ; - Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur touristique.
Pistes et communications.	Reprofilage et Ouvrir les voiries/pistes, Réhabiliter des ouvrages de franchissement existants et Construire de nouveaux ouvrages.	- Ré-profiler les pistes dans les districts ; - Appuyer à l'ouverture de pistes dans les districts ; - Appuyer à la construction des ouvrages de franchissement (ponts, dalots, etc.) dans les districts.
	Redynamisation et Renforcement des capacités des structures locales d'entretien.	- Appuyer à la structuration, la formation et la redynamisation des activités des comités locaux d'entretien ; - Appuyer à la mobilisation des moyens financiers et matériels pour accompagner les actions des comités locaux d'entretien ; - Appuyer à l'organisation des campagnes d'information, de communication et de sensibilisation sur l'entretien par les communautés bénéficiaires des pistes et des ouvrages de franchissement.
	Favoriser l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et Faciliter l'accès à l'information.	- Appuyer à l'extension de la couverture des Radio dans les districts ;
Energie	Faire l'extension du réseau basse et moyenne tension.	- Appuyer à l'extension du réseau basse et moyenne tension dans les districts de la commune.
	Appuyer l'obtention/fourniture d'équipements et Faciliter l'obtention et l'installation des lampadaires.	- Appuyer à l'obtention d'équipements (transformateurs, poteaux, câbles, compteurs, etc.) ; - Appui à l'obtention et l'installation des

		lampadaires.
	Initiation et Exécution des campagnes d'information et de sensibilisation, autour de l'accès à l'électricité et le caractère obligatoire du paiement de la facture.	- Appuyer à l'organisation de campagnes de plaidoyers auprès de l'Etat et des Partenaires pour l'accès à l'électricité ; - Appuyer à l'organisation de campagnes d'information, de communication et de sensibilisation par rapport au paiement de la facture.
	Création des structures locales de surveillance des installations.	- Appuyer à la création, la structuration et l'encadrement des comités de veille et de surveillance dans les districts pour éviter le vandalisme sur les poteaux électriques.
	Mobilisation des ressources internes et externes nécessaires pour le développement du secteur de l'énergie.	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement du secteur de l'énergie, pour améliorer le niveau d'éclairage public à travers des Projets communautaires d'électrification publique ; - Appuyer à la mobilisation des ressources internes.
Urbanisme et Habitat	Mettre en place et exécution d'un plan concerté de lotissement de l'espace communal impliquant tous les acteurs sous la supervision des techniques concernés et la coordination de la commune.	- Appuyer à l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation sur la réservation des domaines publiques à l'échelle communal ; - Appuyer à l'élaboration et l'exécution d'un plan de lotissement des districts de la commune.
	Mettre en place un plan d'aménagement urbain incluant l'aménagement des espaces publiques, l'organisation de l'occupation des espaces publiques et l'ouverture/réhabilitation des pistes rurales.	- Appuyer à l'aménagement des espaces publiques ; - Appuyer à l'organisation de l'occupation des espaces publiques ; - Appuyer à l'ouverture/réhabilitation des voiries urbaines et pistes rurales.
Culture et Culte	Appui la redynamisation des activités culturelles à l'échelle communal à travers des projets communautaires.	- Appuyer la structuration et la réorganisation des associations/mouvements culturels ; - Appuyer à l'organisation des manifestations dans tous les domaines d'activités de la culture locale.
	Construction des foyers des jeunes	- Appuyer à la construction /réhabilitation des foyers des jeunes et des mosquées,
	Mobiliser les ressources internes et externes nécessaires pour le développement du secteur de la	- Initier des partenariats entre la Commune et les partenaires évoluant dans l'accompagnement des activités culturelles et

	culture et le rayonnement des lieux de culte.	le rayonnement des lieux de culte à travers des Projets communautaires; - Appui à la mobilisation des ressources internes.
Jeunesse, sports & Emploi jeune.	Lutte contre la marginalisation, le chômage et la migration des jeunes.	- Appuyer l'implication des jeunes à travers le Conseil Local de la Jeunesse (CLJ) dans le processus du développement de la collectivité ; - Appuyer la création d'emploi et le financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour la couche juvénile. - Sensibiliser les jeunes sur la lutte contre la migration clandestine,
	Appuyer la construction des infrastructures pour la couche juvénile.	- Mobiliser des ressources internes et externes et Construire, et équiper des installations sportives et des infrastructures de loisirs ; - Appuyer la prise en compte des équipements NTIC dans l'équipement des foyers de jeunes dans les districts.
Sécurité	Sensibiliser les citoyens sur la protection civile	- Organiser des séances IEC ; - Installer des comités de défenses civiles ; - Renforcer de capacités de la police communale.
	- Recrutement et Affectation des agents de sécurité et Sensibiliser la population sur la bonne collaboration entre les services de sécurité et la population.	Recruter et Affecter des agents de sécurité ; - Doter en équipement des services de sécurité ; - Sensibiliser la population sur la bonne collaboration entre les services de sécurité et la population ; - Mise en place et renforcement de capacités des comités de défense civile dans les districts.
	Lutte contre l'insécurité routière.	- Informer, éduquer et former les usagers de la route ; - Vulgariser les codes de routes ; -Appliquer la loi (punir les délinquances à la hauteur de leur faute).

Renforcement de capacités et Bonne gouvernance	Appui technique et financier aux activités de formation, construction d'infrastructures administratives et promotion de la bonne gouvernance.	- Former et sensibiliser les acteurs du développement socio-économique local sur les enjeux du développement à la base ; - Renforcer les capacités institutionnelles, organisationnelles et opérationnelles de tous les acteurs impliqués dans le processus de développement local de la commune ; - Faire participer les femmes et les jeunes (au moins à 20%) dans le conseil communal et les conseils de Districts ; - Afficher à la commune les Procès -Verbaux des délibérations du conseil pour permettre à la population d'avoir accès ; - Rendre accessible à la population le budget et le compte administratif ; Construire et équiper des Bureaux de conseil dans les districts.
Organisations Sociales	Appui technique et financier aux organisations sociales.	- Structurer et Former les mouvements associatifs ; - Mobiliser des ressources financières pour le financement des projets communautaires allant dans les sens de la protection des enfants et Créer des structures d'accueil des enfants déshérites ; Créer des cadres de concertation permanente impliquant l'ensemble des intervenants dans l'encadrement des mouvements associatifs.
	Organiser des séances de sensibilisation sur les violences basées sur le genre et protéger le droit des enfants et des femmes.	- Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur la protection des droits des enfants et des femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre ; - Appuyer la mise en place et au fonctionnement des comités villageois de protection de l'enfant.
Activités Économiques	- Désenclaver les zones de production et Construire des équipements marchands.	- Appuyer au désenclavement des zones de production et favoriser la création des Activités Génératrices de Revenus (AGR) ; - Construire et équiper des hangars dans les marchés de hebdomadaires ;

		- Construire Trois (3) Marchés a Tolo centre, Soumbalako et Gouba; - Construire et équiper deux (02) Boucheries modernes ; - Construire et équiper deux Gares routière a Tolo centre et Soumbalako; - Mise en place d'une stratégie de mise en valeur des Gares routières.

Source : Rapport du DSEL (Districts).

VII. DIAGNOSTIC INSTITUTIONNEL, ORGANISATIONNEL ET FINANCIER

1. Diagnostic Institutionnel : (i) Répartition des élus par district, (ii) Régularité du fonctionnement du Conseil Communal et (iii) des commissions permanentes ;

2. Fonctionnement de l'administration communale : (i) Ressources humaines, (ii) Niveau d'équipement, (iii) Fonctionnement des services communaux, (iv) Niveau de l'appui des services déconcentrés de l'Etat ;

3. Gestion financière : (i) Mobilisation des ressources par nature (forces et faiblesses), (ii) Niveau d'exécution des budgets, (iii) Niveau de mise en œuvre des PAI etc.

a. Fonctionnement de l'organe élu

Tableau N°14 : Grille de données sur les élus

N°	Noms et Prénoms élus	Age	Sexe (M/F)	Catégorie Socio professionnelle (*)	Niveau d'Instruction (**)	Fonction élective (***)	Organes élus d'appartenance (****)	Localité de résidence (District,)	Distance de la localité de résidence au chef lieu de la Collectivité (Km)
1	ElhThierno Mahdiyou DIALLO	63	M	8	4	1	1 et 2	Tolo centre	1,8 km
2	Thierno Amadou Diallo	56	M	6	3	2	1 et 2	Soumbalako	18 km
3	Mamadou Pathé Diallo	84	M	2	1	2	1 et 2	Moronde	10km
4	Mamadou Diallo	64	M	3	1	8	1	Guelin	4 km
5	Thierno Ibrahima Bah	51	M	2	1	8	1	Soumbalako	18km
6	Fatoumata Biba Barry	45	F	2	1	8	1	Tolo centre	0 km
7	Noumou Tala Mansaré	40	F	2	1	8	1	Tolo centre	0 Km
8	Abdoulaye Bah	44	M	2	1	8	1	Gouba	15 Km
9	Mamadou Aliou Diallo	57	M	2	1	8	1	Siminko	4 km

10	Mamadou Alpha Barry	62	F	2	1	8	1	Tolo centre	2km
11	Mamadou Lamine Doumbouya	39	F	7	4	8	1	Tolo centre	3 km

(*) Catégories socioprofessionnelles, choisir : 1) Sans activité professionnelles; 2) Paysans (Agriculteurs, Eleveurs, pêcheurs) ; 3) Ouvriers/Artisans ; 4) Commerçants/Transporteurs ;

5) Agents de soutien (Chauffeurs, Jardiniers, Gardiens…) ; 6) Employés/Agents de Bureau et cadres d'exécution et assimilés ; 7) Cadres Moyens et assimilés ; 8) Cadres et professions intellectuelles supérieurs

(**) Niveau d'instruction, choisir : 1) Analphabète, 2) Primaires/Fondamental, 3) Secondaire Cycle 1/fondamental 2, 4)Secondaire Cycle 2/Lycée, 5) Supérieur

(***) Fonction élective, choisir : 1) Maire/; 2) 1erVice Maire; 3) 2èmeVice Maire; ;) Président commission des affaires économiques et financières; 6) Président commission des affaires environnementales, domaniales; 7) Président commission des affaires sociales, 8) Conseiller simple

(****) Organes élus d'appartenance, choisir : 1) Conseil communal, 2) Bureau Communal, 3) Commissions Communales

NB : pour le (****) il peut y avoir plusieurs réponses ; un même élu peut appartenir par exemple à deux organes.

b. Tenue des sessions réglementaires

Tableau N°15 : Tenue des sessions réglementaires au cours des trois dernières années

	2018		**2019**		**2020**	
	Nombre		**Nombre**		**Nombre**	
Trimestre 1	**sessions**	**Objets**	**Session**	**Objets**	**sessions**	**Objets**

			s			
	01	-Installation du conseil communal - Installation du bureau exécutif de la Commune	01	Adoption du choix de la commission de passation de marché, Choix des membres du comité de transparence et les membres du comité de suivi et gestion des infrastructures, Choix des actions du PAI 2019	01	Tenue de la 1ère Session sur l'avant-projet du budgétaire 2020
Trimestre 2	01	-Mise en place du Comité de gestion de réclamation, -Reconstitution du bureau de la jeunesse, - Reprise de l'Etat civile,	01	-Adoption du budget remanié,	01	Disposition à prendre du maintien de la paix avant pendent et après les élections couplées,
Trimestre 3	01	- Adoption du compte administratif de l'avant-projet du budget exercice 2019	01	- Amélioration des conditions de travail de l'Education et de la santé, - Mise en place des commissions de travail.	01	Disposition a prendre pour l'élaboration du budget participatif et la problématique de l'éducation.
Trimestre 4	-	-	01	Adoption du compte administratif	01	-
Total	03	03	04		03	05

Source : Commune.

c. Activités du Conseil Communal

Tableau N°16 : Activités du Conseil Communal au cours des trois dernières années

Rubriques d'analyse	2018	2019	2020
Nombre de sessions du CC	02	04	04
Taux moyen de présence des élus (nombre d'élus présents/nombre total d'élus)	90%	85%	95%
Nombre total de commission de travail	ND	ND	03
Nombre total de commission de travail actif	ND	ND	ND
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge de l'économie et des finances	ND	ND	ND
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge de l'environnement	ND	ND	ND
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge des affaires sociales	ND	ND	ND
Nombre moyen de dossiers traités par la commission en charge des affaires domaniales	ND	ND	ND
Nombre total de dossiers traités par l'ensemble des commissions communales.	ND	ND	ND

Source : Commune.

d. Fonctionnement des services communaux

Tableau N°17 : Grille de données sur le personnel de la Commune

N°	Nom et Prénoms	Date Naissance	Sexe (M / F)	Diplôme (précisez le domaine)	Nombre d'années d'études	Formation/Stage complémentaire	Nombre d'années d'expérience professionnelle (précisez date embauche)	Catégorie de l'agent (A, B, C, D, E)	Statut de l'Agent (*)	Service de l'agent	Titre/ Poste Occupé	Chef Service (oui/non)
01	Alpha Amadou Diallo	03/06/1977	M	DES (Contrôleur technique)	BAC+3	Stage en administration, au compte du Ministère du MATD.	11 ans (2009)	B2	Permanant Etat (MATD)	Administration Communale	Secrétaire Général, Chargé de l'état civil	OUI
02	Fatoumata BALDE	23/07/1978	F	DES (Economie)	BAC+4	Stage en Administration au compte du Ministère de finances.	12 ans (2008)	A	Permanant Etat (MEF)	Administration Communale	Receveuse Communal	OUI

Source : Commune.

Catégorie de l'agent, choisir : A (BAC + 3 ans et plus), B (BAC/DTI à BAC + 2 ans), C (BEPC, CAP), D (CEPE, chauffeurs,), E (gardiens, et autres sans qualification).

Statut de l'agent, choisir : Permanent Etat, Permanent Collectivité, Contractuel Etat, Contractuel Collectivité, Communautaire, Privé.

Gestion des services de la Collectivité

Tableau N°18 : Documents de gestion disponibles et immédiatement accessibles

Documents de gestion disponibles	2018	2019	2020
Budget primitif.	Oui	Oui	Oui
Collectif budgétaire/Budget additionnel.	Non	OUI	Non
Compte administratif.	Oui	Oui	Oui
Registre des délibérations du CC.	Oui	Oui	Oui
Journal/registre des recettes.	Oui	Oui	Oui
Journal/registre des dépenses.	Oui	Oui	Oui
Registre auxiliaire des valeurs inactives.	NON	NON	NON
Registre du patrimoine mobilier et immobilier.	NON	NON	NON
Plan de Développement Local PDL (expiré).	Oui	Oui	Oui
Conventions de financement avec les partenaires extérieurs.	Oui	Oui	Oui
Catégorie de la collectivité avec limites administratives.	NON	NON	NON
Cartographie de la Collectivité avec réseaux de pistes reliant les districts.	Oui	Oui	Oui
Cartographie de la Collectivité avec les principaux équipements publics.	NON	NON	NON

Source : Commune.

Tableau N°19 : Nombre de déclarations des faits d'état civil sur les trois dernières années.

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3
Naissances	12	105	72
Mariages	00	00	01
Décès	00	00	02

Source : Service de l'état civil de la commune.

GRILLE D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE

DENOMINATION DU SERVICE (IDENTIFICATION) : **SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMUNE**

Principales attributions du service :
1 : Administration

Personnel :
Nombre total d'agents : 01
Nom et prénoms du responsable : Alpha Amadou DIALLO

Niveau d'équipement :

Mobilier de bureau : Nombre de bureaux/tables de travail : 06 , Nombre de fauteuils : 01, Nombre de chaises du personnel : 03, Nombre de chaises /usagers : 34, Nombre d'armoires de rangement : 04

Matériels de bureau : Nombre postes informatiques : 03, Nombre motos : 01, Nombre véhicules : 0.

Fonctionnement du service
Nature des recettes recouvrées : Etat civil, TPU, CFU , Redevance forestière, Redevance du domaine, taxe sur les armes a feux, redevance du contrôle de qualité, ,patentes, redevance de la gare routière ,redevance du droit des marchés, redevance des loyers , subventions.

Relation avec les citoyens et activités de prestation de service à leur profit : Faible.

Autres activités importantes et lisibles réalisées par le service au regard de ses attributions : Gestion des affaires administratives courantes de la collectivité.

Existence de dossiers dans le domaine d'attribution (dossiers de travail disponibles) : P V de réunion, Registre de recette, Registre de dépense, Registre de transmission, Registre de délibération du conseil, Courrier arrivé Courrier départ.

Locaux de travail :
Nombre de locaux de travail : 01/ Etat physique : /Bon/
Dégradé : /...../ Moyen : /...../ Bon : /X/

Besoins du service en moyens de fonctionnement

Désignation	Nombre	Montant
Matériels de bureau		
1. Matériels informatiques : - Ordinateur - Photocopieuse - Imprimante	 03 02 03	 18 000 000 12 000 000 7 500 000
2. Motos	03	22 500 000
3. Armoires de rangements	-	-
4. Chaises plastics	20	2 000 000
5. Ecrans téléviseurs	2	8 000 000

Autres besoins (précisez) :
Renforcement des capacités du personnel.

6. Antenne parabolique avec décodeur	1	500 000
Fournitures de bureau		
1. Registre de mariage	-	-
2. Registre de décès	-	-
3. Registre de naissance	-	-
4. Papiers rames	4 cartons	2 000 000
5. Bic	2 Paquets	100 000
6. Agrafeuse	4	20 000
7. classeurs	10	250 000
8. Marqueur	3 Paquets	-
9. Sur linaire	4 Paquets	-

SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND

Identification : Marché de : Tolo. Périodicité : Journalier

Catégorie : /_ _/ Local /_+_/ Communal /_ _/Régional /_ _/International

Niveau d'équipement

Principales composantes	Boutiques	Kiosques	Hangars	Appâtâmes	Magasins	Sans abris/Parasol
Nombre	Nbre places : ND	Nbre places : ND	Nbre places : ND	Nbre places : ND	Nbre places : ND	Nbre places : ND
Etat des équipements	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Sans abris : ND
	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Parasol : ND
	Bon	Bon	Bon	Bon	Bon	Ambulants :

	Nbre : ND	Nbre : ND	Nbre : ND	Nbre : ND	Nbre : ND	ND

Parcelle : - Superficie : ……..m²

Accessibilité : 1 – Non carrossable /X / 2 - Carrossable / / 3 - Revêtue / /

Clôture : / X / Non / / Si oui : Périmètre / / ¾ Périm / / ½ Périm / / Façade /X /

Point d'eau potable oui / / Non / X/ Latrines / X / Non / /

Energie : 1 – Réseau électrique / X / 2 – Groupe électrique // 20 – Non / /

Gestion

Mode de gestion :

Tarif : Boutique : ND/mois Kiosques : ND/mois Hangars : ND/jour

Appâtâmes : ND Magasins : ND Sans abris : ND/jour

SECTEUR EQUIPEMENT MARCHAND

Identification : Abattoirs/Boucherie de : ND **Périodicité :**

Catégorie : /_ _/ Abattoir /_ _/Boucherie /_ _/Abattoirs/Boucherie

Niveau d'équipement

<table>
<tr><td colspan="2">Boucherie</td><td colspan="3">Abattoir</td></tr>
<tr><td>Nombre de Guichets : (boxes)

0</td><td>Tarif :

____ND___</td><td>Capacité : Etat

Mauvais : X Moyen : - Bon :</td><td>Fréquentation Nombre de têtes de bétail tuées</td><td>Tarif

(GNF)</td></tr>
<tr><td>Etat mauvais
Nbre : 0</td><td rowspan="2"></td><td>Air d'abattage : Mauvais /___/
Moyen ND /___/ /__X_/</td><td>Bovins/semaine
Nbre : 0</td><td rowspan="2">0</td></tr>
<tr><td>Etat moyen
Nbre : 0</td><td>Salle d'abattage : Mauvais /___/
Moyen ND /___/ /_X__/</td><td>Ovins/semaine
Nbre : 0</td></tr>
</table>

Etat bon Nbre :		Système d'assainis. : Mauvais /___/ Moyen /_X__/ ND /___/	Caprins/semaine Nbre : 0	

Parcelle : Superficie : ……m²

Accessibilité : 1 – Non carrossable / / 2 - Carrossable / / 3 - Revêtue / /
Clôture : oui / / Non / X / Si oui : Périmètre / / ¾ Périm / / ½ Périm / / Façade / /

Point d'eau potable oui / / Non /X / Latrines oui / X / Non / /

Energie : 1 – Réseau électrique / X / 2 – Groupe électrique / / 3 – Non / X /

Gestion
Mode de gestion : ND
Tarif : Boutique : ND Kiosque : ND Hangars : ND
Appâtâmes : ND

SECTEUR EQUIPEMENT DE TRANSPORT

Identification : Gare routière/Parking de : Kindia : Local /_+_/
Niveau d'équipement

Principales composantes	Boutiques	Kiosques	Hall d'embarquement	Magasin-bagagerie	Fréquent. Hebdom.	Arrivée	Départ
Nombre	Nbre places : ND	Nbre places : ND			Bus	ND	ND
					Mini Bus	ND	ND
Etat des équipements	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Mauvais/ND/	Mauvais/ ND/	Véhicules Bâchés	ND	ND
	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Moyen/ND/	Moyen/ND /	9 places	ND	ND
	Bon Nbre : ND	Bon Nbre : ND	Bon/ND	Bon/ND/	5 places	ND	ND
					camions	ND	ND

Deleted: ¶

Parcelle : Superficie :…….m²

Accessibilité : 1 – Non carrossable / / 2 - Carrossable /x / 3 - Revêtue / /

Clôture : oui / / Non / x / Si oui : Périmètre / / ¾ Périm / / ½ Périm / / Façade / /

Point d'eau potable oui / / Non / x / Latrines oui / x / Non / /

Energie : 1 – Réseau électrique / / 2 – Groupe électrique / / 3 – Non /x /

Gestion
Mode de gestion : 1 - Cogestion / / 2 - Directe / / 3 - Syndicat / x / bail

Tarif : Stationnement : Départ Arrivée : NB : le syndicat paye à la commune par mois ……fg

SECTEUR OCCUPATION PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC

Identification : Occupation du domaine public :

Niveau d'occupation

Principales composantes	Boutiques	Kiosques	Appâtâmes	Magasins
Nombre	Nbre places : ND H : ND/ F : ND	Nbre places : ND H : ND/ F : ND	Nbre places : ND H : ND/ F : ND	Nbre places : ND H : ND/ F : ND
Etat	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND	Mauvais Nbre : ND
	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND	Moyen Nbre : ND
	Bon Nbre : ND	Bon Nbre : ND	Bon Nbre : ND	Bon Nbre : ND

Evaluation des ressources :

Base de taxation : /__X_/ Journalière /__X_/ mensuel /___/ Trimestriel /___/ Annuel

Tarif

Boutique : ND GNF/mois Kiosque : ND GNF/mois

Appâtâmes : ND GNF/mois Parasol : ND GNF/mois

e. Analyse de la situation financière de la commune

Les ressources financières affectées à la Commune Rurale de Tolo comprennent des ressources propres, des ressources partagées et des ressources extérieures.

Les ressources propres sont celles dont le produit revient entièrement à la collectivité (art 442 du Code des Collectivités locales). Elles se composent des recettes fiscales et non fiscales qui sont :

- Taxe professionnelle unique (TPU) ;
- Taxe sur les armes à feu (TAF) ;
- Contribution foncière unique (CFU) ;
- Taxe unique sur les véhicules ;
- Contribution des patentes ;
- Taxe d'état civil ;
- Taxe de conditionnement ;
- Taxe sur spectacle et réjouissance populaires ;
- Droit de place de marché
- Droit de stationnement de véhicules à moteur ;

Ces ressources importantes affectées à la collectivité devraient permettre aux responsables locaux de répondre efficacement aux besoins de la population en matière d'amélioration des conditions de vie et de travail. Cependant, la non maitrise du potentiel de ces ressources ainsi que le faible taux de leur recouvrement ne permettent pas d'atteindre ce objectif.

Cette situation est due au faible niveau des élus et des services d'appui sur la fiscalité locale et de ses mécanismes, l'évasion fiscale (perception des recettes à la source par des personnes non autorisées) et le manque de transparence dans la préparation et l'exécution budgétaire.

Diagnostic sur les recettes

Données des Comptes administratifs des quatre (4) dernières années.

Tableau N°20 : Evolution des réalisations de recettes de fonctionnement.

Grandes rubriques de recettes	2017	2018	2019	2020
Recettes fiscales	10 175 490	8 481 288	24 266 764	8 800 000
Recettes non fiscales	900 000	55 000	1 400 000	2 314 000
Produit du domaine	800 000	50 000	1 720 000	200 000
Revenu du patrimoine	0	0	0	0
Ristournes accordées par l'Etat	125 000 000	0	0	0
Revenus du portefeuille	0	0	0	0
Produits exceptionnels, antérieurs divers	1 000 000	2 381 840	675 128	184 242
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**137 875 490**	**10 968 128**	**27 861 892**	**11 498 242**

Source : Commune.

Graphique N°3 : Evolution des réalisations de recettes de fonctionnement

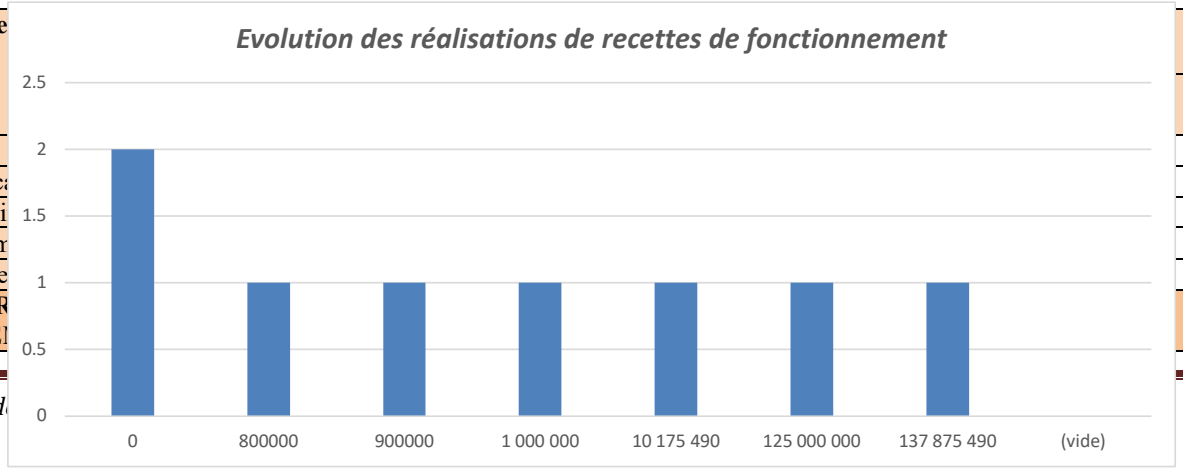
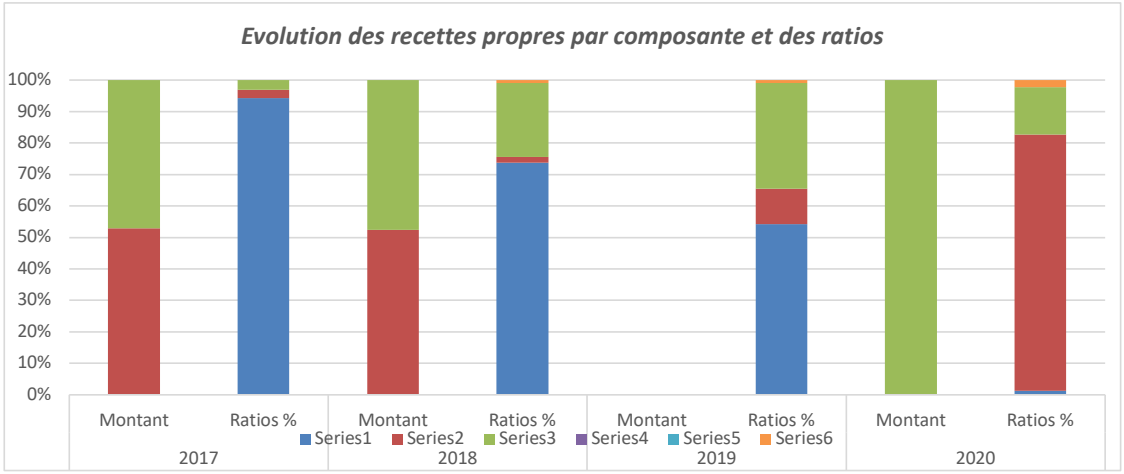


Tableau N°21 : Evolution des recettes propres par composante et des ratios.

Composantes de	2020	
	Montant	Ratios %
Recettes fiscales	8 800 000	31,88%
Recettes non fisc	2 314 000	20,66
Produit du domai	200 000	3,84
Revenu du patrim	0	0%
Revenus du porte	0	0%
TOTAL R FONCTIONNE	**11 314 000**	**56,38%**

Source : Commune.
-*/1122247114

Graphique N°4 : Evolution des recettes propres par composante et des ratios



<u>Tableau N°22</u> : Analyse des ressources financières de la commune (exécution du budget).

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Moyenne
1	**RECETTES**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	
	Population	7991	8238	8493	8756	8370
	Recettes fiscales	10 175 490	8 481 288	24 266 764	8 800 000	12 930 886
	Recettes non Fiscales	900 000	55 000	1 400 000	2 314 000	1 167 250
	Droits et Redevances du Domaine	800 000	50 000	1 720 000	200 000	2 620 000
	Produits d'Exploitation du Patrimoine	0	0	0	0	0
	Dotations, Subventions et Ristournes accordées par l'Etat	125 000 000	0	0	0	31 250 000
	Revenus du Portefeuille	0	0	0	0	0
	Produits Exceptionnels, Antérieurs et Divers	1 000 000	2 381 840	675 128	184 242	4 241 210
	Produits des Ressources Financières gérées par la commune	55 150 196	4 387 251	11 224 757	4 599 297	18 840 375
	Produits des Ressources Financières gérées par les services de l'Etat	0	0	0	0	0
	Total Recettes de fonctionnement	137 875 490	10 968 128	28 061 892	11 498 242	47 100 938
	Total Recettes propres de Fonctionnement	55 150 196	4 387 251	11 224 757	4 599 297	18 840 375
	Total Recettes d'investissement	558 534 119	6 580 877	818 249 308	282 415 442	416 444 967
	Total Recettes Réelles d'Investissement	475 808 825	0	801 412 173	275 546 496	388 191 874
	Total Général des Recettes Réelles	613 684 315	10 968 128	829 474 065	287 664 739	435 447 812
1.1	Indicateurs de recettes /Habitant					
	Total Recettes de fonctionnement /Population	17254	1332	3304	1313	5627
	Total Recettes propres de Fonctionnement /Population	6901	532,6	1321	525.3	2251
	Recettes fiscales/Population	1273	1030	2904	1005	1545
	Recettes non fiscales/ Population	892	6,68	164,5	264,3	139,5
	Droits et Redevance du Domaine/Population	100,1	6,01	202,5	22,8	313
	Produits d'Exploitation du Patrimoine/Population	00	00	00	00	00
	Produits des Ressources Financières gérées par la Commune/Population	00	00	00	00	00
	Produits des ressources	_	_	_	_	_

		Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Moyenne
	Financières gérées par les Services de l'Etat/Population					
1.2	Indicateurs de structure des recettes					
	Total Recettes propres/Total général des recettes réelles (%)	9	40	1,4	1,6	4,33
	Total Recettes propres/total recettes de fonctionnement (%)	100	100	100	100	100
	Dotations, Subventions et Ristournes accordées par l'Etat / Total des Recettes de fonctionnement (%)	217	NA	NA	NA	NA
	Recettes fiscales/Total Recettes propres (%)	7,4	77,3	87,9	76,5	27,5
	Recettes fiscales/total recettes de fonctionnement (%)	7,4	77,3	87,9	76,5	27,5
	Droits et redevances du Domaine/ Total Recettes Propres	1,45	1,13	15,32	4,3	13,2
	Produits d'Exploitation du patrimoine /Total Recettes propres (%)	00	00	00	00	00
	Produits des Ressources Financières gérées par la Commune/Total des Recettes Propres (%)	-	-	-	-	-
	Produits des Ressources Financières gérées par les Services de l'Etat /Total des Recettes propres (%)	-	-	-	-	-
	Total Recettes de fonctionnement/Total général des Recettes réelles (%)	22,5	100	3,4	4	11
	Total Recettes réelles d'investissement/Total général des recettes réelles (%)	117	60	98,7	98,2	95,6

Source : Commune.

L'analyse du tableau : ce tableau nous montre la faiblesse des prévisions qui évoluent en dents de scie donc, la commune doit trouver des stratégies pour remédier à cet état de fait.

Tableau N°23 : Evolution des dépenses de fonctionnement.

	2017		2018		2019		2020	
	Montant	**Ratios %**	**Montant**	**Ratios %**	**Montant**	**Ratios %**	**Montant**	**Ratios %**
Dettes	-		-	-	-	-	-	-
Salaires et traitement	7 320 000	67,05	1 857 196	14,97	3 140 000	17,41	1 020 000	3,07
Dépenses courantes	17 316 000	42,37	2 530 055	4,68	7 584 757	11,92	3 559 298	10,84
Interventions à caractère économiques et sociales	9 950 000	90,45	0	0	500 000	3,72	0	0
Charges exceptionnelles antérieures diverses	82 125 294	85,30	6 580 877	4,81	16 837 135	11,82	68 689 46	60,29
Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**116 713 294**	**72,92**	**10 968 128**	**4,81**	**28 061 892**	**11,82**	**11 448 244**	**6,02**
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**34 588 000**	**54,23**	**4 387 251**	**4,81**	**11 224 756**	**11,81**	**4 579 298**	**6,02**

Source : Commune.

L'analyse du tableau : Ce tableau nous indique qu'aucune dépense n'est prise en charge à 50 % ce qui, freine le fonctionnement correcte des activités de la commune.

Graphique N°5 : Evolution des dépenses de fonctionnement

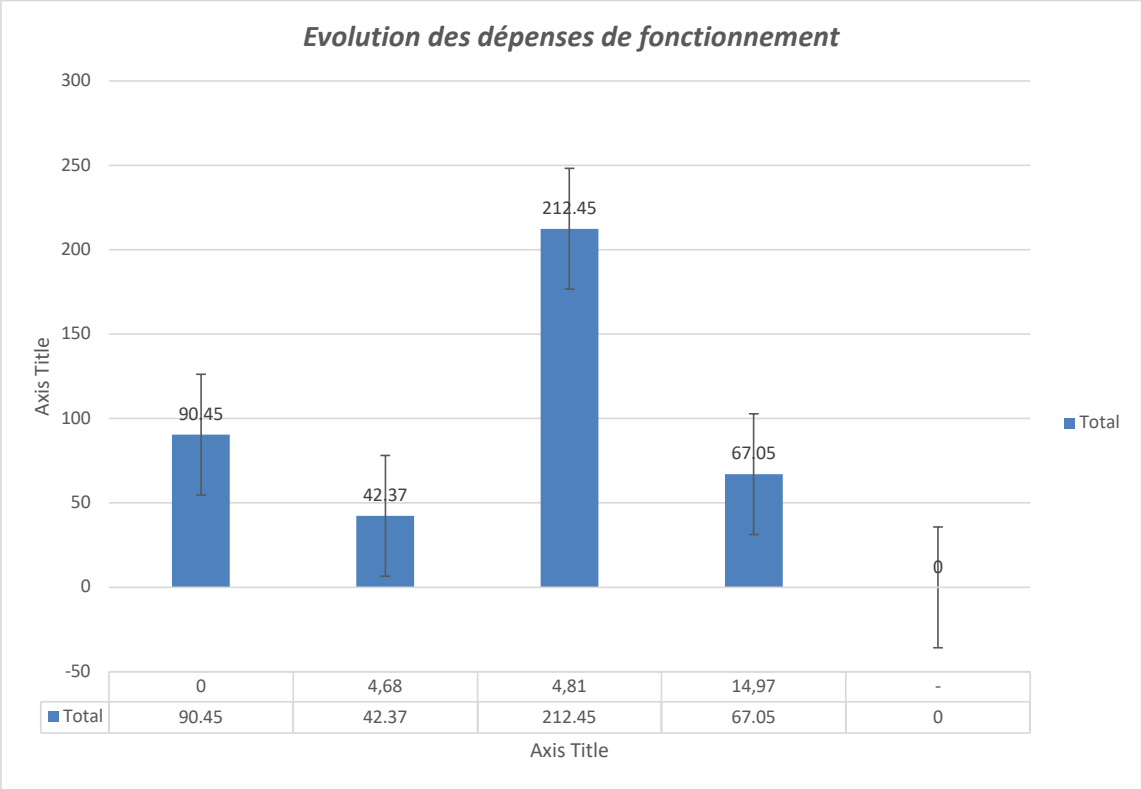


Tableau N°24 : Evolution des dépenses d'investissement.

	2017		2018		2019		2020	
	Montant	**Ratios %**	**Montant**	**Ratios %**	**Montant**	**Ratios %**	**Montant**	**Ratios %**
Dotation	-	-	-	-	-	-	-	-
Subvention accordées	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de concours et d'aides attribuées aux collectivités	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt (remboursement du capital des emprunts)	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur de portefeuille et de patrimoine (acquisition de valeur de portefeuille)	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'étude et de recherche	-	-	-	-	-	0	25 200 000	50
Immobilisation corporelles	18 339 00	100	-	-	-	0	-	-
Immobilisation en cours	568 181 475	87,13	5 905 749	0,86	787 252 687	70,41	257 605 442	24,15
Charges diverses	-	-	-	-	-	-		
Résultats	-	-	-	-	-	-	-	-
Total dépenses d'investissement	**586 520 475**	**87,48**	**5 905 749**	**0,84**	**787 252 687**	**61,48**	**290 805 442**	**23,52**
Total général des Dépenses réelles	**611 320 475**	**83,26**	**10 293 000**	**1,29**	**804 089 822**	**58,46**	**287 584 740**	**22,49**

Source : Commune.

Graphique N°6: Evolution des dépenses d'investissement

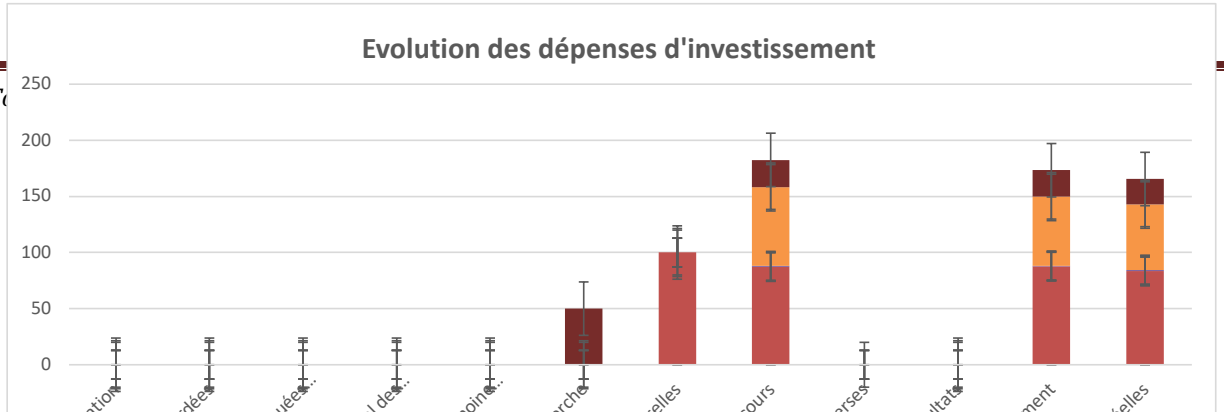


Tableau N°25 : Analyse de la qualité des dépenses.

2	DEPENSES	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Moyenne
2.1	Indicateurs de dépenses par habitant					
	Salaires et Traitements/Population	916	225	370	117	398
	Dépenses Courantes/Population	2166	307	894	407	398
	Total Dépenses réelles de fonctionnement/Population	4328	533	1322	523	1637
	Total Dépenses d'investissement/Population	73398	717	92694	33212	49895
	Total général des dépenses réelles/Population	76501	1249	94677	33844	51173
2.2	Indicateurs de structure des dépenses					
	Total des Dépenses Réelles de fonctionnement/Total Général des dépenses Réelles (%)	5,65	42,62	1,4	1,6	3
	Total Dépenses d'investissement/Total Général des dépenses Réelles (%)	96	56,37	98	100	97,50
	Salaires et Traitements /Total dépenses Réelles de fonctionnement (%)	21,16	42,33	27,97	22,27	6,08

Source : Commune.

Tableau N°26 : Analyse des états financiers.

3	ETATS FINANCIERS	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Moyenne
	Recettes de fonctionnement	795 090 813	710 086 483	1 114 620 703	569 464 304	797 315 596
	Total dépenses réelles de fonctionnement	793 599 730	407 800 062	819 668 238	505 813 632	631 720 415
	Prélèvement réalisé/Prélèvement prévu	0,76	0,20	0,06	1,10	0,53
	Total recettes réelles d'investissement	85 000 000	113 806 305	180 000 000	114 908 965	407 533 546,25
	Autofinancement					

3	ETATS FINANCIERS	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Moyenne
	Total des Recettes intérieures/Total général des recettes réelles	0,89	0,95	0,60	1,15	0,89
	Recettes totales d'investissement	395 318 614	355 322 100	432 591 225	165 534 600	337 166634,75
	Salaires et Traitements/Total Dépenses Réelles de Fonctionnement	0,36	0,03	0,32	0,59	0,32
	Dépenses Courantes/Total Dépenses Réelles de Fonctionnement	0,47	0,44	0,64	0,37	0,48
	Intervention à caractère économique et social/Total Dépenses Réelles de Fonctionnement	0,11	0,4	0,2	0,0004	0,042
	Prélèvement/Total Dépenses de Fonctionnement	0,86	0,26	0,70	1,50	0,83
	Charge des exercices Antérieurs/Total Dépenses Réelles de Fonctionnement	0,64	0,59	0,30	0,10	0,40
	Total Dépenses d'investissement/Total Général des Dépenses Réelles	0,44	0,46	0,34	0,32	0,39
	Total recettes de fonctionnement moins Total dépenses de fonctionnement	1 491 163	60 770 676	42 361 240	13 025 037	29 412 016
	Total recettes d'investissement moins Total dépenses d'investissement	0	0	0	0	0
	Total général des Recettes réelles moins Total Général des dépenses réelles	1 491 163	60 770 626	42 364 240	13 025 037	29 412 016

Source : Commune.

Tableau N°27 : Analyse du processus de recouvrement des impôts et taxes.

Analyses	Données d'analyse	Forces	Faiblesses
Mobilisation des ressources fiscales	Evaluation moyenne des émissions sur les 4 ans (régularité des opérations d'assiette)	Régularité des opérations d'assiette (nouvelles recettes)	Faible recouvrement, non identification des sources de recettes,
	Rythme de croissance des émissions (maîtrise du gisement fiscal).	Le moyen rythme des émissions	Inexistence des rôles dans les communes, non-respect de la clé de répartition des recettes.
	Rythme d'évolution des recouvrements (Maîtrise des opérations de recouvrement).	Evolution du niveau de recouvrement.	Insuffisance de personnels, de formation des agents de recouvrement.
	Taux de recouvrement (Niveau de performance des services de recouvrement).	Le recouvrement des taxes	Insuffisance de personnels, de formation des agents de recouvrement, insuffisance de synergie entre les services des impôts et la commune.
Mobilisation des ressources non fiscales	Evaluation moyenne des potentiels (maîtrise du gisement des taxes locales).	Existence des taxes	Méconnaissances de toutes les taxes de la commune.
	Rythme d'évolution des prévisions des recettes non fiscales (qualité des opérations d'identification des Installations marchandes).	Efficacité dans la détermination des prévisions	Les prévisions sont sous ou surestimées et non prise en compte des infrastructures marchandes.
	Rythme d'évolution du recouvrement des recettes non fiscales (maîtrise du processus de recouvrement des taxes locales).	Emissions des titres de recettes, recensement des contribuables.	Faible niveau de recouvrement, insuffisance du personnel, réticence des contribuables
	Les Taux de recouvrement des taxes locales (Niveau de performance des services locaux en charge du recouvrement).	Recouvrement justifié et respectant la procédure administrative.	Faible moyens mis à la disposition du personnel de recouvrement.

Source : Commune.

Tableau N°28 : Simulation du potentiel.

Source de recette	Nombre	Tarif prévu par les Textes	Potentiel (Prévision)	Recouvrement	Taux %	Difficultés liées à son recouvrement	Solutions à envisager	Les intervenants
Taxe Professionnelle Unique (TPU)	85	ND	ND	500 000		Réticence des contribuables	Sensibilisation	Service des impôts + receveur
Contribution Foncière Uniques (CFU)	339	ND	ND	1 595 000		Manque d'information	Sensibilisation	Impôt receveur
Taxes sur les armes de feu	ND	ND	ND	120 000		Réticence et la non déclaration	Sensibilisation	CCF, receveur
Taxes sur les biens de main mortes	ND	ND	ND	pm		-	-	-
Taxe Unique sur les Véhicules (TUV)	ND	ND	ND	15 740 557		-	-	-
Taxes d'Etat civil (naissance, mariage, décès)	ND	ND	ND	200 000		La non déclaration des actes	Sensibilisation	Etat civil, receveur
Taxes d'abattage	ND	ND	ND	ND		Manque d'information	Sensibilisation	Service élevage, receveur
Taxes d'hygiène et de salubrité	ND	ND	ND	ND		Réticence de la population	Sensibilisation	STD, receveur
Taxes sur spectacles et de réjouissances populaires	ND	ND	ND	ND		Réticence de paiement	Sensibilisation	Receveur
Droit de location des kiosques et de stands	ND	ND	ND	ND		Manque de recensement et	Sensibilisation	Percepteur

						sous information		
Taxes d'équipement	ND	ND	ND	ND		-	-	-
Produits des amendes	ND	ND	ND	ND		-	-	-
Autres recettes non fiscales	ND	ND	ND	ND		-	-	-
Droits de places de marché	ND	ND	ND	ND		Manque d'efficacité des agents recouvreurs	Formation des agents recouvreurs	Percepteur, receveur
Droits de stationnement du bétail	ND	ND	ND	ND		Réticence et manque d'information	Sensibilisation	Service élevage, receveur
Droits de stationnement des véhicules	ND	ND	ND	ND				receveur,
Redevance des mines et carrières	ND	ND	ND	ND				STD, receveur,
Droits et produits de fourrières	ND	ND	ND	ND		Faible recouvrement	Recenser les contribuables	STD, Receveur, marché
Redevances forestières	ND	ND	ND	ND		Manque de moyen de fonctionnement	Appui	CCF, receveur,
Redevances topographiques	ND	ND	ND	ND		Manque de moyen	Formation, appui	Receveur
Produits de cession des biens (meubles et immeubles)	ND	ND	ND	ND		-	-	-

Retenue pour logement	ND	ND	ND	ND	-	-	-	-

Source : Commune.

Tableau N°29 : Synthèse du Diagnostic financier.

N°	Problèmes majeurs	Causes	Objectifs d'amélioration/stratégies	Résultats attendus	Actions
OS 1 : Mobilisation des ressources fiscales					
	Faible implication des élus.	Méconnaissance du rôle et responsabilité des acteurs.	Mise en place des commissions de recouvrement en impliquant tous les acteurs.	Augmentation du taux de recouvrement des recettes.	Sensibilisation des contribuables à tous les niveaux.
	Faible implication des services de recettes.				
	Réticence des contribuables.				
OS 2 : Mobilisation des ressources non fiscales					
	L'analphabétisme des citoyens.	Pauvreté des citoyens.	Responsabiliser des élus locaux dans le recouvrement	Augmentation des taux de recouvrement des recettes.	Sensibilisation des acteurs à tous les niveaux.
	Inefficacité de certains services de recettes.	Faible implication des services de recettes.	Définir les rôles et responsabilités assignés aux services de recettes.		
OS 3 : Etats financiers					
	Faiblesse du niveau de recouvrement des recettes.	Méconnaissance de certaines sources de recettes ; analphabétisme des élus, la lourdeur des services administratifs ; la réticence des contribuables.	Recensement exhaustif des sources de recettes ; formation des élus et les agents des services de recettes ; sensibilisation des contribuables.	Amélioration des recettes.	Sensibilisation, communication et formation de tous les acteurs.

Source : Commune.

Rapport du diagnostic environnemental

Tableau N°30 : Typologie du diagnostic environnemental

Dimensions	Objectifs	Domaines
Ecologie : La biodiversité et les milieux naturels.	Préserver la biodiversité et la vitalité des écosystèmes par le maintien de leurs fonctions essentielles.	Biodiversité et milieux naturels.
Pollution : La maitrise des pollutions.	Minimiser les rejets dans les milieux (émissions), adapter les rejets aux capacités de ces milieux (immixtion) et valoriser les déchets.	Qualité de l'air ; Qualité de l'eau ; Gestion des déchets ; Sites et sols pollués.
Ressources naturelles : La préservation des ressources naturelles.	Assurer l'utilisation durables des diverses ressources naturelles physiques en les prélevant de manière à ce que les générations futures puissent profiter.	Forêts ; Sols ; Eau ; Mines ; Energie, etc.
Sécurité : La maitrise des risques	Minimiser et prévenir les risques naturels et technologiques pour l'homme et pour la nature afin de prévenir tout ce qui peut porter atteinte à la santé de l'homme et des espaces.	Risques naturels ; Risques industriels ; Risques pour la Santé.
Cadre de vie : La qualité du cadre de vie.	Améliorer le cadre de vie quotidien des hommes, réduire les nuisances environnementales immédiats des lieux de résidence, de travail et de loisir, paysages et nuisances acoustiques, esthétiques, etc. et permettre l'accès de tous à un cadre de vie de qualité.	Paysage ; Cadre de vie Rurale.
Usages : Les usages du site.	Maintenir les fonctions sociales du territoire.	Activités ; Accès technique ; Circulation des riverains.
Gouvernance : Les instances des maitres d'ouvrage et maitres d'œuvre.	Assurer le droit à la parole, à la participation et à la prise de décision.	Information ; Sensibilisation ; Démocratie participative.
Genre : La position des femmes par rapport aux ressources.	Renforcer la participation des femmes aux processus et structures de prise de décision et aux affaires politiques.	Allègement de la charge de travail ; Egalité de chance pour l'accès et le contrôle des ressources et l'accès aux services sociaux de base.

Tableau N°31 : Présentation du diagnostic environnemental

Dimension	La préservation des ressources naturelles
	La Commune Rurale de Tolo est une zone économiquement riche. Les principales occupations des habitants sont : l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le commerce et la pêche artisanale. L'agriculture extensive est caractérisée par plusieurs types de cultures

Synthèse	-Tubercules : manioc, patate, taro, pomme de terre, . -Céréales : fonio, maïs, riz, -Oléagineux : arachides, - Maraîchères : tomates, oignons, piments, aubergines, choux, laitues, gombo -Fruitières : mangues, oranges, papayes, avocats, bananes etc. … Les méthodes de production restent traditionnelles et les matériels utilisés sont : la houe, les coupe-coupe, la faucille, la charrue. Cette agriculture mérite d'être modernisée à travers l'aménagement de certains bas-fonds et plaines avec l'appui matériel et financier aux groupements agricoles existants. La faune est composée essentiellement, des singes, de reptiles et diverses espèces animales. La Commune Rurale est caractérisée par un climat de type tropical humide marqué par deux (2) saisons d'égale durée. La pluviométrie moyenne est de 1 500 mm répartie sur environ 150 jours de pluies. La température moyenne annuelle est de 25°C, l'humidité relative moyenne varie de 93% (saison humide) à 51% (saison sèche). Les vents dominants sont la mousson et l'harmattan. Avec les actions anthropiques (la carbonisation, la technique de culture sur brulis et la coupe abusive des bois, les diverses formations végétales ont tendance à disparaitre. Certaines zones très sensibles telles que les versants des cours d'eau et les coteaux connaissent actuellement une dégradation très poussée. Cet état des choses s'explique en grande partie par la pratique de l'agriculture itinérante sur brulis, l'élevage extensif caractérisé par la veine pâture et la coupe abusive du bois. **Les ressources en eau, les risques dans ce domaine, leur préservation.** Le réseau hydrographique de la Rurale de Tolo est constitué de nombreux cours d'eau, des sources qui alimentent le fleuve Bafing qui prend sa source a Salamayo district de Moronde dans l'un des district de Tolo . Malgré leur importance capitale dans la vie des populations riveraines ; les écosystèmes de ces différentes sources sont dans un état de dégradation très poussé suite aux différentes actions anthropiques dont entre autres : la carbonisation, la culture itinérante de sur brulis sur les têtes de sources. C'est pourquoi, la mise en œuvre des actions de protection de ces différentes têtes de sources est primordiale au sein de la Commune rurale de Tolo. C'est pourquoi, des actions de sauvegarde Environnement demeurent indispensables et urgentes. Mais pour être efficaces, elles devront se faire avec la participation effective des populations locales pour : ❖ Réduire les phénomènes d'évapotranspiration de l'eau par le reboisement des têtes de sources ; ❖ Réduire la période de tarissement des cours en interdisant les pratiques agricoles le long des berges et en élaborant un plan d'action de leur reboisement ; ❖ Maintenir et réguler le régime d'eau en entamant de vaste campagne de reboisement des espaces dénudés et limitant certaines pratiques incompatibles à la régénération du couvert végétal ; ❖ Réduire les charges des femmes et des enfants en proposant des activités alternatives pour améliorer le revenu des ménages.

	Si ces actions ne sont pas réalisées au niveau de la commune, les conséquences attendues seront les suivantes : **A court terme :** - La rareté d'eau à usage domestique ; - L'augmentation de la corvée d'eau chez les femmes et les enfants ; – Le prolongement de la période d'étiage des cours d'eau ; – La dégradation des terres agricoles ; – L'augmentation des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs. **A moyen terme :** – Le déplacement des populations d'éleveur avec leurs troupeaux ; – Des conflits entre les populations autochtones et déplacées ; – La réduction du cheptel ; – L'éloignement de la nappe phréatique ; – La fréquence des maladies liées à l'eau. **A long terme :** – La sécheresse ; – La désertification ; – La pauvreté ; – La famine ; – L'accroissement du taux de mortalité par l'apparition de certaines maladies. **La tendance de la consommation d'espace due au lotissement.** La diminution très prononcée de l'espace utile au sein de la commune est tributaire du facteur d'accroissance sans cesse de la population et l'augmentation des zones de production.
Forces et faiblesses	- Existence d'importantes zones cultivables avec des rendements très appréciables ; - Conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs du fait d'une mauvaise gestion de l'espace ; - Manque notoire d'eau potable, conséquence de faible capacité de desserte en eau et d'une insuffisance de points d'eau (forage, bonne fontaine, puits améliorés, etc.).
Tendances évolutives	- Diminution des zones d'exploitation par le phénomène d'accaparement des zones cultivables.
Cadre de référence	- Schéma Régional d'aménagement du territoire ; - Stratégie nationale d'aménagement du territoire.

Rapport sur l'implication des femmes dans les secteurs de développement

Les femmes représentent plus de la moitié de la population de la Commune rurale de Tolo et sont présente dans la plus part des activités socio-économiques locales de la commune :

- Dans le domaine agricole, elles jouent un rôle très prépondérant, car elles participent à toutes les étapes de la production agricole et la majorité des groupements agricoles sont constitués de plus de 45% de femmes ;

- Dans le domaine de l'élevage, leur principal tâche est l'entretien des veaux, des vaches laitières en plus de la traite et commercialisation du lait ;
- Dans le domaine de l'artisanat, en plus de la fabrication au niveau de certains métiers (comme la teinture), elles s'occupent principalement de la commercialisation des produits artisanaux ;
- Dans le domaine du commerce, elles se retrouves dans toutes les composantes de ce secteur capital et primordial de l'économie de la collectivité avec la vente des produits tant locaux qu'importés.

Rapport sur la prise en compte de la dimension prévention de conflits

Pendant les enquêtes du Diagnostic Socio-Economique Local (DESL) au niveau des districts de la commune, une attention plus particulière a été portée sur la dimension gestion des conflits à l'échelle communal.

Le résultat relève que plusieurs types de conflits existent entre les populations de la collectivité, parmi lesquels nous avons entre autres : les conflits domaniaux et le conflit entre agriculteur et éleveur qui sont les plus récurrents.

Après ce constat, des pistes de solutions ont été envisagées pour minimiser les méfaits de ces conflits et promouvoir la cohabitation pacifique entre les populations. Parmi ces pistes de solution, on peut citer :

- La vulgarisation de tous les textes et lois relatifs règlementant la question domaniale et la problématique conflit agriculteur-éleveurs ;
- La mise en place et la formation des structures locales de prévention et gestion des conflits.

VIII. VISION ET ORIENTATION DE DEVELOPPEMENT

6.1. Vision et objectifs globaux de développement :

D'ici de l'an 2035 la Commune Rurale de Tolo est reconnue en matière d'amélioration des services sociaux de base, de mobilisation et de gestion efficace des recettes.

Tableau N°32 : Vision et objectifs globaux de développement

Les objectifs généraux attribués aux secteurs de développement local et découlant les préoccupations majeures de la Commune se présente comme suit :

Secteurs	Objectifs	Résultats attendus
Education	Accroître le taux de scolarisation à l'échelle communal (Districts de la Commune) et Améliorer le cadre et les conditions de travail.	o Sept (7) écoles primaires dont une (01) franco-arabes sont construites et équipées pour un total de salle de classe évalué à 21, et cinq (05) établissements du primaires sont rénovés et équipés, pour augmenter la capacité d'accueil et améliorer le cadre de vie et de travail, au niveau de l'élémentaire à l'échelle communal ; o Un (01) Collège est construit et équipé pour un total de salle de classe évalué à 4, et Trois (03) Collège est rénové et équipé, pour augmenter la capacité d'accueil et améliorer le cadre de vie et de travail, au niveau du secondaire premier cycle à l'échelle communal ; o Un (01) Lycée est construit et équipé ; o Cinq (05) Centre NAFA sont construits et équipés, pour améliorer le cadre de travail des apprenantes, qui sont pour la plus part à la recherche de la seconde chance en apprenant un métier après leur déscolarisation ; o 6 logements sont construits et équipés pour l'encadrement et le personnel enseignant et la capacité du DSEE renforcées (formation et équipements.) ; o 15 cantines scolaires, aires de jeux, latrines et points d'eau sont réalisés dans les établissements scolaires. o Cinq (5) écoles coraniques sont construites et équipées. o Les capacités des structures (APEAE) des écoles sont renforcées. o Cinq (5) centres d'alphabétisation sont construits et équipées.
		o Deux (0 3) nouveaux postes de santé améliorés sont construits et équipés et un (01) centre de santé existant est rénové et équipé ; o Deux (03) Postes de santé sont construits et équipés (2) autres

Santé		rénovés et équipés dans les districts de la Commune ; o Le personnel est augmenté dans les établissements sanitaires ; o Des latrines et points d'eau (forage) sont réalisés dans les établissements sanitaires.
Hydraulique	Améliorer l'accès de la population à l'eau potable.	o Cinquante (52) Forages publiques sont réalisés et Vingt (20) réhabilités ; o Extension (06) Bornes fontaines sont réhabilitées, Sept (05) Têtes de sources aménagées et Trois (03) puits améliorés réalisés ; o La capacité des membres des comités de gestion des points d'eau est renforcée et Cinq (05) artisans/réparateurs des points d'eau sont recrutés et leur capacité renforcée.
Agriculture	Assurer la sécurité alimentaire par le développement des cultures vivrières et la promotion des cultures d'exportations.	o Cinquante (50) ha de plaines et de bas-fonds sont aménagés, des intrants et motoculteurs fournit aux producteurs et Cinq (5) Magasin de stockage sont construits ; o Vingt cinq (25) ha de périmètres maraichers sont aménagés et des intrants et petits outillages fournit aux groupements maraichers ; o Des petites unités de transformation agroalimentaires sont créées et des nouvelles techniques culturales sont vulgarisées ; et o Le système de Crédit agricole est mis en place.
Elevage	Contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de vie des éleveurs et Vulgariser la nouvelle norme et technique d'élevage.	o Cinq (5) groupements d'éleveurs et dix (10) auxiliaires d'élevage sont structurés et approvisionner en produits vétérinaires et équipements/matériels de travail ; o Dix (10) zones de pâturages sont déterminées et réglementées pour diminuer la divagation des animaux et réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs ; o Deux (02) Abattoirs modernes et Un (01) Parc à bétail sont construits et équipés ; et o Une boucherie principale est construite et cinq (05) kiosques de vente de viande sont construits et équipés.
pêche	Valoriser le secteur de la pêche en faisant la promotion de la pisciculture	o Cinq (5) groupements piscicoles sont identifiés, formés et équipés

Artisanat	Valoriser le secteur artisanal de la collectivité à l'échelle communal, national et international.	o Les artisans locaux sont identifiés ; structurés, leur capacité renforcée (formation et obtention des équipements et matériels de travail. o Les artisans locaux participent aux foires nationales. o Des voyages d'échanges d'expériences sont organisés pour les artisans locaux ; et o Les artisans locaux ont accès aux crédits.
Energie	Améliorer la desserte en courant à travers l'énergie solaire.	o Des infrastructures communales et les artères publiques sont alimentées en énergie solaire ; o Les lampadaires existants dans les districts sont entretenus. o Les quatre(4) districts et les secteurs du district du centre sont alimentés en courant électrique. o Cinq (5) comités de surveillances sont mis en places pour protéger le réseau électrique.
/Pistes Communication	Faciliter l'accès dans les /districts.	o Des pistes dans les districts sont réhabilitées et entretenues avec la construction des ouvrages de franchissement ; o Des pistes dans les districts sont ouvertes, avec la construction des ouvrages de franchissement ; o Des zones de fortes potentialités agricoles sont désenclavées ; o Des comités locaux d'entretien des pistes sont mise en place à l'échelle communal ; et o Des nouvelles antennes de relais sont mise en place dans les districts, dans le cadre de l'extension des réseaux GSM. o Les négociations pour l'extension des ondes radios privées sont entamées.
		o Trois (3) marchés hebdomadaires sont construits ; o Trois (3) nouveaux marchés de proximité sont construits et des hangars sont construits dans des marchés existants ;

Activités économiques	Favoriser le développement des activités économiques à l'échelle communal.	o Deux Gares routières sont construites et équipées à Tolo centre et à Soumbalako togossèrè.
lotissement-Habitat Tourisme	Mettre en place et Appliquer une stratégie de gestion efficace et concerté de la problématique de l'aménagement rural et la promotion du Tourisme.	o Un Plan d'aménagement rural dénommé est élaboré ; o Deux (2) Campagnes d'information et de sensibilisation sur la récupération/réservation des domaines publiques à l'échelle communal sont organisées ; o Les espaces publiques sont aménagés et leur occupation réglementés ; o Les infrastructures existantes sont réhabilitées et des nouvelles infrastructures construites au niveau des sites touristiques ; o Un (01) forum communal sur la réorganisation et la mise en valeur des activités touristiques à l'échelle communal est organisé ; et o Un (01) Comité de supervision et de surveillance des sites touristiques est mis en place.
Organisations sociales et Genre-Jeunesse	Renforcer la capacité des organisations sociales et assurer la protection des couches sociales vulnérables et la promotion de l'activité juvénile.	o Les textes réglementant la vie des organisations sociales sont vulgarisés et la capacité d'action des organisations sociales et les associations de jeunesses est renforcée ; o Les organisations sociales ont accès aux microcrédits ; o La population à l'échelle communal est informée et sensibilisées sur les violences basées sur le genre ; o Le Taux d'intégration des jeunes et des femmes aux actions de développement est amélioré ; o un (01) Foyer de jeunes et Cinq (05) Terrains de proximité sont réalisés.
Culture et Culte	Promouvoir les activités culturelles et renforcer les activités liées au culte.	o La promotion des activités culturelles à l'échelle communal est accompagnée à travers l'appui aux différents domaines de la culture locale ; o Six (5) Mosquées sont construites et équipées et Dix (10) sont rénovés et équipées. o Dix imams sont pris en charge.

Sécurité et Gestion des conflits	Assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens et Promouvoir la cohabitation pacifique.	o Les capacités d'intervention des agents de sécurité sont renforcées ; o La capacité d'intervention de la Police communale est renforcée, en terme de formation et équipement ; o Les communautés à la base à l'échelle communal sont informées et sensibilisées sur la cohabitation pacifique ; o Les codes (pastoral, foncier et routier) sont vulgarisés ; et o Des Comités villageois de gestion des conflits sont mis en place à l'échelle communale et leur capacité renforcée.
Environnement et Assainissement-Gestion des déchets	Protéger l'environnement et Rendre sain le cadre de vie à l'échelle communal.	o Les populations de la Commune sont sensibilisées sur la protection de l'environnement ; o Mille (1 000) foyers améliorés sont vulgarisés à l'échelle communal, pour diminuer la déforestation ; o L'appui matériel et financier est accordé aux fabricants de briques cuites pour leur reconversion en fabrication de briques stabilisées ; o La population Les agents forestiers sont équipés, pour leur permettre d'exercer les activités techniques et leur rendre plus opérationnels ; o est sensibilisée sur la problématique des feux de brousse et la lutte contre les feux sauvages ; o Un (01) Plan de gestion des déchets à l'échelle communal est mis en place et la capacité de la Commune, l'unie de gestion des points (UGESPE) de l'Eau et Assainissement est structurée et renforcée ; o Deux (02) nouveaux dépotoirs de transit sont créés ; o Une décharge principale est créée ; o Un (01) Site de dépôt des déchets issus des latrines est créé ; et o La capacité des acteurs de gestion des déchets est renforcée en termes de formation.
Foresterie	Protéger et assurer une gestion durable des ressources forestières.	o cinq (5) pépinières communale de 10 000 plants de Mélina sont développées, pour faciliter le reboisement dans les districts; o Des campagnes annuelles de reboisement des têtes de sources, berges des rivières et des flancs des montagnes sont organisées ; o Le code forestier est vulgarisé en langue nationale, en vue d'amener

		la population à mieux s'approprier du contenu du code.
Renforcement de capacités, Bonne gouvernance et Mobilisation des ressources	Renforcer la capacité institutionnelle des acteurs au développement local, Améliorer le niveau d'accès des populations aux informations sur la gestion de la collectivité et Renforcer la capacité de mobilisation des ressources de la collectivité.	○ La capacité des principales Parties Prenantes (des élus locaux "conseillers, Présidents de districts" et les services techniques déconcentrés et décentralisés de la commune) dans la coordination des actions de développement est renforcée, en vue de mieux accompagner le développement socio-économique local de la collectivité ; ○ Le code des collectivités locales qui est le principal document d'orientation en matière de décentralisation, est vulgarisé à l'échelle communal, en vue de permettre aux différents acteurs de participer à la vie de la collectivité en respectant la loi ; ○ La capacité des présidents de districts est renforcée à travers la construction du Bureau du conseil de district dans les 5 districts de la commune, pour leur permettre d'être opérationnels et plus actifs pour la gestion à la base, et plus proche des communautés ; ○ Les cadres de concertation sont tenus entre les Parties Prenantes, dans le développement socio-économique local de la commune, en vue de partager les avis sur les différentes questions relatives au développement de la collectivité ; ○ La mobilisation des ressources de la commune est opérationnelle, pour renforcer la capacité financière de la collectivité et mieux accompagner les actions de développement, au profit des communautés à la base.

Source : Commune de tolo

Tableau N°33 : Les orientations stratégiques par secteur

Secteurs	Orientations stratégiques
Education	En vue d'améliorer l'accès à l'éducation durable, de qualité et performante dans la Commune rurale de Tolo, la stratégie adoptée est le soutien de toutes les initiatives entrant dans le développement et l'épanouissement du secteur de l'éducation par : o Renforcement de capacités de la Commission chargée de l'éducation, en vue de la rendre plus opérationnelle ; o Mobilisation et l'allocation de ressources financières suffisantes pour la réalisation des actions prioritaire du secteur (construction, extension/rénovation et équipement de salles de classe, renforcement de capacités du personnel, etc.) ; o Réalisation des points d'eau, latrines, cantines scolaires (pour la prise en charge des enfants vulnérables) et des aires de jeux dans les établissements scolaires ; o Organisation des séances d'information et de sensibilisation sur l'importance de la scolarisation des enfants en général, et celle des filles en particulier et leur maintien à l'école ; o Appui au DSEE pour l'obtention des moyens logistiques et équipements de Bureau ; o Augmentation du personnel enseignant ; o Renforcement de capacités des membres des APEAE des écoles et la coordination des APEAE.
Santé	Dans le souci d'assurer des soins de santé primaire de qualité à toute la population de la collectivité, la Commune Rurale de Tolo projette : o Renforcement de capacités de la Commission en charge de la santé, en vue de la rendre plus opérationnelle ; o Mobilisation et l'allocation de ressources financières suffisantes pour la réalisation des actions prioritaire du secteur (construction et équipement de 3 Centres de santé améliorés et 5 Postes de santé, extension/rénovation et équipement de 4 des 5 Centres de santé existants et 7 Postes de santé, renforcement de capacités du personnel, etc.) ; o Réalisation des points d'eau, latrines dans les établissements sanitaires ; o Augmentation du personnel soignant ; o Identification et Formation des accoucheuses villageoises ;

	○ Redynamisation des COSAH. ○ Organisation des séances d'information et de sensibilisation sur les maladies courantes de la commune.
Hydraulique	Pour l'appui à l'approvisionnement de la population à l'échelle communal en eau potable de qualité, il est prévu les actions prioritaires ci-dessous : ○ Renforcement de capacités de l'Agence Communale de l'Eau et Assainissement (ACEA), structure au sein de la commune en charge de la gestion du secteur eau, en vue de la rendre plus opérationnelle ; ○ Mobilisation et l'allocation de ressources financières suffisantes pour la réalisation des actions prioritaire du secteur (Cinquante (52) Forages publiques et Vingt (20) réhabilités ; ○ Extension (06) Bornes fontaines, aménagées Sept (05) Têtes de sources et réalisés Trois (03) puits améliorés ; ○ La capacité des membres des comités de gestion des points d'eau est renforcée et Cinq (05) artisans/réparateurs des points d'eau sont recrutés et leur capacité renforcée.) ; ○ Entretien périodique des points d'eau avec le recrutement de 5 artisans/réparateurs des points d'eau et fourniture de matériels et pièces de rechanges ; ○ Renforcement de capacités des membres des comités de gestion des points d'eau (formation et fourniture de gestion).
Agriculture	L'agriculture étant la principale activité des communautés à la base à l'échelle communale, pour la rendre efficace et atteindre l'autosuffisance alimentaire au niveau de la Commune, les actions prioritaires ci-dessous seront réalisées pendant les 5 années à venir : ○ Aménagement des bas-fonds et plaines pour la riziculture et le maraichage ; ○ Appui à l'obtention des intrants et matériels/équipements de travail pour les organisations paysannes ; ○ Construction des Magasins de stockage ; ○ Construction des petites unités de transformation agroalimentaires et la vulgarisation des nouvelles techniques culturales ;

	○ Mise à disposition d'un système de Crédit agricole pour les acteurs du secteur.
Elevage	Pour rendre le secteur plus efficace dans l'accompagnement du développement socio-économique local, les actions ci-dessous sont priorisées : ○ Structuration des groupements d'éleveurs et les auxiliaires d'élevage et approvisionnement en produits vétérinaires et équipements/ matériels de travail ; ○ la détermination et la réglementation des zones de pâturage ; ○ Construction et équipement de deux Abattoir moderne et 5 parc à bétail collectifs avec abreuvoirs ; ○ Construction de 2 Boucherie avec la construction de cinq (05) Kiosques de vente de viande.
Pêche	○ Pour permettre au développement de ce secteur Cinq (5) groupements piscicoles seront identifiés, formés et équipés. ○ Appui à la réalisation de plusieurs étangs piscicoles.
Artisanat	L'artisanat occupe une place de choix dans les activités de la commune, pour accompagner le secteur, les actions ci-dessous sont planifiées : ○ Structuration, formation et appui à l'obtention des équipements/matériels de travail pour les artisans locaux ; ○ Participation des artisans dans les différentes foires Régionale et Nationale (exposition/vente) des produits artisanaux ; ○ Organisation des voyages d'échanges d'expériences pour les artisans locaux ; ○ L'accès aux crédits pour les acteurs du secteur de l'artisanat.
Energie	Dans le secteur de l'énergie, la commune planifie ces actions sur l'électrification en énergie solaire à travers les actions ci-dessous : ○ Alimentation en énergie solaire des infrastructures communales et les artères publiques; ○ Entretenir les lampadaires existants dans les districts. ○ Alimentation en courant électrique des quatre(4) districts et les secteurs du district du centre s . ○ Mis en places de cinq (5) comités de surveillances pour protéger le réseau électrique
Pistes et Communication	Pour faciliter la mobilité et la communication à l'échelle communale, les priorités planifiées sont les suivantes :

	○ Réhabilitation et entretien des pistes et dans les districts ; ○ Ouvrir des pistes ; ○ Construire des ouvrages de franchissement ; ○ Appui à la mise en place des comités locaux d'entretien des pistes ; ○ Appui à l'extension des réseaux GSM (mise en place de nouvelles antennes de relais) dans les districts.
Activités économiques	Comme orientation stratégique dans le domaine des activités économiques, nous avons entre autres : ○ La construction de trois (3) marchés hebdomadaires ; ○ La construction trois (3) nouveaux marchés de proximité et des hangars ; ○ La construction de deux Gares routières et équipées à Tolo centre et à Soumbalako Togossèrè.
Lotissement-Habitat et Tourisme	Pour l'organisation du cadre de vie et le développement des activités touristiques à l'échelle communal, la commune prévoit comme stratégie : ○ Un Plan d'aménagement rural dénommé est élaboré ; ○ Deux (2) Campagnes d'information et de sensibilisation sur la récupération/réservation des domaines publiques à l'échelle communal sont organisées ; ○ Les espaces publiques sont aménagés et leur occupation réglementés ; ○ Les infrastructures existantes sont réhabilitées et des nouvelles infrastructures construites au niveau des sites touristiques ; ○ Un (01) forum communal sur la réorganisation et la mise en valeur des activités touristiques à l'échelle communal est organisé ; ○ Un (01) Comité de supervision et de surveillance des sites ;

Organisations sociales et Genre-Jeunesse	Pour renforcer la capacité des organisations sociales et assurer la protection des couches sociales vulnérables et la promotion des activités juvéniles, la commune a comme orientation stratégique : o Appui à la vulgarisation à l'échelle communal des textes réglementaires ; o Renforcement de capacités d'action et appui financier aux organisations sociales ; o Organisation des séances d'information et de sensibilisation sur les violences basées sur le genre ; o Insertion des couches marginalisées dans l'élaboration et la gestion des actions de développement local à l'échelle communal ; o Structuration et la formation des associations de jeunesse ; o Formation des jeunes et des femmes sur les techniques de montage des projets et la recherche de financement ; o Construction d'un foyer de jeune et de 2 terrains de sports de proximité.
Culture et Culte	Pour promouvoir les activités culturelles et renforcer les activités liées au culte, la commune a comme orientation stratégique : o La promotion des activités culturelles à l'échelle communal est accompagnée à travers l'appui aux différents domaines de la culture locale ; o Six (6) Mosquées sont construites et équipées et Dix (10) sont rénovés et équipées. o Dix imams sont pris en charge.
Sécurité et Gestion des conflits	Pour assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens et promouvoir la cohabitation pacifique, la commune a comme orientation stratégique : o Renforcement de capacités d'intervention des agents de sécurité ; o Affection des agents de sécurité dans les districts ; o Renforcement de capacité (formation et dotation en équipement) d'intervention des agents de la police communale ; o Organisation des séances d'information et de sensibilisation sur l'importance de la cohabitation pacifique ; o Appui à la vulgarisation des codes (pastoral, foncier et routier, etc.) ; o mise en place et le renforcement de capacités (formation et équipements) des comités villageois de gestion des conflits.
Environnement et Assainissement-Gestion des déchets	o Les populations de la Commune sont sensibilisées sur la protection de l'environnement ; o Mille (1 000) foyers améliorés sont vulgarisés à l'échelle communal, pour diminuer la

	déforestation ; o L'appui matériel et financier est accordé aux fabricants de briques cuites pour leur reconversion en fabrication de briques stabilisées ; o La population Les agents forestiers sont équipés, pour leur permettre d'exercer les activités techniques et leur rendre plus opérationnels ; o est sensibilisée sur la problématique des feux de brousse et la lutte contre les feux sauvages ; o Un (01) Plan de gestion des déchets à l'échelle communal est mis en place et la capacité de la Commune, l'unie de gestion des points (UGESPE) de l'Eau et Assainissement est structurée et renforcée ; o Deux (02) nouveaux dépotoirs de transit sont créés ; o Une décharge principale est créée ; o Un (01) Site de dépôt des déchets issus des latrines est créé ; et o La capacité des acteurs de gestion des déchets est renforcée en termes de formation.
Foresterie	o cinq (5) pépinières communale de 10 000 plants de Mélina sont développées, pour faciliter le reboisement dans les districts; o Des campagnes annuelles de reboisement des têtes de sources, berges des rivières et des flancs des montagnes sont organisées ; o Le code forestier est vulgarisé en langue nationale, en vue d'amener la population à mieux s'approprier du contenu du code.
Renforcement des capacités Bonne gouvernance et Mobilisation des ressources	Pour renforcer la capacité institutionnelle des acteurs au développement local, améliorer le niveau d'accès des populations aux informations sur la gestion de la collectivité et renforcer la capacité de mobilisation des ressources de la collectivité, la commune a comme stratégie : o Formation des élus locaux (conseillers, presidents de districts) et les services techniques déconcentrés et décentralisés de la commune ; o Vulgarisation du code des collectivités locales à l'échelle communal ; o Construction du Bureau du conseil de district dans le 5 districts de la commune ; o Mise en place des cadres de concertation entre les Parties Prenantes dans le développement socio-économique local de la commune ; o Renforcement de capacités de la commission finance et les acteurs impliqués dans la mobilisation des ressources de la collectivité.

Source **:** Commune.

I. CADRE DES RESULTATS DU PLAN

Source : Commune.

PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL DE LA COMMUNE RURALE DE TOLO 2022 -2026															
IMPACT DU PDL : ***Une grande partie de la population (40 à 50%) de la Commune Rurale vivent dans des conditions satisfaisantes, grâce à une amélioration sensible de l'accès aux services sociaux de base (Education, Santé, Eau, etc.), un accroissement des revenus issus des activités économiques et un cadre de vie sain (grâce aux actions de limitation des impacts).***															
PROGRAMMES	***SECTEURS***	*Activités (projets) à mener*	*Résultats*	*Bénéficiaires districts)*	*Acteurs*	*Période (Années)*					*Sources de financement (source + montants)*			*Structures d'exécution*
						1	*2*	*3*	*4*	*5*	*Internes*	*Externes*	*Total*	
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ***EFFET ATTENDU:*** *Les ressources communales issues des activités économiques vont augmenter de plus de 75% d'ici fin 2026.*		***Produit attendu :*** ***Les rendements du secteur agricole va augmenter considérablement grâce à l'aménagement des domaines agricoles, la fourniture des équipements/matériels de travail et des intrants, et le renforcement de capacités des acteurs.***												
	Agriculture	*Aménagement de 50 ha de plaines et de bas-fonds pour la riziculture.*	*50 ha de plaines et de bas-fonds sont aménagés, pour favoriser l'augmentation des rendements de la production agricole en matière de la riziculture.*	*Les 5 Districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (175 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF* ***(2 575 000 000)***	*2 750 000 000*	*ONG et PME qualifiées.*

		Aménagement de 25 ha de périmètres maraichers pour les Groupements maraichers.	*25 ha de périmètre maraichers sont aménagés, pour favoriser la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour les bénéficiaires et promouvoir la protection de l'environnement.*	*Le 5 Districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (87 500 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (887 500 000)*	*887 000 000*	*ONG et PME qualifiées.*
		Appui à l'obtention de 5 motoculteurs et 500 tonnes d'intrants agricoles pour les producteurs agricoles	*5 motoculteurs et 500 tonnes d'intrants agricoles sont mis à la disposition des producteurs,*	*Les 5 Districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*CR, ONG et Structures spécialisées.*

		Appui à l'obtention d'intrants agricoles et petits outillages pour les Groupements maraichers.	*Des intrants agricoles et petits outillages sont mis à la disposition des Groupements maraichers,*	*Le 5 Districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR PM*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM*	*PM*	*CR ONG et Structures spécialisées.*
		Appui à la création de 3 petites unités de transformation agroalimentaires	*3 unités de transformation agroalimentaire sont créées, pour le renforcement du développement du secteur agricole à l'échelle communal.*	*Tolo centre, soumbalako et Siminko*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*CR ONG et Structures spécialisées.*
		Appui à la mise en place d'un système de crédit agricole et vulgarisation de nouvelles	*L'accès au crédit est facilité pour les acteurs du secteur agricole et leur capacité est renforcée en*	*Les OP des districts de la Commune*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Program*	*PM*	*ONG et Structures spécialisées*

		techniques culturales.	*matière de nouvelles techniques culturales.*									*mes et PTF (PM)*		
		Construction de 5 Magasins de stockage pour les producteurs	*5Magasins de stockage sont construits pour permettre aux producteurs des 5 Districts de stockés leur récolte.*	*Les 5 Districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (50 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF*	*1 500 000 000*	*ONG et PME qualifiées.*
		Renforcement de capacité des organisations paysannes, des élus et des cadres des services déconcentrés et décentralisés.	*La capacité des organisations paysannes, des élus et des cadres des services déconcentrés et décentralisés est renforcée, pour rendre les acteurs du secteur plus opérationnels.*	*Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*CR ONG et Structures spécialisées.*

	Total (Agriculture)									***262 500 000***	***3 913 500 000***	***4 176 000 000***			
	Élevage et aquaculture	***Produit attendu :*** *Les acteurs (groupements d'éleveurs et les auxiliaires d'élevage) du secteur sont structurés et leurs capacités renforcées, l'accès aux produits vétérinaires et équipements/matériels de travail est amélioré, le conflit entre agriculteurs et éleveurs diminué, les conditions d'abattage et de conservation de la viande améliorées et la population à accès à une viande saine.*													
		Appui à la Structuration de 5 groupements d'éleveurs et 20 auxiliaires d'élevage et approvisionnement en produits vétérinaires et équipements/ matériels de travail.	*Les 5 groupements d'éleveurs sont structurés dotés d'agréments et des produits vétérinaires et équipements/ matériels —les capacités des 20 auxiliaires sont renforcées*	*5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*		*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et Structures spécialisées*
		Prévention et	*Le cheptel,*	*Les 5*	*CR, Bénéficiaires/*						*CR et*	*Ressortissa*		*ON*

		traitement des maladies épizootiques	*ovins et caprins sont vaccinés annuellement contre les maladies*	*districts*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*		*Bénéficiaires (PM)*	*nts, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*G et Structures spécialisées*
		Réalisation de 20 puits pastoraux et 20 abreuvoirs	*20 puits pastoraux et 20 abreuvoirs réalisés pour faciliter l'accès facile à l'eau potable par les animaux*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 50 000 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 750 000 000*		*ONG et Structures spécialisées*
		Sensibilisation des éleveurs sur les conséquences des Polluants organiques persistants	*Les usages des polluants organiques persistants sont réduits*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*		*CR et Bénéficiaires 2 500 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF*	*2 500 000*	*ONG et Structures spécialisées*
		Appui à	*5 zones de*	*5 districts.*	*CR,*						*CR et*	*Ressortissa*		*ON*

		l'identification et la réglementation de 5zones de pâturage.	*pâturage sont déterminées et réglementées, afin de : - Diminuer la divagation des animaux ; et -Réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs.*		*Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	X	X	X	*Bénéficiaires PM*	*nts, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*G et Structures spécialisées.*
		Construction et équipement de 2 Abattoir moderne et de 2 parcs à bétail collectifs avec abreuvoirs.	*Deux Abattoir moderne et de deux parcs à bétail collectif sont construits et équipés.*	*Tolo centre et Soumbalako Tokoséré*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*			X	X	X	*CR et Bénéficiaires (20 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (480 000 000)*	*500 000 000*	*ONG et PME qualifiées.*
		Mise en place et formation de 5groupements en pisciculture.	*Cinq (05) groupements sont formés.*	*5districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF*	*PM*	*ONG et PME qualifiées.*

												(PM)		
		Réalisation 5 étangs piscicoles	*5 étangs piscicoles sont réalisés pour faciliter l'obtention du poisson au niveau locale*	*Les cinq districts de la Commune*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et PME qualifiées.*
		Construction de trois Boucheries et de trois (03) Kiosques de vente de viande.	*Trois Boucheries construites et (03) Kiosques de vente de viandes construites, pour permettre à la population d'avoir accès à la viande de qualité et lutter contre les maladies.*	*Tolo centre et Soumbalako Tokoséré*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		X	X	X		*CR et Bénéficiaires (50 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (350 000 000)*	*400 000 000*	*PME qualifiées.*
	Total (Elevage)										***122 500 000***	***2 580 000 000***	***2 702 500 000***	
	Artisanat	***Produit attendu*** : *Les acteurs du secteur sont structurés et leurs capacités renforcées, l'accès aux*												

		équipements/matériels de travail et aux crédits pour les artisans locaux est amélioré, les bases de promotion du secteur sont lancés (foires, voyage d'échange), et le revenu des artisans amélioré de façon accrue.												
		Appui à la structuration, la formation et l'obtention des équipements/ matériels de travail pour les artisans locaux.	*5 groupements et une union des artisans locaux sont organisés en structures formelles et leur capacité renforcée.*	*5 groupements et une union des artisans des 5 districts de la Commune.*	*CR Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR 50 000 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (150 000 000)*	*200 000 000*	*ONG et Structures spécialisées.*
		Appui à la participation aux foires Régionales et Nationales (exposition/vente) des produits artisanaux.	*La participation aux foires (exposition/vente) des produits artisanaux sont effectifs, pour la promotion des produits locaux et augmentation de revenus des artisans locaux.*	*Les artisans de 5 districts de la Commune*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et Structures spécialisées.*

		Appui à l'organisation des voyages d'échanges d'expériences pour les artisans locaux.	*Des voyages d'échanges d'expériences sont organisés pour les artisans locaux, pour renforcer leur capacité opérationnelle*	*Les artisans des quartiers/ districts de la Commune*	*CU, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et Structures spécialisées.*
		Appui à l'accès aux crédits pour les acteurs du secteur de l'artisanat.	*Les artisans locaux ont accès aux crédits pour subvenir aux*	*Les artisans des 5 districts de la*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/*	*PM*	*Structures Etatiques, CR*

			besoins de fonctionnement de leur activité.	*Commune*							*Programmes et PTF (PM)*		*et Institutions de Micro-finance.*
	Total (Artisanat									***50 000 000***	***150 000 000***	***200 000 000***	
	Energie		***Produit attendu :*** *Les infrastructures communales et les artères publiques à l'échelle communale sont alimentés en énergie solaire et les lampadaires existent entretenus, pour créer un meilleur cadre de vie pour la population.*										
			Appui à l'alimentation des infrastructures communales et les artères publiques en énergie solaire.	*Les infrastructures communales et les artères publiques sont alimentées en énergie solaire.*	*5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes .*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques, CR et PME qualifiées.*

		Appui à l'alimentation en courant électrique des quatre(4) districts et les secteurs du district du centre .	*Les 4 districts et les secteurs du district du centre sont alimentés en courant Electric.*	*Les 4districts et les secteurs du district du centre*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG,*		X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques, CR et PME qualifiées.*
		Mis en places de cinq (5) comités de surveillances pour protéger le réseau électrique	*Les 5 comités de surveillance sont mis en place.*	*Les 5 districts de la commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, .*		X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques, CR et PME qualifiées.*

		Appui à l'entretien des lampadaires existants.	*Les lampadaires existants dans districts sont entretenus.*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires /*		X	X			*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques, CR et PME qualifiées.*
	Total (Energie)										***PM***	***PM***	***PM***	
	Pistes et Communication	***Produit attendu :*** *La Commune est désenclavée et la mobilité assurée à l'échelle communal, et l'accès à la communication (à travers GSM et Radio privées) améliorée.*												
		Réhabilitation et entretien de 35km pistes dans les districts.	*Les 35km pistes sont réhabilitées*	*Le 5 districts de la Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programm*		X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (PM)*	*PM*	*PME et Structures spécialisées.*

		Ouverture de 24km pistes secondaires.	*Les 15 pistes secondaires sont ouvertes, .*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*PME et Structures spécialisées.*
		Appui à la mise en place 5 comités locaux d'entretien des pistes.	*5 comités locaux d'entretien des pistes sont mis en place.*	*5 Districts de la Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*		*X*	*X*			*CR et Bénéficiaires 200 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 0*	*200 000*	*ONG et Structures spécialisées.*

		Réhabiliter 20 ouvrages de franchissement existants ;	*20 ouvrages de franchissement sont réhabilités*	*5 Districts de la Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*			X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et Structures spécialisées.*
		Appui à l'extension des réseaux GSM (mise en place de nouvelles antennes de relais) dans les districts.	*Le taux de couverture en réseaux GSM est augmenté à l'échelle communale*	*5 Districts de la Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*		X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*PME et Structures spécialisées.*

		Augmenter les champs d'action des Radio Privées.	*Tous les districts ont accès aux radios privées de la place.*	*5 Districts de la Commune .*	*CR, Bénéficiaires*				X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et Structures spécialisées.*
	Total (Pistes et Communication)										***200 000***	***0***	***200 000***	
	Activités économiques	***Produit attendu :*** *Les ressources de la collectivité vont augmenter considérablement, grâce aux revenus tirés des actions inscrites dans les activités économiques.*												
		Construction de 3 marchés hebdomadaires avec hangars ;	*Trois (3) marchés hebdomadaire et hangars sont construits ;*	*Tolo centre, Soumbalako tokoséré, Siminko*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Progs*			X	X	X	*CR et Bénéficiaires 20 000 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 1 180 000 000*	*1 200 000 000*	*PME qualifiées.*

					ramme									
		Construction deux Gares routières avec kiosques	Deux Gares routières sont construites et équipées	Tolo centre, Soumbalako tokoséré,	CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programme				X	X	CR et Bénéficiaires (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (PM)	PM	PME qualifiées.
		Mise en place d'une stratégie pour opérationnalité et la mise en valeur des Gares routières des et des	Une stratégie pour opérationnalité	3 marchés et 2 gares routières de Tolo centre,	CR, Bénéficiaires / Ressortissant			X	X	X	X	CR (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programm	PM	Structure spécialisées, .

		marchés.		Gouba et Soumbalako Tokosere.	s, Etat, ONG, Projets/Programmes						es et PTF (PM)		
	Total (Activités économiques)									***20 000 000***	***1 180 000 000***	***1 200 000 000***	
	Total (Développement économique)									***455 200 000***	***7 823 500 000***	***8 278 700 000***	
AMENAGEMENT TERRITORIAL ***EFFET ATTENDU :*** *60 à 75% de la population de la Commune vivent dans un cadre aménagé et les services publics communaux sont fournis dans des locaux appropriés.*	***Lotissement /Habitat et Tourisme***	***Produit attendu :*** *Le cadre de vie de la population à l'échelle communal est sensiblement amélioré et les activités liées au secteur du tourisme sont redynamisées, pour favoriser le développement socio-économique local de la collectivité.*											
		Appui à l'élaboration de 3 Plan de lotissement des grands districts	*3 Plan de lotissement est élaboré et disponible.*	*Tolo centre Siminko Soumbalako*	*CR, Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programme*		X				*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG/ Structures spécialisées.*

		Organisation de deux (2) Campagnes d'information et de sensibilisation sur la récupération/ réservation des domaines publiques à l'échelle communal.	*Deux (2) campagnes d'information et de sensibilisation, sur la récupération/ réservation des domaines publiques à l'échelle communal sont organisées.*	*Tolo centre.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		X	X			*CR 400 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF*	*400 000*	*ONG/ Structures Etatiques qualifiées.*
		Appui à l'aménagement d'une espace publique.	*Une espace publique est aménagée.*	*Tolo centre*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG,*		X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG/ Structures spécialisées.*

					Projets/Programmes et PTF.									
		Appui à la construction des infrastructures dans les sites touristiques.	Les infrastructures sont construites, dans le cadre de la relance des activités touristique à l'échelle communal.	Tolo centre et Morode	CR, Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.		X	X	X	X	CR et Bénéficiaires (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	PME qualifiées.
		Appui à l'organisation d'un forum communal sur la réorganisation et la mise en valeur des activités touristiques à l'échelle communal.	Un forum communal est organisé, pour la réorganisation et la mise en valeur des	Commune.	CR,		X				CR et Bénéficiaires 750 000	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF	750 000	ONG/ Structures spécialisées.

			activités touristiques à l'échelle communale											
		Appui à la mise en place d'un Comité de supervision et de surveillance des sites touristiques.	*Un Comité de supervision et de surveillance des sites touristiques sont mise en place, .*	*Tolo centre et Morode*	*CR, Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		X				*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG/Structures spécialisées.*
	Total (lotissement/ Habitat et Tourisme)										***1 150 000***	***PM***	***1 150 000***	
	Total Aménagement										***1 150 000***	***PM***	***1 150 000***	
DEVELOPPEMENT SOCIO - COMMUNAL	***Education***	***Produit attendu :*** *L'accès à l'éducation est amélioré, le taux de scolarisation considérablement augmenté (grâce à la construction, rénovation/extension des écoles, construction des cantines scolaires, etc.) et la qualité des prestations*												

EFFET ATTENDU : Le cadre de vie de 60 à 75% de la populations de la Commune est amélioré grâce à un accroissement de la fourniture des services sociaux de base, le renforcement de la sécurité et une meilleure prévention des conflits, la prise en compte des préoccupation des couches marginalisées (femmes, jeunes, etc.).		*augmentée (grâce à l'amélioration des conditions de vie et travail des enseignants et le renforcement de capacités des APEAE).*												
		Construction et Equipement 2Ecoles Primaires (6 Salles de classe).	*2 écoles primaires sont construites et équipées pour hausser le taux de scolarisation des enfants.*	*Soumbalako fello kobé) Siminko (yero howrou)*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*				X	X	X	*CR et Bénéficiaires (680 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (1 000 000 000)*	*1 680 000 000*	*PME qualifiées.*
		Construction et Equipement d'un Lycées (6 Salles de classe).	*Un lycée est construit et équipée*	*Tolo centre*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*						X	*CR et Bénéficiaires (120 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (1 000 000 000)*	*1 120 000 000*	*PME qualifiées.*
		Rénovation et équipement de 4 Ecoles Primaires dont 2 Franco-arabe	*4Ecoles Primaires sont rénovées et équipées, pour l'amélioration du*	*- Morode centre, Missidé*	*CR Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat,*							*CR et Bénéficiaires*	*Ressortissants, Etat, ONG,*		

			cadre de travail des enseignants et des apprenants.	*Soumbalako, - EP Tolo centre - EP franco arabe (guelin)*	*ONG, Projets/Programmes et PTF.*		X	X	X	X	*500 000 000*	*Projets/ Programmes et PTF 1 500 000 000*	*2 000 000 000*	*PME qualifiées.*
		Réalisation de 12 Blocs Latrines en 2 et 3 cabines dans les établissements scolaires.	*Dix (12) Blocs latrines sont réalisés dans les établissements scolaires,*	*12 écoles de la commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (50 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (450 000 000*	*600 000 000*	*PME qualifiées.*

		Réalisation de 12 points d'eau dans les écoles.	*12 Points d'eau (forage) sont réalisés.*	*Les 12 Ecoles de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*				X	X	X	*CR et Bénéficiaires (80 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (1 000 000 000)*	*1 080 000 000*	*PME qualifiées.*
		Construction et Equipement de 5 Centre NAFA et la Construction et équipement du logement des Directrices.	*Les 5centres NAFA sont construits équipés,*	*5 districts de la Commune*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*					X	X	*CR et Bénéficiaires 500 000 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 2 000 000 000*	*2 500 000 000*	*PME qualifiées.*
		Appui à la construction et l'équipement 1 Centres d'Encadrement Communautaire (CEC).	*La capacité des CEC en matière d'encadrement des enfants est*	*Soumbalako tokoséré*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat,*						X	*CR 50 000*	*Ressortissants, Etat, ONG,*	*450 000*	*ONG et Struc*

			renforcée.		*ONG, Projets/Programmes et PTF.*						*000*	*Projets/ Programmes et PTF 400 000 000*	*000*	*tures spéciaalisées.*
		Construction et équipement de 13 Logements pour le personnel enseignant et l'encadrement.	*13 Logements sont construits pour améliorer le cadre de vie du personnel enseignant et l'encadrement.*	*13 Logements dans les 12 Ecoles de la Commune.*	*CR, APEAE,Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM*	*PM*	*PME qualifiées.*
		Réalisation de 15 cantines scolaires dans les écoles primaires.	*15 Cantines scolaires sont réalisés, pour supporter/ accompagner la scolarisation des*	*1 Cantine au niveau de chaque*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Program*	*PM*	*PME qualifiées.*

			élèves démunis.	*école des 5 Districts.*	*et PTF.*						*mes et PTF (PM)*		
		Appui à la réalisation de 15 aires de jeux dans les établissements scolaires.	*15 aires de jeux sont réalisées, pour permettre aux apprenants, enseignants et l'encadrement de pratiquer le sport.*	*15 aires de jeux pour chaque école dans les 5 Districts de la commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*PME qualifiées.*
		Appui au recrutement et affectation de 20 enseignants dans les établissements scolaires.	*20 enseignants sont recrutés et affectés dans les établissements scolaires.*	*Dans les 15 Districts de la commune.*	*CR, APEAE,Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Program*	*PM*	*Structures Etatiques qualifiées.*

												mes et PTF (PM)		
		Appui à l'organisation de 10 Ateliers de formation (2 par an) au profit des enseignants, l'encadrement et les membres des APEAE.	*10 Ateliers de formation sont organisés, pour renforcer la capacité des enseignants, l'encadrement et les membres des APEAE.*	*Les enseignants et l'encadrement du DSEE et les APEAE de la commune.*	*CR, APEAE,Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	CR (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	PME qualifiées.
		Appui à l'acquisition d'équipement pour le personnel de l'encadrement (16 Motos, 16 Ordinateurs, 16 Imprimantes + Photocopieuse et Equipement de Bureau	*La capacité des DSEE en matière de l'encadrement rapproché est renforcée.*	*Le DSEE de la Commune.*	*CR, APEAE,Bénéficiaires/ Ressortissants, ONG, Projets/Programmes et PTF.*			X	X	X	CR (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF	PM	Structures qualifiées.

		''Armoires + Chaises").									*PM*			
Total (Education)										***1 980 000 000***	***5 95 100 000***	***7 931 000 000***		
	Produit attendu : *La population à l'échelle communal a accès aux soins de santé (grâce à la construction, l'extension/rénovation des établissements sanitaires,), la qualité des prestations va augmenter (grâce à l'amélioration des conditions de vie et travail des soignants et le renforcement de leur capacité) et les maladies vont diminuées.*													
Santé	*Construction, équipement et approvisionnement en médicaments de (02) postes de santés ;*	*(03) Postes de santé sont construits et équipés dans 2 Districts de la Commune,*	*Soumbalako,fellokobé* *Morode*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programme*				*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (375 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets / Programmes et PTF (775 000 000)*	*1 150 000 000*	*PME qualifiées.*	

		Extension et équipement d'un (01) Centre de santé.	*Un (01) Centre de santé amélioré est rénové et équipé*	*Tolo centre.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*			X			*CR et Bénéficiaires (PM*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets / Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*PME qualifiées.*
		Réalisation de Quatre (04) Blocs Latrines en Bloc de 2 et 3 cabines dans les établissements sanitaires.	*4 Blocs latrines sont réalisés dans les établissements sanitaires, pour améliorer l'hygiène et lutter contre les maladies, mais aussi protéger l'environnement.*	*Tolo centre ; Gouba, Siminko, Soumbalako*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets / Programmes et PTF PM*	*PM*	*PME qualifiées.*

		Réalisation de Trois (03) Points d'eau (forage) dans les établissements sanitaires.	*Trois (03) points d'eau sont réalisés dans les établissements sanitaires, pour améliorer l'hygiène et lutter contre les maladies.*	*Morode Gouba, Guelin*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires (60 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets / Programmes et PTF (540 000 000)*	*600 000 000*	*SNAPE.*
		Appui au recrutement et affectation dans le Centre et les Postes de Santé de la Commune	*Les structures sanitaires sont renforcées en matière du*	*Quatre (04) poste de santé et le*	*CR Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Progra*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG,*	*PM*	*Structures Etatiques qualifiées*

		du personnel : (1 ATS ; 1 Infirmiers (ères) ; 1 Laboratin, 5 Sages femmes et Matrones).	*personnel.*	*centre de santé de la Commune.*	*mmes et PTF.*						*Projets / Programmes et PTF (PM)*		*et CR.*
		Redynamisation et Renforcement des capacités des structures locales de gestion de la santé et Sensibiliser la population sur les méthodes préventives de lutte contre les maladies.	*Cinq (05) COSAH renforcer Deux (02) Campagnes d'information, de communication et de sensibilisation de la population sur les méthodes préventives de lutte contre les maladies.*	*Cinq (05) districts*	*CR Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets / Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques qualifiées et CR.*

		Appui à l'identification et formation 17 accoucheuses villageoises à l'échelle communal.	*Les 17 accoucheuses villageoises à l'échelle communal sont répertoriées et leur capacité renforcée.*	*Les cinq (05) districts*	*CR Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets / Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*ONG et Structures Etatiques qualifiées.*
	Total (santé)										***435 000 000***	***1 515 000 000***	***1 950 000 000***	
	Hydraulique	***Produit attendu :*** *L'accès à l'eau potable est amélioré (grâce à la réalisation des nouveaux points d'eau et la réparation des points d'eau en panne) et les maladies hydriques vont diminuées.*												
		Appui l'extension du réseau d'adduction d'eau à Tolo.	*Le réseau d'adduction d'eau est restauré et la capacité de distributio*	*Les secteurs de Tolo centre.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat,*					*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Etat/ SEG.*

			n augmentée,		*ONG, Projets/Programmes et PTF.*									
		Réalisation de 15 Forages publiques.	*15 Forages publiques sont réalisés*	*Les 5 districts de la Commune.*	*CR/ ACEA, Bénéficiaires/.*	X	X	X	X	X	*CR et Bénéficiaires (750 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (1 000 000 000)*	*1 750 000 000*	*SNAPE.*
						X	X	X	X	X				
		Réhabilitation/ Réparation de 14 Forages publiques.	*14 Forages publiques sont réhabiliter/ réparer,*	*Les 5 Districts de la Commune.*	*CR/ ACEA, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projet*	X	X	X	X	X	*CR 500 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 500 000*	*1 000 000*	*ONG et PME qualifiées.*

					s/Programmes .									
		Aménagement de 5 Sources d'eau (Têtes de source).	Cinq (05) Sources d'eau sont aménagées, pour faciliter l'accès de la population à l'eau potable et lutter contre les maladies.	Gouba ;Morodo Soumbalako Siminko, Tolo Centre	CR/ ACEA, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes .		X	X	X	X	CR et Bénéficiaires (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (PM)	PM	ONG et Structures spécialisées.
		Appui au renforcement de capacités des membres des comités de gestion des points d'eau (formation et	La capacité des membres des comités de gestion des points d'eau est renforcée.	5 Districts	CR/ ACEA, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat,	X	X	X	X	X	CR (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	Structures Etatiques/ ONG qualifiées.

		fourniture de gestion).			*ONG, Projets/Programmes et PTF.*									
		Appui au recrutement et à la formation de 10 Artisans/ réparateurs de points d'eau et fourniture de matériels et pièces de rechanges.	*Dix (10) Artisans/ réparateurs de points d'eau sont recrutés et formés et des matériels et pièces de rechanges sont fournies,*	*Les 5 districts de la Commune .*	*CR/ ACEA, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*
	Total (Hydraulique)										***1 250 000 000***	***1 500 000 000***	***2 750 000 000***	
	Organisations sociales	***Produit attendu :*** *Les textes réglementaires sont vulgarisés, la capacité d'action des*												

		organisations sociales est renforcée et l'accès à l'appui financier est facilité, pour permettre aux acteurs du secteur de participer au développement socio-économique local de la collectivité.												
		Appui à la vulgarisation des textes réglementaires.	*Les textes réglementaires sont vulgarisés à l'échelle communale.*	*Les 5 districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*
		Appui à la structuration et à la formation des mouvements associatifs.	*Le mouvement associatif est formé et structuré.*	*Les 5 districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*

					PTF.								
		Appui à la création d'un cadre de concertation des associations des jeunes de Tolo ;	*Un cadre de concertation est créé et est fonctionnel .*	*Les 5 districts de la Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*

		Appui à la mise en place des 5 comités villageois de protection des enfants et des handicapés.	*Cinq (05) comités villageois de protection des enfants et handicapés physiques sont mis en place.*	*Les 5 districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*
		Organisation de trois (05) campagnes d'information et de sensibilisation sur la protection des droits des enfants, des handicapés physiques, des femmes et la	*Trois campagnes d'information et de sensibilisation sur la protection des droits des enfants, des handicapés physiques,*	*Les 5 districts de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*

		lutte sur la violence basée sur le genre.	*des femmes et la lutte sur la violence basée sur le genre sont organisées.*											
		Renforcement de capacités d'action et appui financier aux organisations sociales.	*La capacité d'action des organisations sociales est renforcée et l'accès à l'appui financier est facilité.*	*Les organisations sociales de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*
	Total (Organisations sociales)										***PM***	***PM***	***PM***	
	Genre et Jeunesse	***Produit attendu :*** *La population est informée et sensibilisée sur la problématique de la violence*												

		basée sur le genre, les couches marginalisées sont insérés dans l'élaboration et la gestion des actions de développement local à l'échelle communal, les jeunes et les femmes sont formés en montage des projets et recherche de financement et des Infrastructures sont réalisées (maisons de jeune, terrain de sport) au profit de la jeunesse.										
		Appui à l'organisation des séances d'information et de sensibilisation sur les violences basées sur le genre.	*La population est informée et sensibilisées la problématique de la violence basée sur le genre.*	*5 districts*	*CR, Bénéficiaires / .*		X	X			*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (50 000 000)*	*50 000 000*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*
		Appui à l'insertion des couches marginalisées dans l'élaboration et la gestion des actions de	*Les couches marginalisées sont impliquées dans l'élaboration et la gestion des actions de*	*5 districts*	*CR, Bénéficiaires .*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*

		développement local à l'échelle communal.	*développement local à l'échelle communal.*										
		Appui à la structuration et la formation des associations de jeunesse.	*Les associations de jeunesse sont structurées et formés.*	*Les associations de jeunesse de la Commune.*	*CR Bénéficiaires/.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR, ONG qualifiées.*
		Appui à la formation des jeunes et des femmes sur le montage des projets et la recherche de financement.	*Les jeunes et les femmes sont formés en montage des projets et recherche de financement*	*Les associations de jeunesse et de femme de la Commune.*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR, ONG qualifiées.*

		Construction et équipement d'un foyer des jeunes.	*Un (01) foyer est construit et équipés,*	*Tolo Centre*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR+ Bénéficiaires (300 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (1 200 000 000)*	*1 500 000 000*	*PME qualifiées.*
		Appui à la construction de cinq (05) Terrains de proximité.	*Cinq (05) Terrains de sports sont aménagés à l'échelle communale au profit des jeunes,*	*Les 5 districts de la Commune*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projet*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ ONG qualifiées.*

			pour promouvoir les activités sportives.		*s/Programmes et PTF.*									
	Total (Genre et Jeunesse)										***PM***	***PM***	***PM***	
	Culture et Culte	***Produit attendu :*** *Les activités culturelles sont accompagnées à l'échelle communal, pour la promotion de la culture local et le cadre de prière de fidèles musulmans est amélioré (à travers la construction/rénovation de mosquée).*												
		Appui à la promotion des activités culturelles à l'échelle communal.	*Les activités culturelles sont accompagnées à l'échelle.*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG,*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR, ONG qualifiées.*
		Construction et équipement de 5 écoles	*5 écoles coraniques sont*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiair*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG,*	*PM*	*Structures*

		Coraniques.	*fonctionnelles*		*es/ Ressortissants, Etat, ONG, .*							*Projets/ Programmes et PTF (PM)*		*Etatiques/ CR, ONG qualifiées.*
		Rénovation et équipement de Dix (05) Mosquées.	*Dix (05) Mosquées sont rénovées et équipées.*	*Les 5 Districts:*	*CR/ Ligue Islamique Communale, Bénéficiaires .*			X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR PME qualifiées.*
	Total (Culture et Culte)										***PM***	***PM***	***PM***	
	Sécurité et Gestion des Conflits	***Produit attendu :*** *La capacité d'intervention des agents de sécurité est renforcée, pour assurer la sécurité des personnes et leurs biens à l'échelle communal et les communautés sont informées et sensibilisées sur l'importance de la cohabitation pacifique.*												

		Appui au renforcement de capacités d'intervention des agents de sécurité.	*La capacité d'intervention des agents de sécurité est renforcée,*	*Les cinq (05) Districts de la Commune .*	*CR,*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*CR, ONG qualifiées.*
		Appui à l'affection des agents de sécurité dans les districts.	*Les districts sont dotés en agents de sécurité.*	*4Districts de la Commune .*	*CR, , .*				X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*CR*
		Renforcement de capacité (formation et dotation en équipement) d'intervention des agents de la police communale.	*La capacité d'intervention de la Police communale est renforcée, en terme de formation et*	*Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et*	X	X	X	X	X	*CR PM*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR, PME qualifiées.*

			équipement .		*PTF.*									
		Appui à l'organisation des séances d'information et de sensibilisation sur l'importance de la cohabitation pacifique.	*Les communautés à la base à l'échelle communale sont informées et sensibilisées sur la cohabitation pacifique.*	*Commune .*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR, ONG qualifiée.*
		Appui à la vulgarisation des codes (pastoral,	*Les codes (pastoral, foncier et routier)*	*Commune .*	*CR, Bénéficiaires/*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/*	*PM*	*Structures Etati*

		foncier et routier, etc.).	*sont vulgarisés.*		*Etat, ONG*							*Programmes et PTF (PM)*		*ques/ CR, ONG qualifiées.*
		Appui à la mise en place et le renforcement de capacités (formation et équipements) des comités villageois de gestion des conflits.	*Des Comités villageois de gestion des conflits sont mis en place à l'échelle communale et leur capacité renforcée.*	*Commune.*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et*			*X*	*X*			*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/ CR, ONG qualifiées.*
	ETAT CIVILE	*Organisation de 12*	*12 campagnes*	*5 districts*	*CR Proje*	*X*	*X*	*X*				*CR PM*	*Projets PM*	*PM*	*CR*

		campagnes de sensibilisation sur la digitalisation de l'état civil	*de sensibilisation sur la digitalisation de l'état civil*		*ts*									
		Mise en place d'une équipe technique	*équipe technique mis en place*	*CR*	*CR Projets*	*X*					*CR PM*	*Projet PM*	*PM*	*CR*
		Mise en œuvre des activités de l'état civil digitalisé,	*Activités de l'état civil digitalisé mis en œuvre*	*5 districts*	*CR Projets*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR PM*	*Projet PM*	*PM*	*CR*
	Total ETAT CIVIL										*PM*	*PM*	*PM*	
	Total (Sécurité et Gestion des conflits)										***PM***	***PM***	***PM***	
	Total Développement Socio-Communal										***PM***	***PM***	***PM***	

LIMITATION DES IMPACTS EFFET ATTENDU : ***60 à 70% de la population de la Commune bénéficient d'une amélioration du cadre de vie, grâce à une réduction sensible des effets négatifs liés à l'environnement et la gestion rationnelle et efficace des déchets.***	***Environnement et Assainissement-Gestion des déchets-cadre de vie.***	***Produit attendu :*** *Un plan de gestion des déchets à l'échelle communal est mis en place pour orienter les Parties Prenantes et donner un cadre de vie décent à la population, les fabricants de briques cuites sont reconvertir en fabrication de briques stabilisées pour lutter contre l'envasement des cours d'eau et réduire la pression sur la foret, la population est informée et sensibilisée sur la problématique des feux de brousse et la lutte contre les feux sauvages et la protection de l'environnement, et des AGR sont financées.*											
		Appui à la vulgarisation de (1 000) foyers améliorés .	*1000 foyers améliorés sont vulgarisés à l'échelle communale, pour diminuer la déforestation et protéger l'environnement.*	*Cinq (05) Districts*	*CR Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (-)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (150 000 000)*	*150 000 000*	*Structures Etatiques, ONG qualifiées.*

		Appui matériel et financier aux fabricants de briques cuites pour leur reconversion en fabrication de briques stabilisées.	*Des appuis matériels et financiers sont accordés aux fabricants de briques cuites t.*	*Cinq (05) Districts*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		X	X	X		*CR (-)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (100 000 000)*	*100 000 000*	*ONG et Structures qualifiées.*
		Achat des équipement des agents forestiers pour les activités techniques.	*Les agents forestiers sont équipés, pour leur permettre d'exercer les activités techniques et leur rendre plus opérationn*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*			X	X		*CR PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*CR, Structures qualifiées.*

			els.										
		Sensibilisation de la population sur l'application des feux précoces.	*La population est sensibilisée sur la problématique des feux de brousse*	*Commune*	*CR*	X	X	X	X	X	*CR (17 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (-)*	*17 000 000*	*Structures Etatiques/CR*
		Mise en place d'un Plan de gestion des déchets à l'échelle communal.	*Un plan de gestion des déchets à l'échelle communal est mis en place*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*
		Dotation de la Commune en matériels/équipements d'assainissement (05)	*La commune est dotée de matériels/ équipements*	*Cinq (05) districts*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants,*	X	X	X	X	X	*CR (1 500 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Progra*	*1 500 000 000*	*Structures Etatiques/CR , PME/ONG*

		tricycles,, brouettes, pelles, fourchés, Equipements de Protection Individuel "EPI", etc.).	*d'assainissement, .*		*Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*							*mmes et PTF (-)*		*qualifiées.*
		Appui à la réalisation de 5 décharges et la mise en valeur des déchets.	*Le cinq (05) décharges sont réalisées et les sont mises en valeur.*	*Cinq (05) districts*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*
		Appui à l'organisation d'une campagne citoyenne	*La population à l'échelle communale est*	*Les cinq (05) districts de la*	*CR, Bénéficiaires/ Resso*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG*

		d'assainissement (02 fois/an).	*sensibilisée sur la problématique d'assainissement.*	*Commune.*	*rtissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*						*118 500 000*	*Programmes et PTF (PM)*	*268 500 000*		*qualifiées.*
	Total environnement										*118 500 000*	*150 000 000*	*268 500 000*		
	***PRODUIT SECTORIEL** : Les producteurs agricoles de la commune rurale de Tolo ont accès à des intrants, des équipements et à des terres agricoles*														
	Agriculture	Aménagement de 25 puits maraichers améliorés fournir accessoires (moto pompe, raccords, arrosoirs)	*Nombre de puits améliorés aménagés et mises en valeur par les producteurs avec les accessoires*	05 districts	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires 200 000 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 1 800 000 000*	2 000 000 000	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*	

		Aménager 50 ha de bas-fonds	*Nombre d' ha aménagés et Nombre de Groupements bénéficiaires*	Les 5 districts	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires PM (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 90 %(PM)*	PM (100%)	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*
		Approvisionnement de 500 kg en semences adaptées et plus résilientes, en plants fruitiers pour producteurs	*Quantité de semences adaptées distribuées*	Tous les 05 districts	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM 90%*	PM (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*

		Mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité	*Nombre de magasins /boutiques d'intrants fonctionnels*	05 districts	*CR, Bénéficiaires/*		x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM 90%*	PM 100%	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*
		Appui à la promotion et réalisation des compostières	*Nombre de Groupement et association formés sur la mise en place des compostières,*	*Les 5 districts de la Commune*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF*	x	x	x	x	X	*CR et Bénéficiaires PM 50%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM*	PM 100%	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures*

												50%		*spéci alisée s.*
		Mettre en place un système de protection biologique locale en collaboration avec l'ENAE et les agriculteurs locaux.	*Nombre de Groupements des producteurs utilisent la méthode biologique*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiai res/*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiair es PM 80%*	*Ressortissa nts, Etat, ONG, Projets/ Programm es et PTF PM 20%*	100%	STD/ CR & parten aires *ON G/St ruct ures spéci alisée s.*
		Introduction des équipements de production agricole (10 charrues 5 motoculteurs.)	*Nombre de motoculteur s et de charrues attelées introduits*	*05 districts*	*Ressortis sants, Etat, ONG, Projets/P rogramm es et PTF*		x	x	x	x	*CR et Bénéficiair es PM 10%*	*Ressortissa nts, Etat, ONG, Projets/ Programm es et PTF*	PM 100%	STD/ CR & parten aires *ON G/St ruct*

												PM 90%		*ures spéci alisée s.*
		Appui au développement de la culture attelée et la motoculture en faveur des jeunes	*Nombre de* groupement s de jeunes installés avec une charrue et une paire de bœufs	*Tous les 05 districts*	*CR, Bénéficiai res/*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiair es PM 10%*	*Ressortissa nts, Etat, ONG, Projets/ Programm es PM 90%*	100%	STD/ CR & parten aires *ON G/St ruct ures spéci alisée s.*
		Renforcement des capacités de 10 groupements féminins pour le développement d'activités de maraichage	*Nombre de groupement s féminins renforcés*	les 05 districts	*Ressortis sants, Etat, ONG, Projets/P rogramm es et PTF*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiair es 30 000 0 00 (10%)*	*Ressortissa nts, Etat, ONG, Projets/ Programm es et PTF*	300 0 00 000	STD/ CR & parten aires *ON G/St ruct*

												270 000 000 (90%)		*ures spéci alisée s.*
		Appui au renforcement l'amélioration de l'agroforesterie	*Nombre de pratiquants agro forestiers et de savoirs locaux renforcés et améliorés*	*Les 05 districts*	*CR, Bénéficiaires/*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires 15 000 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 135 000 000 (90%)*	150 000 000 (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*
		Appui à la mise en place de 10 comités villageois et inter villageois de gestion des terroirs	*Nombre de comités villageois et inter-villageois de gestion des terroirs*	*les 05 districts*	*Conseil communal*		*x*	*x*	*x*	*x*	CR et Bénéficiaires 1 000 000 (100%)	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programm*	1 000 000 (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/St*

			formés et installés par genre									*es et PTF 0%*		*ructures spécialisées.*
		Planter et entretenir 10 000 arbres fruitiers dans la lutte contre les vents violents,	*Nombre d'arbres fruitiers plantés et entretenus*	*les 5 districts*	*CR*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	CR et Bénéficiaires (PM) *7 00 000 (10 %)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 90%*	7 000 000 (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*
		Appui aux 20 groupements des producteurs pour l'obtention de crédit auprès des IMF locale,	*Nombre de groupements bénéficiaires de crédits*	*les 5 districts*	*Conseil communal*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	CR et Bénéficiaires PM 10%	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programm*	PM 100%	STD/ CR & partenaires *ONG/St*

												es PM 90%		ructures spécialisées.
		Appui aux 20 groupements maraichers pour la mise en place de système de crédit interne	*Nombre de groupements appuyer sur la mise place d'un systèmes internes de crédit mis en place et fonctionnels*	*les 5 districts*	*Conseil communal*	X	X	X	X	X	CR et Bénéficiaires PM 70%	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM 30%*	PM 100%	*ONG/Structures spécialisées.*
	Total (Agriculture)										*600 000 000*	*5 400 000 000*	*6 000 000 000*	
	PRODUIT SECTORIEL : Les acteurs forestiers de la commune rurale de Tolo ont accès à des intrants, des équipements et à des sites de reforestations et de mise en défens.													

	Foresterie	Mise en défens des berges des cours d'eau	*Distance entre les espaces agricoles et les rives des cours d'eau Superficie mise en défens*	*Districts riverains du fleuve Bafing*	Conseil communal	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM 90%*	PM 100%	STD/ CR *ONG/Structures spécialisées.*
		Sensibilisation sur l'utilisation des feux précoces et mise en place de système de layons.	*Nombre de comités villageois de lutte contre les feux de brousse mis en place et fonctionnels Nombre de personnes sensibilisées aux techniques de lutte contre les feux de brousse Superficies de layons créés*	05 districts	Conseil communal et STD des Conservateurs de la nature	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires 2 000 000 (100%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 0%*	2 000 000 (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*

		Lutte contre la désertification par le reboisement des écosystèmes forestiers dégradés	*Nombre de pépinières installées et 5000 plants produits par les districts* *Nombre de forêts communautaires créées et classées* *Nombre d'ha restaurés des zones dégradées*	05 *districts*	*Conseil communal et STD des Eaux et Forêts et Conservateurs de la nature*	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires PM (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM (90%)*	100%	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*
		Vulgarisation de 1000 foyers améliorés/cuisinières électriques afin de réduire les pressions sur les ressources forestières	*Nombre de foyers améliorés distribués* *Nombre de ménages utilisant les foyers améliorés et cuisinière électriques*	05 districts	*Conseil communal et STD des Eaux et Forêts et Conservateurs de la nature*	x	x	x	x		*CR et Bénéficiaires PM (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM (90%)*	PM (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*

		Mise en place de brises vents (1000 plants pour 400 familles)	*Nombre de* plants utilisés *Nombre de* familles ayant planté	05 districts	Conseil communal et STD des Eaux et Forêts et Conservateurs de la nature	x	x	x	x	x	*CR et Bénéficiaires PM (90%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM (10%)*	PM (100 %)	STD/ CR & partenaires *ONG/ Structures spécialisées.*
		Reboisement et suivi de 20 têtes de source et de 20 ha de berges des cours d'eau	*Nombre de* têtes de sources reboisées *Nombre d'* ha de forêts galeries et versants restaurées	Gouba Moronde Fello wolarbhè Kilomètre 15 Guilinti Salamayo	Conseil communal et STD des Eaux et Forêts et Conservateurs de la nature			x	x	x	CR et Bénéficiaires PM (50%)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM (50%)	PM (100 %)	STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.
	Total (Foresterie)										**2 000 000**	**PM**	**2 000 000**	

	PRODUIT SECTORIEL : Des infrastructures et équipements avicoles et de petits ruminants adaptés sont fournis avec un le suivi médical des fermes et le renforcement des capacités des acteurs pour un développement résilient du secteur													
	ÉLEVAGE ET AQUACULTURE	*Renforcement de capacités 3 Groupements de jeunes aviculteurs,*	*Nombre de Groupement de jeunes aviculteurs renforcées.*	*Tolo centre Soumbalako, Siminko*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 10 500 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 100 000 000*	105 00 0 000	STD/CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*
		Réalisation de 5 parcs collectifs et de puits pastoraux en faveur du Groupement d'éleveurs de petits ruminants	*Nombre de parcs collectifs avec puits pastoraux réalisés*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PM 90%*	*PM*	*STD/CR & partenaires ONG/Structures spécialisées.*
		Appui à l'organisation de campagnes de vaccination des animaux,	*Nombre de campagne de vaccination réalisées*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM 90%*	PM 100 %	STD/CR & partenaires *ONG/Structures spécialisées.*

		Appui aux 20 groupements et une union pour leur bon fonctionnement et le renforcement de leurs capacités d'adaptation en vie associative	*Nombre de groupements et une union renforcés,*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 60 000 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 540 000 000*	*600 00 0 000*	*STD/CR & partenaires ONG/Structures spécialisées.*
		Appui au développement d'aviculture familiale pour 50 ménages vulnérables	*Nombre de ménages vulnérables appuyés,*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM 90%*	*100 %*	*STD/CR & partenaires ONG/Structures spécialisées.*
		Appui au développement de la pisciculture familiale pour 50 ménages vulnérables	*Nombre de ménages vulnérables appuyés,*	*Dans les 05 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM 80%*	*PM 100 %*	*STD/CR ONG/Structures spécialisées.*

					et PTF.									
		Appui au développement d'élevage de petits ruminants pour 50 ménages vulnérables	*Nombre de ménages vulnérables sont dotés de paires de moutons ou de chèvres Nombre de têtes produits par ménage dans le temps*	*Les 5 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 10 000 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 90 000 000 (90%)*	*100 000 0 00 (100 %)*	*STD/CR & partenaires*
		Appui au développement de la pisciculture familiale pour 50 ménages vulnérables	*Nombre de ménages vulnérables ont bénéficié d'un appui d'étangs piscicoles*	*Dans les 05 districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM 90%*	*PM 100 %*	*STD/CR ONG/Structures spécialisées.*
	Total **ÉLEVAGE ET AQUACULTURE** *)*										***80 500 000***	***810 50 0 000***	***805 00***	
	PRODUIT SECTORIEL : Les sites touristiques sont aménagés, diversifiés et fréquentés grâce aux infrastructures, équipements, formations en vue d'améliorer les revenus des jeunes et de la CR													

	TOURISME	*Aménagement et valorisation .du site de Salamayo et le lac de bafinq*	*Sites de Salamayo et du lac Bafinq aménagé valorisé et fréquenté*	*District de Morondé*	*CR, Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes*	*x*	*x*	*x*	*x*		*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes PM 90%*	*PM 100%*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*
		Aménagement du parcours des forêts classées de Fello-Djouma et de Bantarawel	Nombre de *Parcours aménagés en toutes saisons et viabilisés*	*District et CR*	*CR, Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires PM 10%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF PM 90%*	*PM 100%*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*
		Amélioration de la desserte en eau potable en réalisant 10 forages	*nombre points d'eau / forages installés*	*Dans les 05 districts*	*STD/CR*			*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 0%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 1 000 000 000*	*1 000 000 000*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*

	Total (TOURISME)									*0*	*1 000 000 000*	*1 000 000 000*		
	PRODUIT SECTORIEL : Les conditions d'hygiènes, de salubrité et de gestion durable des ressources naturelles sont mises en place pour améliorer le cadre de vie													
	ASSAINISSEMENT / CADRE DE VIE	*Organisation de 5 campagnes de Prévention des risques de maladies liées à la pollution de l'eau*	*Nombre de campagnes de Prévention des risques de maladies liées à la pollution de l'eau*	*Les 5 districts*	*STD/CR*	*X*	*X*	*X*	*X*		*CR et Bénéficiaires 500 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 4 500 000*	*5 000 000*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*
		Organisation 5 séances de sensibilisation pour la Protection des ressources en eau contre toute forme de dégradation et de pollution	*Nombre de campagnes de sensibilisation sur la protection des eaux Nombre de personnes touchées Nombre de*	*Les 5 districts*	*STD/CR*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 500 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 4 500 000 (90%)*	*5 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*

			districts ayant pris des mesures de lutte contre la pollution des eaux											
		Assainissement des agglomérations de la commune rurale de Tolo et sensibilisation pour la latinisation et les bonnes pratiques d'hygiène	*Existence de centre d'enfouissement technique dans les districts 1000 ménages disposant de latrines et ayant adopté des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au niveau domestique 6 fosses d'incinération au niveau du centre et postes de santé*	*CR & districts*	*STD/CR*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	CR et Bénéficiaires 10%	*CR et Bénéficiaires 1 000 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 9 000 000 (90%)*	*STD/ CR & partenaires* ONG/ Structures spécialisées.
		Assainissement des agglomérations de la commune rurale de Tolo et sensibilisation	Nombre de *centre d'enfouissement technique dans les districts*	*CR & districts*	*STD/CR*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 500 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 4 500 000 (*	*5 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Struct*

		pour la latinisation (pour 1000 latrines familiales et 6 fosses d'incinération au niveau du centre et postes de santé) et les bonnes pratiques d'hygiène	*Nombre de ménages disposant de latrines et ayant adopté des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement au niveau domestique* *Nombre de fosses d'incinération au niveau du centre et postes de santé*								*90%)*		*ures spécialisées.*
		Organisation de 10 campagnes de sensibilisation à l'adaptation au changement climatique dans les écoles	*Nombre de campagnes réalisées ; 500 élèves touchés*	*CR & districts*	*STD/CR*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 1 000 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 9 000 000 (90%)*	*10 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*

		Réalisation d'une séance d'IEC par an et par secteur sur les bonnes pratiques d'hygiène et de maladies liées à la dégradation de l'environnement touchant 1000 personnes	*Nombre de personnes touchées par an*	*CR & districts*	*STD/CR*	*x*	*x*	*x*	*x*		*CR et Bénéficiaires 500 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 4 500 000 (90%)*	*5 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*
		Dotation du service chargé de l'environnement en moyens de déplacements (2 motos)	*Nombre de motos mises à la disposition du service de l'environnement*	*CR & districts*	*STD/CR*			*x*	*x*	*x*	*CR et Bénéficiaires 0%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 16 000 000*	*16 000 000*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*
		Réalisation 20 latrines au niveau des périmètres maraichers et agricoles aménagées	*Nombre de latrines aménagées et fonctionnelles*	*CR & districts*	*STD/CR*	*x*	*x*	*x*	*x*	*x*	*CR et Bénéficiaires 14 000 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 126 000 000 (90%)*	*140 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*

		Réalisation de 5 campagnes de sensibilisation touchant 2000 personnes des ménages producteurs sur les bonnes pratiques alimentaires et soins de santé	*Nombre de séances de sensibilisation aux bonnes pratiques nutritionnelles* *Nombre de personnes sensibilisés désagrégées par genre*	*CR & districts*	*STD/CR*	*x*	*x*	*x*	*x*	*x*	*CR et Bénéficiaires 500 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 4 500 000*	*5 000 000*	*STD/ CR & partenaires ONG/ Structures spécialisées.*
	Total (**ASSAINISSEMENT / CADRE DE VIE)**										***17 000 000***	***174 000 000***	***191 000 000***	
	PISTES RURALES	**PRODUIT SECTORIEL** : Les pistes d'accès aux localités et aux zones de production sont améliorées grâce à la réalisation des ouvrages et la mise en place et au suivi des comités villageois d'entretien des pistes (CVEP).												
		Construction/réhabilitation 30 km pistes et 20 ouvrages de franchissement (Pont et autres)	*Nombre d'ouvrages réhabilités* *Nombre de km de piste profilés en HIMO*	*5 districts*	*Districts & CR*			*x*	*x*	*x*	*CR et Bénéficiaires (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM*	*PM*	*STD /CR & partenaires ONG/Structures spécialisées.*

		Mise en place, formation et équipement de 5 comités villageois d'entretien des pistes (CVEP)	*Nombre de comités installés et fonctionnels*	*5 districts*	*CR & Districts*			*x*	*x*	*x*	*CR et Bénéficiaires 2 500 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 22 500 000*	*25 000 000*	*STD /CR & partenaires ONG/Structures spécialisées.*
	Total (PISTES RURALES)										*2 500 000*	*22 500 000*	*25 000 000*	
	RENFORCEMENT DES CAPACITES	**PRODUIT SECTORIEL**: Les capacités organisationnelles et techniques des acteurs locaux de Tolo sont renforcées en vue de leur adaptation et leur résilience aux effets négatifs du changement climatique												
		Appui au renforcement des capacités de gestion adaptative de 10 groupements et une unions	*Nombre de groupements et une union ayant leur agrément et qui fonctionnent bien*	*CR & districts*	*CR & Districts*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 500 000*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 1 500 000*	*2 000 000*	*STD/ CR & partenaires ONG /Structures spéci*

														alisé es.
		Appui aux 10 groupements et une union pour leur bon fonctionnement et le renforcement de leurs capacités adaptative en vie associative	Nombre de *groupements et une union ayant leur agrément et qui fonctionnent bien*	*CR & districts*	*CR & Districts*		*X*	*X*	*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 200 000 (10%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 1 800 000(90%)*	*2 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG /Structures spécialisé es.*
		Mettre en place une station météo communautaire / en relation avec l'ENAE-Tolo	Nombre de *Station hydrométéorologique communautaire installée et agents formés pour sa gestion*	*Tolo centre*	*STD / CR /*			*X*			*CR et Bénéficiaires PM 0%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 100% PM*	*PM (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG /Structures spécialisé es.*

		Appui à la formation de 5 agents vulgarisateurs communautaires sur le développement de de techniques agroforesteries antiérosives et fertilisantes	*Nombre d' agents vulgarisateurs et paysans leaders formés par genre*	*les 05 districts*	*Conseil comm unal*			*x*	*x*		*CR et Bénéficiaires 1 000 000 (100%)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 0%*	*1 000 000 (100%)*	*STD/ CR & partenaires ONG /Structures spécialisées.*
		Renforcement des capacités 5 agents vulgarisateurs et de conseiller agricoles en moyens de déplacements	*Nombre d'agents vulgarisateurs et de conseiller agricoles dotés en moyens de déplacements*	*5 districts*	*Conseil comm unal*				*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 0%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 40 000 000 (100%)*	*40 000 000 (100%)*	*STD/ CR*
		Appui au renforcement des capacités de gestion de 20 groupements	*Nombre de groupements ayant leur*	*5 districts*	*Conseil comm unal*				*X*	*X*	*CR et Bénéficiaires 0%*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF*	*5 000 000(100 %*	*STD/ CR*

		/unions	agrément et qui fonctionne bient									5 000 000(100%)		
		Appui 20 groupements et une union pour leur bon fonctionnement et le renforcement de leurs capacités en vie associative	Nombre de groupements ayant leur agrément et qui fonctionne bien	5 districts	Conseil communal				X	X	CR et Bénéficiaires 0%	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 5 000 000 (100%)	5 000 000(100 %	STD/ CR
		Organisation de 5 campagnes de sensibilisation à l'adaptation au changement climatique dans les écoles touchant 500 élèves	Nombre de campagnes réalisées, Nombre d'élèves touchés	5 districts	Conseil communal	x	x	x	x	x	CR et Bénéficiaire2500 000	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF 0%	2 500 000(100%)	STD/ CR .
		Réalisation d'une séance d'IEC par an et par secteur sur les bonnes pratiques d'hygiène et de maladies liées à la dégradation de l'environnement	500 personnes touchées par an	5 districts	Conseil communal	x	x	x	x	x	CR et Bénéficiaires 2 500 000 (100%)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes 0%	2 500 000 (100%)	STD/ CR & partenaires
	Total (Environnement assainissement et Gestion des déchets)										6 700 000	53 300 000	60 000 000	
	Forestier	**Produit attendu** : Une pépinière communale de 10 000 plants de gmélina est créé, pour												

		faciliter le reboisement à l'échelle communal et le code forestier est vulgarisé en langue nationale.												
		Appui à la création et l'entretien de 10 000 plants de gmélina.	*10000 plants de gmélina sont créés, pour faciliter le reboisement à l'échelle communal.*	*Les cinq (05) districts*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (147 625 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (-)*	*147 625 000*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*
		Mise en place de dix pépiniéristes villageois,	*Dix pépiniéristes sont formés,*	*Les cinq (05) districts*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Prog*	X	X	X	X	X	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG*

					rammes et PTF.									*qualifiées.*
		Réalisation des feux précoces autour des domaines protégés,	*Les feux précoces sont réalisés,*	*Les cinq (05) districts*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*
		Reboisement de 10 ha en Têtes de source.	*Dix (10) ha le long des têtes de source sont reboisés,*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants,*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (13 500 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programm*	*135 000*	*Structures Etatique*

			pour garder le régime hydrique et protéger l'environnement.		*Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*							*es et PTF (121 500 000)*	*000*	*s/CR, ONG qualifiées.*
		Reboisement de 10 ha sur les berges des rivières.	*Dix (10) ha sont reboisés au niveau des berges des rivières, pour empêcher l'envagement des cours d'eau et protéger l'environnement.*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires/ Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (9 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (81 000 000)*	*90 000 000*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*

		Reboisement de 10 ha sur les flancs des montagnes.	*Dix (10) ha sont reboisés sur les flancs de montagnes, pour:* *- Protéger la foret à écologie fragile; et* *-Lutter contre l'érosion.*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.*	X	X	X	X	X	*CR (9 000 000)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (81 000 000)*	*90 000 000*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*
		Appui à la vulgarisation du code forestier en langue nationale.	*Amener la population à mieux s'approprier du contenu du code forestier.*	*Commune*	*CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et*		X	X			*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG qual*

					PTF.									ifiées.
	Total (Foresterie)										***6 700 000***	***53 300 000***	***60 000 000***	
	Total (Limitation des impacts)										***357 700 000***	***3 184 800 000***	***3 542 500 000***	
DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ***EFFET ATTENDU :*** *Les performances de la Commune sont améliorées en matière de gestion et la mobilisation des ressources.*	***Renforcement des capacités, Bonne Gouvernance et Mobilisation des ressources***	***Produit attendu :*** *La capacité des principales Parties Prenantes dans la gestion et la mise en œuvre des activités de la commune est renforcée (en terme de formation) et les cadres de concertation sont tenus en vue de mieux accompagner le développement socio-économique local de la collectivité, la capacité des élus est renforcée, pour leur permettre d'être opérationnels et plus actifs pour la gestion à la base, et plus proche des communautés (en terme d'infrastructure "Bureaux districts) et la mobilisation des ressources de la commune est opérationnelle, pour renforcer la capacité financière de la collectivité.*											
		Appui à la formation des élus locaux (conseillers, Présidents de districts) et les services techniques déconcentrés et décentralisés de	*La capacité des principales Parties Prenantes dans la gestion et la mise en œuvre des activités de la commune*	*Commune.*	*CR Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programme*	X	X	X	X	X	CR (200 000 000)	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*200 000 000*	*Structures Etatiques/CR, ONG*

		la commune.	*est renforcée, en vue de mieux accompagner le développement socio-économique local de la collectivité.*		*s et PTF.*									*qualifiées.*
		Appui à la vulgarisation du code des collectivités locales.	*Le code des collectivités locales vulgarisé ,*	*Commune .*	*CR, Projets et programmmes*	*X*	*X*	*X*	*X*	*X*	*CR (PM)*	*Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)*	*PM*	*Structures Etatiques/CR, ONG qualifiées.*

		Construction 5 Bureaux du conseil de district,	5 bureaux réalisés	05 Districts de la Commune.	CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes		X	X	X	X	X	CR (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	PME qualifiées.
		Construction du logement du Secrétaire Général de la commune et l'extension du centre d'accueil.	La capacité de la commune est renforcée en matière d'infrastructure communale	Commune.	CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.		X	X				CR (PM)	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	PME qualifiées.
		Appui à la mise en place des	Les cadres de		CR, Bénéfi								Ressortissants, Etat,		Str

		cadres de concertation entre les Parties Prenantes dans le développement socio-économique local de la commune.	concertation sont tenus entre les Parties Prenantes, dans le développement socio-économique local de la commune, développement .	Commune.	ciaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.	X	X	X	X	X	CR (PM)	ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	uctures Etatiques/CR, ONG qualifiées.
		Appui à la mobilisation des ressources de la collectivité.	La mobilisation des ressources de la commune est opérationnelle,	Commune	CR, Bénéficiaires / Ressortissants, Etat, ONG, Projets/Programmes et PTF.	X	X	X	X	X	CR PM	Ressortissants, Etat, ONG, Projets/ Programmes et PTF (PM)	PM	Structures Etatiques/CR, ONG qualifiée

														s.
	Total (développement institutionnel)									***200 000 000***	***PM***	***200 000 000***	
	TOTAL PDL									***3 980 800 000***	***35 759 050 000***	***39 739 850 000***	

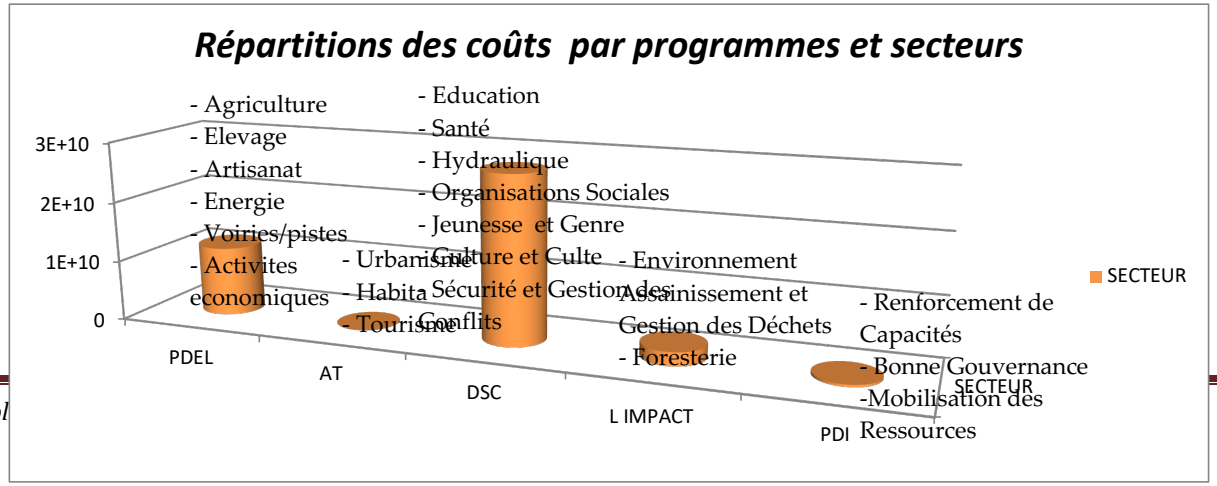
Tableau N°34 : Répartitions des coûts par programmes et secteurs :

	Secteur	Interne	Externe	Total
Programme de Développement Economique local	Agriculture	**262 500 000**	**3 913 500 000**	**4 176 000 000**
	Elevage	**122 500 000**	**2 580 000 000**	**2 702 500 000**
	Artisanat	**50 000 000**	**150 000 000**	**200 000 000**
	Energie	**PM**	**PM**	**PM**
	Voiries/Pistes et Communication	-	-	PM
	Activités économiques	**20 000 000**	**1 180 000 000**	**1 200 000 000**
TOTAL		**455 200 000**	**7 823 500 000**	**8 278 700 000**
Aménagement du Territoire	Urbanisme et Habitat	-	-	PM
	Tourisme	**1 150 000**	**PM**	**1 150 000**
TOTAL		**1 150 000**	**PM**	**1 150 000**
Développement Socio Communal	Education	**1 980 000 000**	**5 95 100 000**	**7 931 000 000**
	Hydraulique	**1 250 000 000**	**1 500 000 000**	**2 750 000 000**
	Santé	**435 000 000**	**1 515 000 000**	**1 950 000 000**
	Organisations sociales	**PM**	**PM**	**PM**
	Genre et Jeunesse	**PM**	**PM**	**PM**
	Culture et cultes	**PM**	**PM**	**PM**
	Sécurité et Gestion des conflits	**PM**	**PM**	**PM**
TOTAL		**2 866 750 000**	**24 850 750 000**	**27 717 500 000**
Limitation des impacts	Environnement et Assainissement-Gestion des déchets	118 500 000	150 000 000	268 500 000
	Foresterie	**6 700 000**	**53 300 000**	**60 000 000**
TOTAL		**357 700 000**	**3 184 800 000**	**3 542 500 000**

Programme de Développement Institutionnel	Renforcement des capacités, Bonne gouvernance et Mobilisation des ressources.	**200 000 000**	**PM**	**200 000 000**
TOTAL		**200 000 000**	**PM**	**200 000 000**
TOTAL PDL		**3 980 800 000**	**35 759 050 000**	**39 739 850 000**

Source : Commune.

Graphique N°8 : Répartitions des coûts par programmes et secteurs



ACTIVITES IDENTIFEES ET PLANIFIEES PAR PROGRAMME

Tableau N°35 : Activités identifiées et planifiées par programme

N°	PROGRAMMES	SECTEURS	ACTIONS
1	**Programme de Développement Economique local**	Agriculture	07
		Elevage	09
		Artisanat	04
		Energie	04
		Pistes et Communication	06
		Activités économiques	04
SOUS TOTAL 1			34
2	**Programme Aménagement du Territoire**	lotissement et Habitat	04
		Tourisme	02
SOUS TOTAL 2			06
3	**Programme Développement Socio Communal**	Education	14
		Hydraulique	06
		Santé	07
		Organisations sociales	06
		Genre et Jeunesse	06
		Culture et cultes	03
		Sécurité et Gestion des conflits	06
SOUS TOTAL 3			48
4	**Programme Limitation des impacts**	Environnement et Assainissement-Gestion des déchets	29
		Foresterie	07
SOUS TOTAL 4			36
5	**Programme Développement Institutionnel**	Renforcement des capacités, Bonne gouvernance et Mobilisation des ressources.	06
SOUS TOTAL 5			06
TOTAUX			124

Source : Commune.

SCHEMA DE FINANCEMENT DU PDL

Démarche de projection des ressources

L'analyse permet de disposer d'informations sur la situation financière de la commune en matière de mobilisation des ressources et de la qualité des dépenses. L'évolution des grandes masses de ressources mobilisées durant les 5 dernières années ainsi que celle des dépenses

pour déterminer la capacité d'investissement sont déterminées. Est-ce que la commune peut améliorer ses performances ? Les solutions pour améliorer la mobilisation sont envisagées pour chaque ressource.

Projection de la mobilisation des ressources financières de la commune

Sur la base des données d'enquêtes, de la moyenne sur les 5 ans, de l'évolution et des dispositions à mettre en place, une projection de rendement potentiel. Le taux d'évolution du potentiel et du rendement potentiel permet de projeter les ressources pour les 5 années de la mise en œuvre du PDL.

Tableau N°36 : Projection des ressources

Sources de recettes	Potentiel (prévision)	Rendement actuel (réalisation)	Rendement potentiel (taux de réalisation)	Projection des ressources				
				2022	2023	2024	2025	2026
Contribution foncière uniques	4 000 000	1 000 000	25%	4 000 000	4 100 000	4 200 000	4 300 000	4 400 000
Taxe Professionnelle Unique	9 000 000	500 000	6%	9 000 000	9 200 000	9 400 000	9 600 000	9 800 000
Taxes sur les armes de feu	600 000	0	07%	600 000	650 000	700 000	750 000	800 000
Taxes sur les biens de main mortes	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxes d'Etat civil	600 000	440 000	74%	600 000	700 000	800 000	900 000	1 000 000
Taxes d'abattage	400 000	0	0%	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Taxes d'hygiène et de salubrité	300 000	0	0%	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Taxes sur spectacles et de réjouissances	1 000 000	0	0%	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Droit de location des kiosques	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxes d'équipement	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits des amendes	1 000 000	0	00%	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Droits des places de marché	500 000	100 000	20%	500 000	600 000	700 000	800 000	900 000
Droits de stationnement du bétail	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits de stationnement des véhicules	1 500 000	500 000	24%	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Redevance des mines et carrières	400 000	0	00%	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
Droits et produits de fourrières	-	-	-	-	-	-	-	-
Redevances forestières	1 000 000	100 000	10%	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Redevances topographiques	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits de cession des biens meubles et immeubles	-	-	-	-	-	-	-	-
Retenue pour logement	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Commune.

L'analyse de ce tableau nous montre que la majeure partie des prévisions sont minimisées et ne sont pas recouvrées à 100%. Concernant les projections, elles s'étalent sur une période de 5 ans avec un pourcentage moyenne de 61,23%.

Cela nous amène à demander à la Commune d'améliorer les prévisions et d'élever le pourcentage de recouvrement de 61,23% à 90% pour faire face aux différentes actions planifiées par la collectivité.

Tableau N°37 : Projection des recettes par composantes

	Sources de recettes	Potentiel (prévision)	Rendement actuel (réalisations)	Rendement potentiel (Taux de réalisations)	Projection des ressources				
					2022	2023	2024	2025	2026

	Sources de recettes	Potentiel (prévision)	Rendement actuel (réalisations)	Rendement potentiel (Taux de réalisations)	Projection des ressources				
					2022	2023	2024	2025	2026
	RECETTES								
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT								
1	Recettes fiscales	37 700 000	5 740 000	16%	37 700 000	25 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000
2	Recettes non fiscales	12 800 000	4 970 000	39%	12 800 000	13 000 000	13 500 000	14 000 000	14 500 000
3	Droits et Redevances du domaine	7 800 000	700 000	9%	7 800 000	7 800 000	7 800 000	7 800 000	7 800 000
4	Produits d'Exploitation du patrimoine	-	-	%	-	-	-	-	-
5	Dotations, Subventions et Ristournes accordées par l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Revenu du portefeuille	-	-	-	-	-	-	-	-
7	Produits exceptionnels antérieurs et divers	60 297	60 297	100%	60 297	500 000	600 000	700 000	1 000 000
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**58 360 297**	**11 410 297**	**41**	**58 360 297**	**46 300 000**	**41 900 000**	**32 500 000**	**33 300 000**
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
8	Dotations Reçues	-	-	-	-	-	-	-	-
9	Prélèvement	158 016 179	6 883 108	5%	158 016 179	58 000 000	55 000 000	50 000 000	40 000 000
10	Subventions Reçues								
11	Dons et Legs	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Fonds de concours et d'aides	1 000 000 000	363 988 864	37	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000
13	Emprunts (produit des emprunts)	-	-	-	-	-	-	-	-
14	Valeurs en portefeuille et de patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-
15	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-

	Sources de recettes	Potentiel (prévision)	Rendement actuel (réalisations)	Rendement potentiel (Taux de réalisations)	Projection des ressources				
					2022	2023	2024	2025	2026
16	Revenus du secteur minier	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Recettes diverses		-	-	-	-	-	-	-
18	Résultats	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		1 194 556 179	370 871 972	31%	1 194 556 179	1 194 556 179	1 194 556 179	1 194 556 179	1 194 556 179
TOTAL GENERAL DES RECETTES REELLES		1 299 900 292	375 460 711	29%	1 299 900 292	1 299 900 292	1 299 900 292	1 299 900 292	1 299 900 292

Source : Commune.

Tableau N°38 : Synthèse des ressources

Natures des ressources	Potentiel (Prévision)	Rendement Actuel (Réalisation)	Rendement Taux de réalisation	Projection des ressources				
				2022	2023	2024	2025	2026
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT								
Dotations								
Dotations d'équipements reçues	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions								
Subventions d'équipements de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres subventions d'équipements reçues	-	-	-	-	-	-	-	-
Dons et legs								
Produits des dons et legs avec Affectation particulière	-	-	-	-	-	-	-	-
Produits des dons et legs sans Affectation particulière	-	-	-	-	-	-	-	-
Contributions volontaires	-	-	-	-	-	-	-	-
transferts de propriété	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts								
Produits des emprunts	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles								
Vente de terrains	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de réserves foncières	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de bâtiments	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de matériels, mobiliers et outillages	-	-	-	-	-	-	-	-
Bail des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu du secteur minier								

Redevances superficiaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Quotte part sur taxe minière affectée au développement local	-	-	-	-	-	-	-	-
Contribution minière au développement communautaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultats								
Excédent d'investissement reporté	35 450 901	35 450 901	100%	-	-	-	-	-
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	35 450 901	35 450 901	100%	-	-	-	-	-
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	35 450 901	35 450 901	100%	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL DES RECETTES REELLES	35 450 901	35 450 901	100%	-	-	-	-	-

Source : Commune.

Analyse : Cet tableau ne nous permet pas de faire une analyse suffisante à partir de moment où toutes ses lignes ne sont pas pris en vigueur sur le terrain de notre collectivité,

Tableau N°39 : Synthèse du coût des programmes

	Programmes de développement	Coûts prévisionnels	Ratios %	Evaluations annuelles				
				2022	2023	2024	2025	2026
1	Programme de développement économique	**8 278 700 000**		1 655 740 000	1 655 740 000	1 655 740 000	1 655 740 000	1 655 740 000
2	Programme d'aménagement territorial	PM		PM	PM	PM	PM	PM

	Programmes de développement	Coûts prévisionnels	Ratios %	Evaluations annuelles				
				2022	2023	2024	2025	2026
3	Programme de développement socio-communal	**27 717 500 000**		5 543 500 000	5 543 500 000	5 543 500 000	5 543 500 000	5 543 500 000
4	Programme de développement institutionnel	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
5	Programme de limitation des impacts	**3 542 500 000**		708 500 000	708 500 000	708 500 000	708 500 000	708 500 000
TOTAL DES DEPENSES		**39 538 700 000**		**2 364 240 000**	**2 364 240 000**	**2 364 240 000**	**2 364 240 000**	**2 364 240 000**

Graphique N°09 : Synthèse des Coûts par Programme

Tableau N°40 : Projection des écarts de ressources mobilisables et des prévisions de dépenses d'investissement

N°	Grandes rubriques de dépenses	Dépenses prévisionnelles moyennes	Dépenses réelles moyennes	Taux (%)	Dépenses moyennes projetées	Projection des dépenses				
						2022	2023	2024	2025	2026
	DEPENSES									
1	TOTALES DEPENSES RELLES DE FONCTIONNEMENT	263 360 297	4 588 738	5	263 360 297	263 360 297	263 360 297	263 360 297	263 360 297	263 360 297

N°	Grandes rubriques de dépenses	Dépenses prévisionnelle	Dépenses réelles	Taux (%)	Dépenses moyennes	Projection des dépenses				
2	TOTALES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 194 556 179	327 342 464	28	833 911 236	1 194 556 179	800 000 000	750 000 000	725 000 000	700 000 000
3	TOTAL GENERAL DES DEPENSES REELLES	1 299 900 298	340 009 810	27	1 055 602 852	358 904 970	366 083 069	373 404 729	380 872 822	388 490 277
4	ECART=TOTAL RECETTE D'INVESTISSEMENT –TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 194 556 179	43 529 508	4%	1 090 000 000	800 000 000	900 000 000	1 200 000 000	1 250 000 000	1 300 000 000

Source : Commune.

Le niveau de réalisation des recettes d'investissement est faible par rapport à la prévision escompté.

II. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

Pour la mise en œuvre correcte et efficace du Plan de Développement Local (PDL), au profit des communautés de l'ensemble du territoire de la commune, un dispositif sera mis en place, dispositif axé essentiellement sur six (6) étapes :

- La mise en place d'un dispositif organisationnel ;
- La programmation annuelle et budgétisation;
- La mobilisation des ressources ;
- La mise en œuvre du Programme Annuel d'Investissement ;
- Le suivi-évaluation, et
- La reprogrammation.

La mise en place d'un dispositif organisationnel :

Le dispositif organisationnel est constitué par l'ensemble des structures à mettre en place pour :

- Faciliter la mobilisation des ressources internes et externes nécessaires à la mise en œuvre du plan ;
- Faciliter le respect des procédures de passation des marchés en vigueur;
- Assurer la transparence de la gestion, promouvoir la participation des populations et faciliter la reddition des comptes ; et
- Favoriser le suivi des chantiers, l'entretien et la maintenance futurs infrastructures et équipements.

Pour assurer ces missions, le dispositif organisationnel de mise en œuvre comprendra les structures et les stratégies suivantes :

A. Comme structures :

Le Comité du Fonds d'Investissement Local (FIL) :

Il est un organe d'exécution mis en place par le Conseil communal dans le cadre de la mise en œuvre des actions de développement de la commune sur l'ensemble du territoire de la collectivité. Il a un rôle prospectif ainsi qu'une vision à long terme du développement de la collectivité. Il est composé de :

- Maire ;
- Secrétaire Général ;
- Receveur Communal ;
- Représentant des sages ;
- Représentant de la société civile (homme ou femme) ;
- Représentante des Femmes.
- Représentant des Jeunes.

Le comité FIL a principalement pour mission de :

- Faciliter la mobilisation des ressources locales ;
- Participer à la conception et au montage des projets ;
- Collaborer étroitement avec les autres comités dans le cadre de la mise en œuvre des projets (notamment le comité de suivi et de gestion et le comité de transparence) ; et

- Communiquer l'information à toutes les parties prenantes au développement de la collectivité.

Le Comité de Suivi et de Gestion (CSG) :

Le CSG est une structure permanente responsable d'une part, de la réalisation des microprojets/infrastructures et d'autre part, de sa gestion.

Ce comité assure un rôle organisationnel et technique. Ses responsabilités sont pour toute la durée de vie des microprojets/infrastructures.

Le comité de Suivi et de Gestion a principalement pour mission de :

a. Au cours de la réalisation des microprojets :

- Assurer une communication sensibilisante pour faire intéresser les bénéficiaires au projet ;
- Sensibiliser les bénéficiaires sur l'intérêt collectif des microprojets ;
- Contrôler la gestion des stocks de matériaux présents sur le chantier ;
- Faire le suivi et le contrôle du personnel présent sur le chantier ;
- Faire le suivi et le contrôle rapproché des travaux sur une base quotidienne.

b. Après la réalisation des infrastructures :

- Sensibiliser les populations sur l'utilisation des infrastructures ;
- Sensibiliser les populations sur la « culture » de l'entretien ;
- Confirmer les coûts récurrents de fonctionnement des infrastructures dont l'entretien et les ressources correspondantes mobilisables estimés avant la réalisation des infrastructures ;
- Mobiliser les ressources nécessaires pour le fonctionnement et l'entretien et les gérer correctement pour un service de qualité ;
- Organiser les équipes de travail et assurer le suivi des différentes opérations qu'implique le fonctionnement des infrastructures dans l'entretien ou la réparation.

La Commission de Passation des Marchés (CPM) :

La CPM est une commission ad hoc, c'est-à-dire temporaire, qui est mis en place par le Conseil communal pour réaliser les opérations de passation des marchés au niveau de la Communal. Elle est composée comme suit :

Membres statutaires :

- Un élu local (membre du conseil communal) à désignation tournante, qui est Président ;
- Un (1) représentant pour chaque district bénéficiaire d'un microprojet ;
- Deux (2) représentants de la société civile dont une (1) femme et un (1) jeune ;
- Un (1) représentant des services techniques concernés par les microprojets à réaliser ;

- Le Président des quartiers/districts lorsqu'un microprojet est réalisé dans l'intérêt de toute la Collectivité ;
- Le Secrétaire Général de la Commune, qui est rapporteur ;
- Le Receveur communal.

Membres non statutaires (appui technique) :

- L'Agent de Développement Local (ADL) ;
- L'ingénieur–conseil ; et
- Toute autre personne dont l'expertise est requise.

La Commission de Passation de Marchés a pour mission de :

- Préparer et Vendre les Dossiers d'Appels d'Offres (DAO) ;
- Recevoir les soumissions des entreprises intéressées par les marchés ;
- Organiser les séances d'ouvertures des plis ;
- Analyser et évaluer les offres conformément au DAO (voir le guide de passation des marchés au niveau local) ;
- Soumettre des recommandations d'attribution des marchés au Conseil communal ; et
- Rédiger les procès verbaux d'attribution de marchés (provisoire et définitive).

Le Comité de Transparence (CT) :

Il est l'organe de suivi et de contrôle à posteriori de la régularité des opérations effectuées par les différents Comités, mis en place au niveau de la Commune. Il est composé de :

- SPD ;
- Un représentant par district bénéficiaire de microprojet ;
- L'ADL ; et
- Les représentants des services techniques concernés par les microprojets.

Le Comité Communal de Contrôle et de Réception (CCCR) :

Il est le Comité chargé du contrôle de l'exécution des marchés et de la réception des prestations. Il est composé de :

- Secrétaire Général de la Commune ou son représentant;
- Un représentant du service déconcentré compétent;
- Un représentant des districts bénéficiaires direct des marchés ou un représentant des districts si le marché concerne l'ensemble des districts ;
- Le Chef du service déconcentré de contrôle et de procédures de passation des marchés ou son représentant;
- L'Ingénieur conseil, maître d'œuvre.

Le rôle du CCCR est de faire respecter les prescriptions techniques contenues dans le contrat et relatives à la qualité des matériaux et à la mise en œuvre des ouvrages.

Le Comité Communal de Conciliation et d'Arbitrage (CCCA) :

Il est chargé du règlement des différends ou litiges nés de la passation ou de l'exécution des marchés de la Commune. Il est composé de :

- Lorsqu'il s'agit de régler un différend relatif à l'attribution d'un marché, opposant le CPM et le Conseil Communal sur l'ouverture des plis et le jugement des offres :

- Le SPD ou son délégué, Président du comité ;
- Le Chef du service déconcentré de contrôle et de procédures de passation des marchés ou son représentant;
- Un représentant du SPD, membre;
- Un représentant du district bénéficiaire direct du marché ou un représentant des quartiers/districts, si le marché concerne l'ensemble des quartiers/districts.

- Lorsqu'il s'agit de régler un litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution des marchés opposant un soumissionnaire ou un titulaire d'un marché à l'autorité contractante :
  - Le comité est alors composé de manière paritaire des personnes citées plus haut et d'un représentant de l'organisation professionnelle locales concernée à titre de membres.

B. Comme stratégies :

- Assurer la gestion stratégique du plan : i) prendre en charge au niveau du conseil communal les objectifs stratégiques et les enjeux du plan, les objectifs opérationnels du plan, ii) identifier les responsables pour le suivi des objectifs (résultats), la mise en œuvre; iii) organiser toute autre contribution nécessaire à l'atteinte des objectifs ;
- Assurer la gestion opérationnelle du plan : elle consiste pour le conseil communal et les structures au niveau des districts et secteurs, à veiller au suivi régulier ;
- Assurer la concertation avec l'ensemble des partenaires : partenaires intéressés par le PDL (communes voisines, les structures au niveau régional, les districts, secteurs, les structures de l'Etat, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers, les organisations de la Société civile, les organisations des producteurs etc.) Il sera donc question de mettre en place un espace de dialogue, qui permet de mobiliser et d'entraîner tous les acteurs pertinents dans la mise en œuvre du PDL.

Par ailleurs le Maire mettra en place une commission pour la gestion stratégique du plan, et un cadre de concertation annuel (forum économique et social de la commune) regroupant les conseillers, les représentants de la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans la commune, les ressortissants, les opérateurs économiques et autres personnes ressources de la commune.

la programmation annuelle et budgétisation

La programmation annuelle doit se réaliser avec les acteurs ou leurs représentants dans le chef lieu de la commune, les quartiers/districts, les secteurs. Elle concerne :

- Les acteurs ;
- Moyens financiers ;
- L'utilisation des ressources, des moyens humains et des compétences ;
- Les moyens matériels disponibles.

L'objectif visé est d'extraire du PDL, un Programme Annuel d'Investissement (PAI) exécutoire et de le budgétiser. Dans cet exercice, il faut associer l'Etat et les autres acteurs intervenant dans la commune afin d'avoir une vision d'ensemble de la dynamique du développement local et d'assurer au mieux l'animation territoriale.

Pour cela, le conseil communal devra élaborer chaque année un programme d'exécution du plan, constitué de projets mûrs et organiser sa mise en œuvre.

Le PAI doit concerner non seulement les projets ou actions, mais aussi la mobilisation des ressources. La session budgétaire doit planifier les ressources (le niveau des impôts et taxes à collecter, l'appel de fonds au niveau des partenaires), mais aussi les dépenses d'investissement en relation avec le plan, les financements acquis et à rechercher.

la mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources consiste à :

- Informer les citoyens et les acteurs sur les mécanismes de financement des activités du plan ;
- Susciter l'amélioration du civisme fiscal local et le recouvrement des taxes ;
- Nouer des partenariats avec tous les acteurs ;
- Etablir des rapports de collaboration ;
- Evaluer le potentiel des sources de recettes et mettre en place un mécanisme efficace de collecte ;
- Négocier avec les partenaires locaux, nationaux et internationaux pour les faire participer au financement du plan.

La mise en œuvre du programme annuel

L'exercice du programme annuel doit donner lieu à la concertation entre les partenaires, concertation au cours de laquelle seront évalués les changements et les propositions de réajustement à faire. A côté de son propre programme, la commune doit disposer, tant que faire se peut, des programmes des autres acteurs afin de les suivre.

Le suivi-évaluation

Le suivi est un processus continu pendant la mise en œuvre des projets du plan, alors que l'évaluation est menée ponctuellement. Le suivi doit permettre aux parties prenantes des

projets à tous les niveaux (districts, secteurs, commune, Inter-communauté, région, Etat autres acteurs) de s'assurer de la bonne marche des activités et de rectifier, le cas échéant, certaines situations susceptibles de compromettre l'obtention des résultats escomptés et l'achèvement des objectifs visés. Le suivi est permanent et porte sur les activités, les résultats et la gestion des ressources.

L'évaluation est plus large que le suivi, car elle met à l'épreuve les hypothèses initiales qui sous-tendent la conception du projet ou du plan et pose la question à savoir « les résultats et les objectifs ont-ils été atteints et étaient-ils pertinents?»

Des outils adaptés de suivi et d'évaluation des actions seront élaborés et mis à la disposition de la structure chargée du suivi.

Afin de suivre et d'évaluer la mise en œuvre effective du PDL, un système de suivi-évaluation sera mis en place et portera essentiellement sur la collecte continue des données, leur analyse, leur priorisation et leur diffusion afin que des décisions soient prises à temps. Le système est basé sur une démarche participative permettant à chaque acteur de collecter, analyser, utiliser et communiquer des informations qui sont dans les plannings.
Ainsi, le processus consistera à mettre en place des comités et commissions de gestion, de les former, les équiper tout en établissant des fiches de collecte et d'analyse des informations de base.

Des comités de suivi d'exécution et d'entretien des infrastructures seront formés, une commission de passation de marchés, de transparence, de conciliation et d'arbitrage, une

commission de réception des infrastructures sont également visées pour donner à la communauté une politique à mettre en place afin d'éviter tout abus du pouvoir et une évasion fiscale.

Ces comités auront chacun des rôles et responsabilités à jouer ainsi que des comptes à rendre conformément à leur mandat.

Les principaux acteurs seront le Secrétaire Général, les différents comités mis en place, l'Agent de Développement Local (ADL), les responsables et d'autres acteurs en cas de nécessité qui contribueront à la collecte et à la remonté des informations relatives au déroulement des différentes activités au sein de la commune. Cette collecte d'informations se fera par des cahiers de prise de notes ou registres et des fiches de collette d'information.

6) La Ré-programmation

Elle est une étape particulière qui consiste à partir du programme antérieur, à élaborer le programme de l'année. Elle comporte des activités qui sont différentes de celles de l'étape de programmation et qui sont souvent ignorées. On y tient compte des recommandations des rapports de suivi et d'évaluation du bilan annuel du programme d'investissement. L'opération de reprogrammations fait donc monter dans le programme annuel des projets mûrs des quartiers et secteurs c'est à dire ayant franchis l'étape de conception et de mobilisation des ressources.

Les principales activités de cette étape sont :

- ✓ Actualiser le programme d'investissements annuel avec tous les acteurs concernés (districts, secteurs, Etat, etc.…) ;
- ✓ Prendre en compte les recommandations du suivi et de l'évaluation ;
- ✓ Faire une programmation budgétaire ;
- ✓ Transmettre le programme et le budget annuel au représentant de l'Etat.

IX. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Le processus de mise en œuvre du Diagnostic Socio-Economique Local (DSEL) de la Commune Rurale de Tolo pour l'élaboration du Plan du Développement Local (PDL) 2022-2026 a connu l'implication active et effective de l'ensemble des Parties Prenantes du développement socio-économique local de la collectivité, et a également permis aux populations de mettre en évidence les disparités et inégalités entre les différents districts, secteurs et villages.

En outre, l'analyse de la situation a mis en exergue leurs contraintes, les potentialités et les atouts de développement par domaine de compétence.

Par ailleurs, les différentes rencontres de concertation (foras dans les districts et le forum communal au niveau de la commune), plus les ateliers de réflexion et de prise de décision ont non seulement donné l'occasion à toutes les composantes sociales de participer réellement à l'exercice, mais aussi de s'exprimer librement et démocratiquement sur toutes les questions de développement de leurs communautés.

Cependant, beaucoup de défis restent encore à relever dans les différents secteurs de développement notamment la mobilisation des ressources ou, l'évasion fiscale qui reste et demeure l'une des préoccupations majeures de la commune.

La mise en œuvre du PDL dont il est question dépend de la réalisation des ressources internes et externes de la commune, d'où une stratégie de mobilisation avec l'implication de toutes les parties pour l'atteinte des objectifs planifiées pour les cinq (05) prochaines années.

L'élaboration du PDL a été un processus dynamique de formation des Agents de Planification Locale (APL), des services techniques déconcentrés (préfecture et commune), des populations et personnes ressources, et aussi de sensibilisation et d'identification de besoins transformés en actions/microprojets qui a débouché sur une planification participative des priorités retenues.

Après une mise en œuvre du PDL, l'ensemble des actions inscrites dans le plan devront favoriser l'amélioration de la fourniture des services publics aux populations et poser les jalons d'un développement harmonieux et inclusif au profit des communautés à la base.

Comme perspectives, d'ici 2026, la Commune Rurale de Tolo souhaiterait :

Poser les bases d'un développement socio-économique local inclusif et durable à l'échelle communal, au profit des communautés à la base à travers :

- Consolidation et pérennisation des acquis déjà obtenus au niveau du développement de la collectivité ;
- Amélioration de l'accès aux services sociaux de base de qualité (éducation, santé, eau potable, etc.) ;
- Amélioration du cadre de vie de la population ;
- Amélioration de la mobilité à l'échelle communale à travers le désenclavement ;

- Renforcement de compétences des structures communales ainsi que les liens sociaux ;
- Promotion de l'insertion des couches marginalisées ;
- Promotion de la protection des personnes et leurs biens à l'échelle communale.

Pour atteindre cet objectif, la commune compte renforcée sa capacité d'identification et de mobilisation des ressources internes, d'une part et mobiliser des ressources externes au niveau de l'Etat, des ressortissants et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), d'autre part.

Puisse ce document bénéficie de vos critiques et suggestions constructives afin de contribuer à sa mise en œuvre pour le développement harmonieux de la commune

I. ANNEXES

A. GENERALITES

PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

COMMUNE RURALE DE : TOLO
Superficie : 151 km2
Nombre de district: 5

A. 1. POPULATION / DEMOGRAPHIE

Tableau N°41 : Données sur la population

Population			Densité	Revenu/ Ménage	Taux d'acc roissement	Taux de mortalité	Taux de natalité	Populaion active	Espérance de vie	Population par âge				
Hom	Fem.	Tot.								0 à 3 ans	4 à 12 ans	13 à 18 ans	18 à 60 ans	Plus de 60 ans
3950	4798	8756	58hbts/ Km2	29 115	3%	0,03	8,87	ND	55 à 60 ans	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Commune.

A.1.1. Mouvements migratoires :

La Commune Rurale est traversée par une route nationale Mamou – Labé, elle est confrontée à un véritable problème d'exode rural. On observe une importante migration des jeunes vers les autres pays ce qui a des impacts négatifs sur le développement de la Commune Rurale de Tolo,
La population de la Commune Rurale de Tolo est de nos jours estimée à 8756 habitants dont 4798Femmes et hommes 3958 (RGPH3).

A.1.2. Religions, ethnies et langues dominantes :

La religion pratiquée par la population est la religion musulmane.

Concernant les ethnies, la Commune Rurale de Tolo est une commune cosmopolite où cohabitent des ethnies depuis des siècles, dont les plus importantes sont : Malinkés, Peulhs et Forestiers.

Du point de vue langue, la principale est le Poular.

B. SERVICES SOCIAUX DE BASE

B.1. EDUCATION

Tableau N°42 : Caractéristiques éducation

	Cycle	Nbre	Etat B=bon P=passable M=mauvais			Point d'eau Nombre	Nombre d'élève		Nombre d'enseignants					Observations
			Clôture	latrines			garçons	Filles	Public		Privé		Total	
				Nbre	Etat				H	F	H	F		
Ecole publique	Primaire	15	2	15	12M	03	913	757	20	3	-	-	23	EP de Tiganna est dirigée par un contractuel
	Collège	1	01	01	1P	01	-	-	3	00	-	-	03	Trois enseignants pour tout le collège ;

Source : DSEE de la Commune.

Tableau N°43 : Accès à l'éducation

	Frais de scolarité par élève/an	Fonctionnement / qualité de l'enseignement	Contraintes pour les garçons et les filles
Ecole publique	100 000 (frais contractuel)	passable	-Distance à parcourir ; -des frais de payement des contractuels communautaires ;
Ecole privée	-	Manque de titulaire	-

Source : DSEE de la Commune.

Tableau N°44 : Les Indicateurs dans le domaine de l'éducation voir DSEE

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles		Sources	Explications des écarts
		Nombre	%		
Taux de scolarisation	100	1760	-	DSEE	Faible revenus des parents par endroit (périphérie) ; Manque de cantine scolaire.
Taux de scolarisation des filles	100	-	-	DSEE	Réticence de certains parents à envoyer leur fille à l'école.
Taux de fréquentation	100	-	-	DSEE	
Taux de fréquentation des filles	100	-	-	DSEE	Fermeture des classe par fait de grève et COVID 19
Taux de déperdition	00	173	10, 35	DSEE	Faible revenu des parents, Absence de cantine
Taux de déperdition des filles	00	80	10,56	DSEE	Faible revenu des parents, Absence de cantine
Ratio école/secteur	1/Secteur	2/Secteur	-	DSEE	Mauvaise répartition
Ratio élève/maître	55-60 élèves	31 élèves	-	DSEE	Mauvaise répartition (gestion du personnel enseignant.
Ratio élève/Table-banc	2 élèves/ Table	4 élèves/ Table	-	DSEE	Manque de dotation des écoles en Tables bancs.
Ratio élève/classe	55 élèves/ classe	12 élèves/ classe	-	DSEE	Insuffisance par endroit ;

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles		Sources	Explications des écarts
Ratio table-banc/classe	24/ classe	21/ classe	-	DSEE	Manque de table bancs.
Ratio centre alpha fonctionnel/secteur	-	0	0	-	
Taux d'alphabétisation	-	-	-	-	
Ratio livres/élève	5 l/élève	1 l/élève	-	DSEE	Insuffisance de manuels scolaires,

Source : DSEE de la Commune.

GRILLE D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE

DENOMINATION DU SERVICE (IDENTIFICATION) : **DSEE de Tolo**

Principales attributions du service :

Planifier, évaluer, suivre et coordonner toutes les activités dans le domaine de l'éducation au niveau de la collectivité.

Personnel :
Nombre total d'agents :
Nom et prénoms du responsable : Fode Sandouno

Niveau d'équipement :

Mobilier de bureau : Nombre de bureaux/tables de travail : 01 , Nombre de fauteuils : 00 , Nombre de chaises du personnel : 02, Nombre de chaises /usagers : 02, Nombre d'armoires de rangement : 00.

Matériels de bureau : Nombre postes informatiques : 00, Nombre motos : 01 (en mauvais état), Nombre véhicules : 00.

Fonctionnement du service

Nature des recettes recouvrées : NON

Relation avec les citoyens et activités de prestation de service à leur profit : Satisfaisant.

Autres activités importantes et lisibles réalisées par le service au regard de ses attributions : Gestion des affaires courantes liées au système éducatif.

Existence de dossiers dans le domaine d'attribution (dossiers de travail disponibles) : Courrier arrivé, Courrier départ, Cahier de transmission, Registre d'appel, Cahier de contrôle des Directeur d'école et des enseignants, Registre centralisateur des notes, PV de réunion, Cahier de discipline, Cahier de réception des matériels, Cahier de distribution des matériels, Registre du mouvement du personnel, Cahier des état d'avancement des cours, Cahier de préparation, Registre d'encadrement rapproché, Cahier d'observation de classe, Cahier de suivi-évaluation, Cahier d'identification des besoins de formation, Cahier de partenariat.

Locaux de travail :

Nombre de locaux de travail : 02/ Etat physique : /2/
Dégradé : /01/ Moyen : /02/ Bon : /01/

Besoins du service en moyens de fonctionnement

Désignation	Nombre	Montant
Matériels de bureau		
Matériels informatiques	01	-
Motos	01	-
Armoires de rangements	02	-
Chaises	10	-
Fournitures de bureau		
Registre (Grand modèle)	02	-
Registre (Petit modèle)	02	-
Encre	01 Type	-
Papiers rames	01Paquets	-
Bic	1paquet	-
Agrafeuse	01	-
classeurs	04	-

Autres besoins (précisez) :

Renforcement de capacités de l'encadrement et le personnel enseignant.

Fiche synthèse – Education (diagnostic district)

Secteur	ɒuts	Problèmes	Piste de solutions	Bénéficiaires
Education	- Existence d'infrastructures scolaires (élémentaire/primaire, collège ; - Existence de sites (devant abriter des nouvelles infrastructures) + agrégats et la main d'œuvre ; - Existence des services techniques (DSEE, DPE et IRE) et le personnel d'encadrement et d'enseignements au niveau des établissements scolaire; - Existence des enfants scolarisables ; - Existence des Association de Parents d'Élève et Amis de l'école (APEAE).	- Manque d'infrastructures scolaires dans certains districts et Mauvais état de certaines infrastructures scolaires ; - Insuffisance d'enseignements au niveau primaire (surtout dans les districts) ; - Manque de formation continue des enseignants - Mauvais état et Insuffisance des équipements (au niveau de certaines établissements scolaires) ; - Manque de logement pour les enseignants ; -Faible implication des	Construire des nouvelles infrastructures scolaires et Rénover/Equiper les infrastructures scolaires existants qui sont en mauvais état ; -Recruter le personnel enseignant, Mettre une stratégie de contrôle des enseignants et Promouvoir l'administration locale ; - Faire le Renforcement de capacité (capacité pédagogique) des enseignants une activité continue ; - Mobiliser les ressources locales et externes ; -Construire des logements pour les enseignants ; - Redynamiser les APEAE; - Construire des centres d'encadrement et Sensibiliser les parents pour l'éducation des enfants ; - Créer des Activités	Les apprenants, le personnel enseignant et encadrement des cinq (05) districts de la commune.

		APEAE dans la gestion de l'école ; - Difficulté d'encadrement du jeune enfant au niveau du préscolaire ; - Faible taux de scolarisation. - faible implication des élus locaux dans l'éducation des enfants ;	Génératrices de Revenus pour les parents. - Implication de tous élus dans l'éducation des enfants dans tous les districts pour le bon fonctionnement des activités scolaires ;	

Source : Rapport du DSEL.

B.2. SANTE

Tableau N°45 : Caractéristiques des services socio – sanitaire de la commune voir chef du centre

Secteur	Service de santé	Nombre de consultations annuelles	Personnel disponible		Etat d'équipement	Contraintes par rapport à l'accès des hommes et des femmes.
			Fonctionnaire	Contractuelle		
Santé	Centre de santé	4320	4	4	Mauvais	Insuffisance des locaux.
	Poste de santé	ND	ND	ND	ND	

Source : chef du centre de santé de Tolo

Tableau N°46 : Associations de Santé Communautaire

Identification du Centre/Poste de santé	Districts adhérents	Mode d'élection du comité de gestion	Nombre de district représentés dans le Comité	Nombre de femmes représentées dans le Comité	Tenue régulière de réunions	Relation avec la commune
Centre de santé	5	directe	2	2	non	passable
Postes de santé	5	directe	1	5	non	passable

Source : Centre de Santé de Tolo.

Tableau N°47 : **Maladies courantes**

Maladies courantes					
Nom	**Nombre de cas**	**Nombre de décès**	**Période**	**Catégories touchées**	**Tranches d'âge concerné**
Paludisme	1305	0	Avril-Aout	Femmes enceintes	85
Grippe	47	0	Juin-Aout	Les adolescents	3
Helminthiase	108	0	Décembre-Avril	Les personnes agées	42
Dermatose	27	0	Janvier-Décembre	Les enfants de - 5ans	19

Source : chef du centre de santé de Tolo

Tableau N°48 : Médecine traditionnelle

Nombre d'association de tradithérapeutes	Nombre de tradithérapeutes	Maladies traitées	Coûts de traitement	Problèmes/ contraintes
ND	ND	ND	ND	ND

Tableau N°49 : Indicateurs dans le domaine de la santé et de la population

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts
Taux de natalité	ND	0%	Ministère du Plan	
Taux de mortalité	ND	-	EDS	
Taux de couverture vaccinale	ND	68%	EDS	
Taux de prévalence des maladies diarrhéiques	ND	4%	EDS	
Taux de prévalence du paludisme	ND	75%	EDS	
Taux de prévalence contraceptive	ND	10%	EDS	
Taux de mortalité néo-natale	ND	-	EDS	
Taux de mortalité infantile	ND	-	EDS	
Taux de mortalité infanto-juvénile	ND	-	EDS	
Taux de mortalité maternelle	ND	-	EDS	
Ratio médecin/population	ND	-	CTPS	
Ratio infirmier/population	ND	5	CTPS	
Ratio matrone/population	ND	1		
Ratio sage femme/population	ND	-	CTPS	
Ratio aide-soignants/population	ND	0		
Ratio vaccinateur/population	ND	2		
Ratio centre de santé/population	ND	0		
Ratio pharmacie et/ou dépôt/population	ND	0		
Taux de fréquentation des centres de santé (CPC)	ND	40	CTPS	
% de population ayant accès aux structures de santé à moins de 5 km	ND	62%	CTPS	
% de population ayant accès aux structures de santé à moins de 15 km	ND	50%	CTPS	
Taux de consultation prénatale	ND	82%	EDS	
Taux d'accouchements assistés	ND	55%	EDS	
Taux de consultation post natale	ND	49%	EDS	
Taux de malnutrition chronique (enfants de moins de 5 ans)	ND	2%	EDS	
Taux de prévalence du VIH /SIDA	ND	1,8%	EDS	
Taux de mortalité au VIH/SIDA	ND	10,19%	EDS	
Taux des enfants de moins d'un an complètement vacciné	ND	24%	EDS	

Taux des ménages disposant des moustiquaires imprégnés	ND	44%	EDS	

Source : Chef du centre de sante de Tolo.

Fiche synthèse- Santé (diagnostic district)

Secteur	puts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	Bénéficiaires (district, association)
Santé S	Existence d'un Centre et de 3Postes de Santé; - Existence des sites, agrégats et mains d'œuvre pour la réalisation de nouvelles infrastructures sanitaires ; - Existence de structures locales de gestion (comité de santé et d'hygiène) ; - Existence d'agents de santé communautaire -Appui de l'État et ses partenaires; -Fréquentation des structures sanitaires par la Population.	Difficulté d'accès aux soins de santé ; -Insuffisance/ Manque du personnel dans les structures sanitaires éloignées ; - Eloignement de nombreux districts du Centre et Postes de santé existants ; - Insuffisance de l'approvisionnement en médicaments des structures sanitaires existantes ; - Insuffisance de latrines et des points d'eau dans les structures sanitaires ; - Mauvais fonctionnement des Comités de gestion des Structures sanitaires ; - Propagation des Maladies Sexuellement Transmissible ; - Faible taux de	-Construire et équiper des nouvelles infrastructures sanitaires, tout en les approvisionnant en premier Lot de médicament et Rénover et équiper et approvisionner en médicaments les structures sanitaires existantes ; - Recruter et affecter du personnel médical dans les structures sanitaires ; -Construire et équiper des infrastructures sanitaires dans tous les districts de la commune ; - Mise en place d'un dispositif d'approvisionnement permanent et régulier des structures sanitaires en médicaments et lutter contre la prolifération de la vente illicite des médicaments ;	Population des cinq (05) districts de la commune.

		couverture sanitaire.	- Construire des latrines et des points d'eau dans les structures sanitaires ; - Redynamisation du fonctionnement des structures locales de gestion (comités) ; - Création d'un cadre de concertation entre les Parties Prenantes dans la lutte contre les Maladies Sexuellement Transmissible ; - Création d'un cadre de collaboration entre l'autorité communale et tous les intervenants dans l'amélioration de la couverture sanitaire.	

Source : Rapport DSEL.

C. ECONOMIE LOCALE

C.1. RESSOURCES NATURELLES

Tableau N°50 : Les types de ressources naturelles voir CCf

	Volume/ superficie	Nature des exploitants	Potentialités	Contraintes	Conflits	Observations
Forêt villageoise	15	communauté	Mélina Anacarde Espèces naturelle	ND	néant	Installé avec volonté de la communauté
Terres agricoles	ND	ND	ND	ND	ND	
Pâturages	ND	ND	ND	ND	ND	
Eaux	Fleuve Bafing et ses affluents	communauté	ND	drainage	Agriculteurs et éleveurs	
Autres à préciser	ND	ND	ND	ND	ND	

Tableau N°51 : Les formes d'utilisations de la forêt

Activités	Espèces			Volume exploité	Organisations existantes	Marchés ruraux existants	Observations
	Dominantes	exploitées	En voie de disparition				
Exploitation du bois et énergie	Bois de chauffe et d'oeuvres	Kouraté perche	Lingué pipo	ND	OP	Tolo centre et soumbalako	
Cueillette	neré	Parinana (koura)	ND	ND	ND	ND	
Chasse	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
Apiculture	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
Autres à préciser							

Tableau N°52 : Types de forêts et leurs caractéristiques

Types de forêts	Nombre	Superficie		Espèces dominantes	Observations
		totale	déboisée		
Classées	1	837ha	non	Teli,koura , lianne	BE
Mise en défense	4	27	-	Espèces naturelles	BE

Bois sacrés	ND	ND	ND	ND	
Domaines protégés	5	72	boisée	Espèces naturelles	BE
Autres à spécifier	1	55	boisée	Espèces naturelles	BE

Tableau N°53 : Indicateurs dans le domaine de la foresterie

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts
Nombre de structures de gestion de bois/secteur	5	ND	CCF	
Nombre de marchés de bois et charbon mis en place	00	00	CCF	
Nombre de bosquets	21	Bon etat	CCF	
Nombre de forêts classées	1	Bon etat	ccf	
Nombre de superficies reboisées	153ha	Bon etat	ccf	
Taux de déforestation	10 & 15%	ND		
Taux d'exploitation	ND	ND		
Ratio Association/Coopérative d'apiculteur/secteur	ND	ND		
Ratio Association/Brigade de chasseurs/secteur	ND	ND		
Brigade anti -feu	13	fonctionnel	cf	Fonctionne dans les 5 districts

Source : Service Cantonnement Forestier de la Commune.

GRILLE D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE

DENOMINATION DU SERVICE (IDENTIFICATION) : **CANTONNEMENT FORESTIER**

Principales attributions du service :

1 : Conservation de la foret ;

2. Production des plants et Reboisement

Personnel :
Nombre total d'agents : 3
Nom et prénoms du responsable : Kaba CAMARA

Niveau d'équipement :

Mobilier de bureau : Nombre de bureaux/tables de travail : 01 , Nombre de fauteuils : 00, Nombre de chaises du personnel : 01, Nombre de chaises /usagers : 02, Nombre d'armoires de rangement : 01

Matériels de bureau : Nombre postes informatiques : 00, Nombre motos : 00, Nombre véhicules : 00.

Fonctionnement du service

Nature des recettes recouvrées : Recette Fusil de chasse, Recette de petites coupes (bois de chauffe, charbon de bois, perche), délits de feux de brousse.

Relation avec les citoyens et activités de prestation de service à leur profit : Satisfait

Autres activités importantes et lisibles réalisées par le service au regard de ses attributions : Gestion des affaires courantes concernées par le cantonnement forestier.

Existence de dossiers dans le domaine d'attribution (dossiers de travail disponibles) : Code forestier et faunique, Permis de petite coupe, P V de réunion, Cahier de transmission, Courrier arrivé, Courrier départ.

Locaux de travail :

Nombre de locaux de travail : 01/ Etat physique : /...../
Dégradé : /non/ Moyen : /...../ Bon : /X/

Besoins du service en moyens de fonctionnement

Désignation	Nombre	Montant
Matériels de bureau		
Matériels informatiques : - Ordinateur - Photocopieuse - Imprimante	 01 01 01 01	 10 000 000 6 000 000 2 500 000
Motos	01	8 000 000
Armoires de rangements	-	-
Chaises	04	-
Fournitures de bureau		
Papiers rames	1 paquets	40 000

Autres besoins (précisez) :
Renforcement de capacités du personnel.

Bic	1 Paquet	25 000
Agrafeuse	01	5 000
classeurs	03	60 000
Marqueur	1 Paquets	-
Soulinaire	1 Paquets	-

Fiche – Environnement et Foresterie (diagnostic district)

Secteur	Atouts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	néficiaires (district, association)
Environnement	- Abondance des ressources naturelles ; - Présence dans la collectivité des Projets/Programmes évoluant dans la protection de l'environnement et la gestion de la biodiversité ; - Intérêt de la population par rapport aux enjeux de la protection de l'environnement.	Dégradation des écosystèmes naturels et du cadre de vie.	- Mettre en place des dispositions/stratégies de lutte contre les feux de brousse et la coupe du bois (tels que la vulgarisation des foyers améliorés) et Créer des AGR pour la population des quartiers/districts concernés par les deux problématiques ; - Mettre en place un dispositif d'Information-Education-Communication (IEC) sur la problématique de la protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie ; -Inciter les communautés à la base à la conservation des espèces de la faune et de flore et les sensibilisés sur les enjeux de la dégradation du couvert végétal ; - Réaliser des latrines publiques dans les lieux publiques de la commune ; -Formulation d'un cadre juridique d'hygiène et d'assainissement de la commune et Mise en place d'un	Les 5 districts de la commune.

			mécanisme des gestion des déchets.	

Source : Rapport DSEL.

C.2. AGRICULTURE

Tableau N°54 : Eléments de la production de l'agriculture, situation actuelle

	Superficie exploitée ha	Rendement / ha	Production				Produits chimiques utilisés	Source de ravitaillement	Observations
			Totale	Auto consommation	Vente	Part de la femme			
Riz	ND	1 a 2 t	100%	50%	40%	10%	Sélectif	Etat et privée	
Maïs	ND	2500kg	100%	30%	65%	5%	Sélectif	Etat et privée	
Arachides	ND	1200kg	100%	25%	72%	3%	Sélectif	Etat et privée	
Tomate		5 a 6t	100%	5%	93%	2%	Sélectif	privée	
piment	ND	5,5 a 3,25	100%	3%	95%	2%	fongicide	privée	
aubergine	ND	35 a 40t	100%	5%	93%	2%	foliaire	privée	
Autres (Maraichages)	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	

Tableau N°55 : Eléments de la production de l'agriculture (fruits et légumes)

Types de fruits et légumes	Superficie exploitée	Rendement/ ha	Production		Produits chimiques utilisés	Source de ravitaillement	Observations
			Totale	Part de la femme			
Bananes	ND	17000t	100%	5%	Insecticide	Etat et privée	
Mangues	ND	27t	100 %	5%	Insecticide	Etat et privée	
Coco	ND	2,5 t	100%	3%	Insecticide	Etat et privée	
Prunier	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
Anacardier	ND	1,45 a 2,75 t	100%	2%	Insecticide	Privée et état	

C.2.1. Caractéristiques agriculture

- Superficie exploitable : ND
- Taux d'exploitation : ND
- Durée de la jachère : 2 à 3 ans
- Exportation/Importation : ND

Tableau N°56 : Matériel agricole

Matériels et Equipements	Nombre	Utilisés	Animaux de traits	Nombre	Infrastructures agricoles	Nombre
Charrue	10	0	Taureaux	10	Magasins de stockage	6

Multicultures	5	5	ND	ND	ND	ND
Charrettes	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Tracteurs	2	2	ND	ND		
Herses	2	2				
Semoirs	ND	ND				
Appareils de traitement	ND	ND				
Autres	ND	ND				

- Mode d'acquisition du matériel et mode d'accès à la terre

Intrants	Sources		Observations
	Etat	Privé	
Engrais	X	X	
Semences	X	X	
Herbicides Total	X	X	
Herbicides Sélectifs	X	X	

Source : DPA.

Tableau N°57 : Indicateurs dans le domaine de l'agriculture

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts
Rendement par ha de Maïs	2t	1 a 2 t	CA	
Rendement par ha de riz	1 a 2t	1 a 2t	CA	
Rendement par ha de mil	ND	ND		
Rendement par ha d'arachide	1200t	1200t	CA	
Rendement par ha de coton	ND	ND		
Rendement par ha sorgho	ND	ND		
Nbre UPA équipées	ND	ND		
Nbre UPA moyennement équipées	ND	ND		
Nbre UPA sous équipées	ND	ND		
Ratio encadreurs/population	ND	ND		
Ratio surfaces aménagées/surfaces aménageable	ND	ND		
Ratio Association/ coopérative d'agriculteurs/secteurs	ND	ND		

Tableau N°58 : Indicateurs dans le domaine de l'agriculture (fruits et légumes)

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts
Banane	17 000t	12 000t	CA	Manque de bonne qualité et de technique culturale de la banane ;

Avocat	ND	ND		
Mangue	2,7t	7,7t	CA	Chute des fleures

Fiche synthèse – agriculture (diagnostic district)

Secteur	Atouts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	néficiaires (district, association)
Agriculture	- Existence des domaines de cultures (bas-fonds, plaines) ; Existence des cours d'eau ; - Existence de la population agricole ; - Présence des services techniques. - Existence de l'ENAE de Tolo ;	- Baisse du rendement ; - Insuffisance d'intrants agricoles/petits outillages ; - Difficultés de conservation des produits ; - Enclavement des zones de production - Non qualification des paysans en techniques modernes et la non maitrise du calendrier agricole ; - Pauvreté de la plus grande partie des acteurs du secteur.	- Aménagement des domaines agricoles (plaines et bas-fonds) et Formation des paysans ; - Appuyer l'approvisionnement des paysans en intrants (vulgarisation des semences améliorées) et petits outillages agricoles ; - Construire des Magasins de stockage des produits ; - Désenclaver les zones de production et Mettre en place des stratégies d'écoulement des produits ; - Structurer et Former les organisations paysannes et Renforcer la capacité du service du développement rural de la commune ; - Mobiliser les ressources internes et externes et Faciliter l'accès des paysans aux crédits.	Les 5districts de la commune .

Source : Rapport du DSEL.

C.3. ELEVAGE

Tableau N°59 : Caractéristiques de l'élevage

Cheptel	Effectif	Mode d'élevage
Bovins	7712	Extensif
Ovins	10195	Extensif
Caprins	12802	Extensif
Arsins	ND	
Camelins	ND	
Porcins	8	intensif
Volaille	ND	
Autres	-	

Source : Service Elevage de la commune.

Tableau N°60 : Indicateurs dans le domaine de l'élevage

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts
Taux de couverture sanitaire	95%	88%	Service elevage	-
Ratio encadreur/éleveur	5	3	Archive DP Elevage	-
Nbre de pistes de parcours	ND	ND	ND	
Nbre de points d'eau aménagés	11	00	Service elevage	
Nbre de pâturages aménagés (ha)	10	00	Service elevage	
Durée de séjour des transhumants	6mois	00	Service elevage	
Nbre de transhumants/an	ND	ND	ND	
Ratio Association/coopérative d'éleveurs/secteur	ND	ND	ND	
Nbre de boucheries	0	0		
Nbre d'abattoirs	0	0		
Nbre de marchés à bétail	1	0		
Nbre de parcs de vaccination	0	0	ND	
Taux de mortalité du bétail	5	0	ND	

Source : Service Elevage de la commune.

Fiche synthèse – élevage (diagnostic district)

Secteur	outs	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	Bénéficiaires (district, association)
Elevage	- Existence de cheptel (bovins caprins, volailles, etc.) ; - Existence des pâturages naturels ; - Existence des points d'eau ; - Existence d'un service technique.	- Divagation des animaux et Conflits entre agriculteurs et éleveurs ; - Manque d'espace aménagé ; - Insuffisance des points d'eau ; - Problèmes sanitaires au niveau des animaux.	- Aménager des pâturages permanents, collectifs et des parcs à bétail et Structurer et renforcer les capacités des comités de gestion des conflits ; - Mise à disposition par la commune des terrains et Faire de l'élevage un levier de développement communal, à travers le financement des projets communautaires dans le secteur ; - Reboiser les têtes de sources des cours et Aménager des puits pastoraux ; - Former et encadrer les groupements d'éleveurs, les auxiliaires d'élevage et faciliter l'accès aux produits vétérinaires.	Les 5 districts de la commune.

Source : Rapport DSEL.

C.5. ENVIRONNEMENT

Tableau N°61 : Actions de protection de l'environnement

Actions	Nombre	Superficie ha/ longueur	Nbre de pieds	Observations
Forets villageoises	03	ND	22 000	Passable
Bosquets	01	-		
Vergers	ND	ND	ND	
Plantation d'alignement et d'ombrage	ND	ND	ND	
Plantation champêtre	ND	ND	ND	
Cordons pierreux	ND	ND	ND	
Haies vives	ND	ND	ND	
Collecteurs aménagés	ND	ND	ND	
Fascines	ND	ND	ND	
Espace vert	ND	ND	ND	
Autres	ND	ND	ND	

Source : Service Cantonnement Forestier de la commune.

Tableau N°62 : Indicateurs dans le domaine de l'environnement

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts
Nbre de puisards réalisés	ND	ND		
Nbre de fosse septique et latrines	ND	ND		
Nbre de dépôts de transit (d'ordures)	-	02	CF	
Nbre de dépôts finaux	-	01	CF	
Nbre de dépôts industriels	ND	ND		
Taux de dégradation des ressources naturelles	ND	ND		
Nbre de concession disposant d'au moins une toilette adéquate	ND	ND		
Nbre de toilettes publiques	ND	ND		
Nbre de canivaux	ND	ND		

Source : Service Cantonnement Forestier de la commune.

C.6. HYDRAULIQUE

Tableau N°63 : Indicateurs dans le domaine de l'hydraulique

Indicateurs	Normes	Valeurs actuelles	Sources	Explication des écarts

Taux de couverture des besoins en eau potable	100%	25%		
Nombre de puits traditionnels		75		
Nombre de puits améliorés		4		
Nombre de puits à grand diamètre		00		
Nombre de puits modernes		00		
Nombre de puits citernes		00		
Nombre d'abreuvoir		00		
Nombre de forages équipés avec une pompe VERGNET		16	SNAPE	
Nombre de forages équipés avec une pompe électrique		1		
Nombre d'adduction d'eau		01		
Nombre bornes fontaines		07		
Pompes solaires		00		
Types eau de surface		00		
Citernes		00		

Source : Agence Communale de l'Eau et l'Assainissement.

C.6.1. Description de la situation de l'approvisionnement en eau potable : L'approvisionnement en eau potable dans la commune n'est pas satisfaisant. La population est encore dépendante en grande partie des eaux de surface.

GRILLE D'IDENTIFICATION ET D'ANALYSE DES SERVICES DE LA COLLECTIVITE

DENOMINATION DU SERVICE (IDENTIFICATION) : **Comite de gestion des points d'eau**

Principales attributions du service :
1 : Gérer les problématiques de l'eau potable (eau) ; et

2. Créer un cadre de vie décent pour la population de la collectivité (assainissement).

Personnel :
Nombre total d'agents : 08
Nom et prénoms du responsable : Mamadou DIALLO

Niveau d'équipement :

Mobilier de bureau : Nombre de bureaux/tables de travail : 0 ,Nombre de fauteuils : 0 , Nombre de chaises du personnel : 00, Nombre de chaises /usagers : 0, Nombre d'armoires de rangement : 00
Matériels de bureau : Nombre postes informatiques : 00, Nombre motos : 00, Nombre véhicules : 00.

Fonctionnement du service

Nature des recettes recouvrées : Revenus de points d'eau.

Relation avec les citoyens et activités de prestation de service à leur profit : Satisfait

Autres activités importantes et lisibles réalisées par le service au regard de ses attributions : Gestion courante de la problématique de l'eau et l'assainissement.

Existence de dossiers dans le domaine d'attribution (dossiers de travail disponibles) : non

Locaux de travail :

Nombre de locaux de travail : 00/ Etat physique : /...../
Dégradé : /...../ Moyen : /X/ Bon : /...../

Besoins du service en moyens de fonctionnement

Désignation	Nombre	Montant
Matériels de bureau		
Matériels informatiques : - Ordinateur - Photocopieuse - Imprimante	 06 01 02	 - - -
Motos	08	-
Armoires de rangements	05	-
Bureaux et Chaises	05	-
Vidéo projecteur	01	-
Chevalet	01	-
Fournitures de bureau complète	-	-

Autres besoins (précisez) :
Renforcement de capacités du personnel.

Fiche synthèse – hydraulique (diagnostic district)

Secteur	Atouts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	Bénéficiaires (district, association)
Hydraulique	- Existence des forages et puits améliorés ; - Existence des cours d'eau et des têtes de sources aménageables ; - Existence des puits traditionnels ; - Existence des comités de points d'eau ; - Existence des artisans réparateurs ; - Pluviométrie abondante. -Existence du fleuve Bafinq, -Existence d'une adduction d'eau ,	- panne récurrente des forages - Insuffisance et mauvaise gestion des points d'eau aménagés ;	- Extension du réseau d'adduction d'eau de la commune ; - Mobilisation des ressources internes et externes et Aménager des nouveaux points d'eau (forages, puits améliorés et les têtes de sources) ; Réparer les points en panne et Recruter et Former les artisans /réparateurs locaux ; Redynamiser les comités de gestion et d'entretien des points d'eau.	Les 5 districts de la commune.

Source : Rapport du DSEL.

D. ORGANISATION SOCIALE

D.1. ORGANISATION SOCIALE

D.1.1. Aspects Socioculturels

Tableau N°64 : Les Associations et Organisations sociales

N°	Nom de l'organisation	Statuts agréments	Année d'Agrément	Adhérents			Principales activités	Districts
				H	F	T		
1	Association des jeunes unis pour le développement de Tolo	Préfectoral	2020	20	12	32	Agriculture et élevage	Tolo centre
2	Association du cercle reflet soumbalako	préfectoral	2011	8	34	42	Agriculture et élevage	Soumbalako
3	Association des jeunes de Bafinq	-	-	-	-	-	Agriculture	Morode
4	Association bhantal siminko	-	-	20	37	57	agriculture	siminko
5	Association haldi fotty bhantal			40	20	60	agriculture	Tolo centre

Source : Service Socioculturel de la Commune

Présentation des Groupements

N°	Noms	Sièges	Activités	Composition			Districts	Signataires
				H	F	T		
1	Groupement des planteurs	Tolo	Planteur	88	1232	1 320	Tolo	
2	Union des Groupements agriculteurs de Soumbalako	Soumbalako	Maraichage	46	529	575	Soumbalako	
3	Groupement des apiculteurs	Tolo centre	apiculture	14	12	26	Tolo centre	
4	Groupement agricole de koulipan	Tolo centre	agriculture	25	13	37	Tolo centre	
5	Groupement des jeunes préinstallés de Tolo	Tolo centre	élevage	25	12	34	Tolo centre	

Source : Commune.

NB :

D.2. PARTENAIRES ET PRESTATAIRES

Tableau N°64 : Partenaires Techniques et Financiers et Programmes de développement

Nom de l'Organisme	Statuts	Bailleur de Fonds	Domaine d'intervention	Groupes cibles/bénéficiaires
Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC)	Structure d'Etat d'appui aux collectivités locales.	Etat	- Renforcement de capacités ; - Construction des infrastructures communautaires dans les communes.	Communauté à la base.
OIM	Organisation internationale pour les migrations	Banque mondiale	- Insertion socio-professionnelle des jeunes.	jeunesse
PAGPAR	Projet d'Appui à la Gestion Participative des Ressources Naturelles dans le Fouta Djallon	Etat Italien	Environnement	Groupements, Associations ;
PNAFAA	Programme National d'Appui Aux Acteurs des Filières Agricoles	PM	-Agriculture -Environnement	Communauté à la base.
PADA HG	Projet d'appui pour développement de l'aquaculture.	PM	Pisciculture	Communauté à la base.
CECODE	Centre Communautaire pour le développement de l'Education	ANAFIC	-Education ; - formation ;	Communauté à la base.
Agence Nationale pour la Promotion et le Conseil Agricole (ANPROCA)	Agence d'Etat d'appui aux Organisations Paysans (OP) et autres acteurs du secteur agricole.	Etat	Production et Commercialisation agricole.	Organisations Paysannes (OP) et Autres acteurs du secteur agricole.
Agence Belge de Développement			- Gestion des déchets	Commune,

(ENABEL)	Agence de la coopération décentralisée internationale.	UNION EUROPEENNE, Etat Belge	(SANITA) - Développement entreprenariat et insertion des jeunes (INTEGRA/Programme bilatéral) ; - Promotion des droits sexuels des femmes (SHE DECIDE).	PME/GIE, Jeunes/Filles/Femmes/Hommes entrepreneurs, Agriculteurs.
Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)	Organisation internationale	Banque mondiale.	-Agriculture, - Environnement, -Hydraulique - Pisciculture	Communauté à la base.
Jeunes unis pour le développement Tolo	Structures d'appui des collectivisés dans le cadre du développement rural.	Partenaires techniques et financiers	- Agriculture ; - Environnement ; et - Formation.	Elu Locaux, Jeunes/Filles/Femmes/Hommes entrepreneurs, Agriculteurs.
Organisation des Nations unis pour l'alimentation et l'agriculture. (FAO)	ONG Internationale	-	-Agriculture -Environnement	Communautés à la base.
PLAN GUINEE	Réseaux ONG	KFW	- Education ; - Renforcement des capacités ONG ; - formation en micro finance ;	Commune, Jeunes, élèves Agriculteurs.
Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)	Institution internationale	Système des	- Protection ;	Enfants, Femmes,

		Nations Unies	- Education, Santé, Formation ; - Gouvernance …..	Personnes vulnérables.
SNAPE	Structure d'Etat appui aux collectivités locales	Etat Guinéen	- Prestation et suivi dans le domaine des points d'eau forages)	Communauté à la base.
DVV international	Organisation internationale	-	-Education	jeunesse

Source : Commune.

Tableau N°66 : Prestataires

N°	Sigle	Nom	Domaines d'intervention	Principales activités	Zones couvertes
1	ADL	Agent de Développement Local.	Décentralisation/ Développement Local	Appui conseil dans l'accompagnement des actions de développement de la Commune.	Territoire de la Commune
2	IC	Ingénieur conseil	Infrastructures	Etudes et suivi de réalisation des microprojets infrastructurels.	Territoire de la Commune

Source : Commune.

Fiche synthèse – organisation sociale (diagnostic district)

Secteur	Atouts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	Bénéficiaires (districts, association)
Organisation sociale	-Existence des associations et organisations paysannes ; - Présence d'ONG d'appui national et international ; - Intervention des organismes étatiques, comme la Direction chargée des actions sociales.	-Insuffisance de Structuration et formation des mouvements associatifs ; -Insuffisance des structures d'accueil pour les enfants en général, et en particulier les enfants déshérités ; - Insuffisance de synergie entre les intervenants dans l'encadrement des mouvements associatifs.	- Structurer et Former les mouvements associatifs ; - Mobiliser des ressources financières pour le financement des projets communautaires allant dans les sens de la protection des enfants et Créer des structures d'accueil, d'insertion et d'encadrement des enfants ; - Créer des cadres de concertation permanent impliquant l'ensemble des intervenants dans l'encadrement des mouvements associatifs.	Les 5 districts de la commune.

Source : Rapport du DSEL.

E. HABITAT ET SECTEUR SECONDAIRE

E.1. INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS SOCIO - ECONOMIQUES

Tableau N°67 :

Secteur	Infrastructure/ bâtiment	Nombre	Emplois	Localisation	Etat	Source de financement	Mode de gestion
Bâtiments socioculturels	Mosquées	55	Fonctionnelles	Districts	Bon	Interne et Externe	Conseil de Mosquée
	Medersa	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Logement enseignants	4	4	Tolo Soumbako Morode et Gouba	bon	Communauté Plan guinée	APEAE
	Logement ZAER	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Campement	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Maison des jeunes	0	-	-	-	-	-
	Stade (terrains non aménagés)	05	Fonctionnel	5 districts	mauvais	Etat	ND
	Centre culturel	00	ND	ND	ND	ND	ND
	Bibliothèque	00	ND	ND	ND	ND	ND
Administration	Locaux des services administratifs et des services déconcentrés	01	fonctionnel	Tolo centre	bon	ANAFIC	Par secrétaire général de la CR
Economie	Magasins de stockage	5	5	Soumbalako et Tolo	bon	UGAS ANAFIC	Association
	Boutiques	ND					
	Marchés	-					
	Foires	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Marché à bétail	00	ND	ND	ND	ND	ND
	Parc de vaccination	00	ND	ND	ND	ND	ND
	Abattoir	00	ND	ND	ND	ND	ND
	Fourrière	00	ND	ND	ND	ND	ND
	Boucherie	00	ND	ND	ND	ND	ND
	Bijouteries	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Etalagistes	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Transport	Autogare	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Barques à Moteurs	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Quai	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Bascules	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Moulins	4	4	Tolo centre Soumbalako Gouba	ND	privée	personnel
	Pirogues	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Charrettes	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Secteur	Infrastructure/ bâtiment	Nombre	Emplois	Localisation	Etat	Source de financement	Mode de gestion
	Vélos	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Mobylettes	ND	ND	ND	ND	ND	ND
	Véhicules	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Commune.

Tableau N°68 : Infrastructures de Transport

Voies de communication	Classement *	Etat de la voie	Longueur dans la commune (km)	Secteurs traversés	Observations/ problèmes
Bitumée	National	Mauvais	-	Morode-Gouba	
Piste améliorée	Communal	Mauvais	-	Tous les districts	
Piste saisonnière	Communal	Mauvais	-	Tous les districts	
Voie fluviale	ND	ND	-	ND	
Voie ferrée	ND	ND	-	N D	
Ouvrage de franchissement	Communal	Mauvais	-	Tous les districts.	

Source : Commune.

NB: * - classement, - local, - communal, - régional, - national.

Fiche synthèse – Pistes - communication (diagnostic district)

Secteur	ɒuts	ɒblèmes	te de utions/Activités	néficiaires strict, ociation)
Piste et Communication	-Existence de pistes primaires/routes ; - Existence des agrégats ; - Existence de la main d'œuvre ; - Existence des services techniques.	Mauvais état des voiries/pistes et des ouvrages de franchissement ; - Difficulté d'accès à certains quartiers et districts ; - Inexistence dans les quartiers/ districts des structures d'entretien des pistes et des ouvrages de franchissement.	-Ré-profiler et ouvrir les routes/pistes, et réhabiliter les ouvrages de franchissement existants ; - Entretenir les routes/pistes et ouvrages existants et construire des nouveaux ouvrages de franchissement ; - Mettre en place, structurer et former des comités locaux d'entretien de pistes et des ouvrages de franchissement ; et Mobiliser des ressources internes et externes pour les appuyer à fonctionner.	Les 5 districts de la commune.

Source : Rapport du DSEL.

E.2. EAUX

Tableau N°69 : Cours d'eau permanente et semi-permanents

Nom du cours d'eau (spécifier la nature)	Permanence	Longueur dans la commune	Secteurs riverains (localisation)	Activités liées/profits tirés	Bénéficiaires	Observations
Fleuve Bafing	non	30 km	Morode soumbalako Tolo centre Siminko	Agriculture	communauté	
Kendouma wol	non	10 km	Gouba Tolo centre	Agriculture	communauté	
Kalikouré	oui	15km	Soumbalako	Agriculture	communauté	
Siminko wol	non	10 km	Tolo centre Siminko	Agriculture	communauté	

E.3. ENERGIE, INDUSTRIE, MINES

Tableau N°70 : Energie nouvelle et renouvelable

Source d'énergie	**Nbre.**	**Sources d'approvisionnement**	**Coût d'acquisition**	**Observations**
Taux d'électrification rurale de la commune (nbre de ménages abonnés/nbre de ménages)	ND	EDG	ND	
Nbre. de plaques/kits solaires et localisation	8	privé	ND	
Nbre. de groupes électrogènes et localisation	15	Privé	ND	
Plateforme multifonctionnelle à huile de bourguère	ND	ND	ND	
Eolienne	ND	ND	ND	
Source d'énergie domestique	**Nbre.**	**Sources d'approvisionnement**	**Coût d'acquisition**	**Observations**
Bois de chauffe	ND	ND	ND	
Charbon	ND	ND	ND	
Gaz	ND	ND	ND	
Biogaz	ND	ND	ND	

Tableau N°71 : Industrie

Industries existantes (incl. unités de transformation agroalimentaire)	Production annuelle	Exportation	Ristournes de la commune	Nbre. d'employées
ND	N D	N D	ND	ND

Tableau N°72 : Mines et Géologie

Ressources minières existantes	Production minière/an	Quantités exportées	Taxes et impôts	Contrat de convention avec l'état	Nbre. d 'employées	Ristournes de la commune
Granite	N D	N D	N D	N D	N D	N D

E.4. ARTISANAT

Tableau N°73 : Caractéristiques de l'artisanat

Type d'artisans	Nombre			Statut		Organisation		Niveau de formation		
	H	F	T	Amateur	Professionnel	Formelle	Informelle	Sur le tas	2nd	Supérieur
Forgerons	7	ND	7	ND	X	ND	X	ND	ND	ND
Cordonnier	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Soudeurs	9	0	9	X	ND	ND	X	ND	ND	ND
Charpentiers	8	0	8	X	ND	ND	X	ND	ND	ND
Maçons	15	0	15	X	ND	ND	X	ND	ND	ND
Tailleurs	12	38	50	ND	X	ND	X	ND	ND	ND
Tisserand bonnet	96	17	123	ND	X	ND	X	ND	ND	ND
Constructeurs métalliques	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Sculpteurs	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Teinturiers	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Potiers	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Menuisiers	8	0	8	ND	X	ND	X	ND	ND	ND
Mécaniciens	27	0	27	ND	X	ND	X	ND	ND	ND
Peintres	6	0	6	ND	X	ND	X	ND	ND	ND
Vulcanisateurs	7	0	7	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Electriciens	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Autres : métiers Fabricants de pirogues et barques	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Total	186	55	131							

E.4.1. Production

- Nature, quantité et qualité de la production

Spéculations	Quantité et qualité production	Rendement

Confection des bonnets (pouto)	Moyenne	Faible

- Approvisionnement en matière première : marchés
- Problèmes liés à la production : Mauvaise qualité des matières premières

E.4.2. Commercialisation

- Types de productions écoulées : bonnet (pouto)
- Lieux d'écoulement et clients potentiels : marchés locaux
- Structures et circuits de commercialisation : marchés locaux
- Problèmes liés à l'écoulement des produits : Baisse du pouvoir d'achat de la population

E.4.3. Implication des femmes dans le secteur

- Implication dans la production : Forte implication
- Implication dans la commercialisation : Forte implication.

Fiche synthèse – artisanat (diagnostic district)

Secteur	**Atouts**	**Problèmes**	**te de solutions/ Activités**	**néficiaires (district, association)**
Artisanat	- Existence et Motivation des artisans ; -Existence des matières premières.	Manque de structuration des artisans ; - Insuffisance de moyens matériels et financiers ; - Manque de locaux de travail.	- Structurer et Former les artisans ; -Appuyer les artisans pour l'obtention des moyens matériels et financiers ; - Construire et Équiper des locaux propice à la promotion du secteur à l'échelle communal.	Les 5 districts de la commune.

Source : Rapport du DSEL.

E.4. TOURISME

Tableau N°74 : Infrastructures hôtelières

Types d'infrastructure	Nombre	Localisation	Etat
Campement	ND	ND	ND
Hôtels	00	ND	ND

Source : Commune.

Tableau N°75 : Sites touristique

Type de site	Localité	Nombre	Observations
Bois sacré	N D	N D	
Vestibule sacré	N D	N D	
Puits sacré	N D	N D	
Marigot sacré	N D	N D	
Mare sacrée	N D	N D	
Animal sacré	N D	N D	
Fétiches	N D	N D	
Tombeaux	N D	N D	
Sites archéologiques	N D	N D	
Sites naturels	ND	ND	

Source : Commune.

E.5.1. Implication des femmes dans le secteur

- Implication dans le tourisme : les femmes sont très peu impliquées dans le tourisme.

Fiche synthèse – TOURISME (diagnostic district)

Secteur	Atouts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	Bénéficiaires (Districts, association)
Tourisme	Existence de sites touristiques,	Manque d'aménagement des sites touristiques	Aménagement des sites touristiques	Morode et Tolo centre

Source : Rapport DSEL.

Fiche synthèse – Renforcement de capacités, Bonne gouvernance et Mobilisation des ressources (diagnostic district)

Secteur	Atouts	Problèmes	Piste de solutions/ Activités	Bénéficiaires (district, association)
Renforcement des capacités, Bonne gouvernance et Mobilisation des ressources	- Existence des Responsables locaux (préfecture, mairie, districts) ; - Existence du SPD/STD ; - Existence des locaux abritant les structures déconcentrées/ décentralisées (Préfecture, Mairie) ; - Existence de projets d'appui à la gouvernance locale.	- Analphabétisme de la plupart des élus locaux (conseillers, présidents de districts) et Mauvais fonctionnement de l'administration ; - Manque de Bureau de districts ; - Faible capacité de mobilisation et de valorisation des ressources locales ; -Faible capacité de planification et de mise en œuvre des projets communautaires.	- Organiser des campagnes d'alphabétisations et de mise à niveau en faveur des élus et les Former sur le code des collectivités ; - Construire et équiper des Bureaux pour les responsables de conseil dans les districts ; - Identifier les sources de recettes, Intensifier la sensibilisation et l'information des contribuables sur la nécessité de paiement et Financer une partie du volet investissement dans les montants recouvrés ; - Renforcer les capacités organisationnelles et l'opérationnalité des élus et Organiser régulièrement des rencontres de concertation sur la présentation des bilans (résultats) des différentes commissions du conseil communal).	Les 5 districts de la commune.

Source : Rapport DSEL.

III.
IV.

REGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU
……..
PREFECTURE DE MAMOU
……..
COMMUNE RURALE DE TOLO

REPUBLIQUE DE GUINEE
……
Travail-Justice-Solidarité

Délibération N° O4 du 18/12/2021 relative à l'examen et l'adoption du Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 de la Rurale de Tolo.

Conseillers en exercice : 11

Conseillers présents : 11

Conseillers absents : 0

L'an deux mille vingt un et le dix-huit Décembre à partir de 9 h 30 minute, le Conseil Communal de la Commune Rurale de Tolo régulièrement constitué, s'est réuni en séance extraordinaire publique dans les locaux de la salle de délibération sous la présidence du Maire, Président du Conseil communal, **Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO**, en vue de l'examen et de l'adoption du Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 de la Commune.

Le quorum étant atteint, le Président du Conseil a présenté le projet de Plan de Développement Local (PDL) au Conseil Communal, tout en communicant sur le caractère obligatoire pour toute commune de se doter d'un Plan de Développement Local (PDL), avant toute action d'investissement dans le cadre du développement socio-économique local.

Après cette intervention de Monsieur le Maire, ce fut le tour de la Commission de suivi du processus d'élaboration du PDL et l'Equipe Technique d'Appui de présenté en détail le résultat du Diagnostic Socio-Economique Local (DSEL) par district et les différentes rubriques composant le cadre logique de planification (ou cadre des résultats du plan).

Le Conseil communal après audition de Monsieur le Maire, Président du Conseil communal sur plusieurs points et après avoir largement débattu avec les membres de la Commission de suivi du processus d'élaboration du PDL et l'Equipe Technique d'Appui décide :

Article 1 : A l'unanimité et par acclamation, le Conseil communal a adopté le Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 et a marqué son accord pour sa mise en œuvre.

Article 2 : Le Conseil Communal a, également autorisé le Maire à mettre en place un Commission ad hoc pour la préparation du forum économique et social de la commune, en vue de présenté le PDL à toutes les Parties Prenantes au développement socio-économique local.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an ci-dessus.

Le Secrétaire de Séance **Le Président de Séance**

Alpha Amadou DIALLO, SG **Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO, Maire**

REGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU **REPUBLIQUE DE GUINEE**

……

Travail-Justice-Solidarité

PREFECTURE DE MAMOU

……..

COMMUNE RURALE DE TOLO

N°……../CR/T/PM/2021

ARRETE

PORTANT création, organisation, attributions et fonctionnement de la Commission de suivi du processus de mise en œuvre du Plan de Développement Locale de la Commune Rurale de Tolo.

LE MAIRE,

VU la loi fondamentale,

VU le Décret N°000/PRG/SGG du Jour/Mois/Année, portant attributions et conditions des Préfets, Secrétaires généraux de Préfecture, Sous préfets et Sous –préfets adjoints,

VU le Décret N°……/PRG/SGG du……, portant nomination de ,,,

- Fatoumata Biba BARRY, conseillere Représentante des femmes (Société civile) ;

- Abdouramane DIALLO, Représentant des jeunes (Société civile) ;

ARTICLE 4 : Missions de la Commission de suivi du processus

La Commission de suivi du processus a pour missions de :

- Définir et proposer au Conseil Communal les orientations et la stratégie d'élaboration du plan ;

Elaborer et proposer au Conseil Communal le budget de mise en œuvre et assurer sa gestion ;Veiller au bon déroulement du processus de planification ;

- Assurer un accès facile aux informations ;

- Jouer l'interface entre la structure technique d'appui et la population ;

- Assurer l'organisation des ateliers et la mise en place de la logistique.

ARTICLE 5 :
La Secrétaire Générale de la Commune, la Receveuse Communale, les Présidents des Commissions Permanentes, les Présidents de District sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6 :
Le présent Arrêté qui prend effet pour compter de sa date de signature sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

TOLO, le ...../...../2021

Le Maire

Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO

Ampliation :
Préfecture : 1
Présidents District : 5
EPP: 1
SRA Mamou/ANAFIC:
Archives : 2

REGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU REPUBLIQUE DE GUINEE

……

Travail-Justice-Solidarité

PREFECTURE DE MAMOU

……..

COMMUNE RURALE DE TOLO

N°...../CR/T/PM/2021

ARRETE

CALENDRIER DE DEROULEMENT DU DSEL

N°	District	Durée (Jours)	Périodes
A. DISTRICRS= 5			
1	Soumbalako	01	Juillet-Novembre 2021
2	Moronde	01	Juillet -Novembre 2021
3	Gouba	01	Juillet -Novembre 2021
4	Tolo centre	01	Juillet -Novembre 2021
5	Siminko		

Source : Equipe Technique d'Appui/Commission de suivi du processus.

Mamou, le ...../...../2021

Pour l'Equipe Technique d'Appui **Pour la Commune**

Mamady Magasoyuba, **Alpha Amadou DIALLO 1er Vice-Maitre,**

DMR

Présidente de la Commission de suivi du processus

RESULTATS DU DSEL PAR DISTRICT :

Districts

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le PDL	Nouvelles activités prioritaires par District
	Hommes	Femmes	Jeunes		
Tolo centre	31	13	11	-	• Extension et équipement du Poste de santé ; • Construction et équipement d'un foyer de jeunes à Tolo centre ; • Construction et équipement d'un Lycée dans le Secteur 1 ; • Aménagement de 5 puits maraichers améliorés fournir accessoires (motopompe, raccords, arrosoirs) • Electrification des secteurs du district de Tolo centre, • Approvisionnement de 50 kg en semences adaptées et plus résilientes, en plants fruitiers pour producteurs • Mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité • Appui à la promotion et réalisation des compostières • Renforcement des capacités de 2groupements féminins pour le développement d'activités de maraichage • Appui au renforcement l'amélioration de l'agroforesterie Planter et entretenir 100 arbres fruitiers dans la lutte contre les vents violents • Appui aux 5 groupements maraichers pour la

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par Distrîct
					mise en place de système de crédit interne • Sensibilisation sur l'utilisation des feux précoces et mise en place de système de layons. • Lutte contre la désertification par le reboisement des écosystèmes forestiers dégradés • Reboisement et suivi de 5 têtes de source et de 20 ha de berges des cours d'eau • Renforcement de capacités 3 Groupements de jeunes aviculteurs, • Réalisation de 1 parcs collectifs et de puits pastoraux en faveur du Groupement d'éleveurs de petits ruminants • Appui au développement d'aviculture familiale pour 2 ménages vulnérables Aménagement du parcours des forêts classées de Fello-Djouma et de Bantarawel • Réalisation de Huit (4) Forages publiques ; • Appui aux Groupements féminins maraichers des à travers l'obtention des intrants, le renforcement de capacités et l'octroi des crédits ; • Rénovation et équipement de la Mosquée ; Mise en place d'un dépotoir d'ordure ; • Construction du Bureau du conseil du district et renforcement de capacités des membres du Bureau.

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par District
Siminko	25	16	8	-	• Réalisation de Six (4) Forages publiques dans les Secteurs du quartier ; • Appui aux Groupements à travers l'obtention des intrants, le renforcement de capacités et l'octroi des crédits ; • Approvisionnement de 50 kg en semences adaptées et plus résilientes, en plants fruitiers pour producteurs • Mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité • Appui à la promotion et réalisation des compostières • Renforcement des capacités de 2groupements féminins pour le développement d'activités de maraichage • Appui au renforcement l'amélioration de l'agroforesterie Planter et entretenir 100 arbres fruitiers dans la lutte contre les vents violents • Appui aux 5 groupements maraichers pour la mise en place de système de crédit interne • Sensibilisation sur l'utilisation des feux précoces et mise en place de système de layons. • Lutte contre la désertification par le reboisement des écosystèmes forestiers dégradés

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par District
					• Reboisement et suivi de 5 têtes de source et de 20 ha de berges des cours d'eau • Renforcement de capacités 3 Groupements de jeunes aviculteurs, • Réalisation de 1 parcs collectifs et de puits pastoraux en faveur du Groupement d'éleveurs de petits ruminants • Appui au développement d'aviculture familiale pour 2 ménages vulnérables • Electrification du district de siminko, • Construction du Bureau du conseil de district et renforcement de capacités des membres du Bureau.
Soumbalako Tokosere	41	15	17	-	• Rénovation, et équipement de l'école primaire de Soumbalako Togoseré ; • Renopvation et équipement d'un Poste de Santé dans Soumbalako Togoseré ; • Réalisation de Six (3) Forages publiques ; • Construction d'un Marché à Touldé ; • Appui en intrants aux Groupements féminins de Maraichage, à travers le renforcement de leurs capacités et octroi des crédits dans tous les

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par Distrîct
					Secteurs ; • Approvisionnement de 50 kg en semences adaptées et plus résilientes, en plants fruitiers pour producteurs • Mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité • Appui à la promotion et réalisation des compostières • Renforcement des capacités de 2groupements féminins pour le développement d'activités de maraichage • Appui au renforcement l'amélioration de l'agroforesterie Planter et entretenir 100 arbres fruitiers dans la lutte contre les vents violents • Appui aux 5 groupements maraichers pour la mise en place de système de crédit interne • Sensibilisation sur l'utilisation des feux précoces et mise en place de système de layons. • Lutte contre la désertification par le reboisement des écosystèmes forestiers dégradés • Reboisement et suivi de 5 têtes de source et de 20 ha de berges des cours d'eau • Renforcement de capacités 3 Groupements de jeunes aviculteurs, • Réalisation de 1 parcs collectifs et de puits pastoraux en faveur du Groupement d'éleveurs de petits ruminants

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par District
					• Appui au développement d'aviculture familiale pour 2 ménages vulnérables • Rénovation et équipement de la Grande Mosquée Soumbalako Togossereé; • Appui au financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR) pour la jeunesse du distreict ; • Construction du Bureau du conseil du district et renforcement de capacités des membres du Bureau.
Gouba	43	14	12	-	• Rénovation et équipement de l'école primaire , Réalisation d'un forage et la construction du logement du Directeur et des enseignants ; Réalisation d'un forage et la construction du logement du Directeur et des enseignants ; • Approvisionnement de 50 kg en semences adaptées et plus résilientes, en plants fruitiers pour producteurs • Mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité • Appui à la promotion et réalisation des compostières • Renforcement des capacités de 2groupements féminins pour le développement d'activités de

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par District
					maraichage • Appui au renforcement l'amélioration de l'agroforesterie Planter et entretenir 100 arbres fruitiers dans la lutte contre les vents violents • Appui aux 5 groupements maraichers pour la mise en place de système de crédit interne • Sensibilisation sur l'utilisation des feux précoces et mise en place de système de layons. • Lutte contre la désertification par le reboisement des écosystèmes forestiers dégradés • Reboisement et suivi de 5 têtes de source et de 20 ha de berges des cours d'eau • Renforcement de capacités 3 Groupements de jeunes aviculteurs, • Réalisation de 1 parcs collectifs et de puits pastoraux en faveur du Groupement d'éleveurs de petits ruminants • Appui au développement d'aviculture familiale pour 2 ménages vulnérables • • • Réparations des Forages non fonctionnels du district ; • • Réalisation de Trois (3) Forages publiques dans les secteurs ; • • Construction d'un Marché à Gouba centre; •

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par District
					• Appui aux Groupements maraichers de Gouba à travers: • a) Obtention d'intrants et petits outillages, • b) Réalisation de quatre (4) puits maraichers, • c) Octroi de crédits, et • d) Renforcement de capacités ; • • Aménagement du Terrain de Sport dans le Secteur du centre ; • Appui à l'amélioration du manque en courant électrique à l'installation des poteax et la mise à disposition des fils ; • Construction du Bureau du conseil du district et renforcement de capacités des membres du Bureau.
Morode	35	13	12	-	• Rénovation et Equipement de l'école primaire de de Morode centre et la réalisation d'un forage ; • Construction et équipement d'un Poste de santé dans le Secteur 1 de Morode ; • Réalisation de Trois (3) Forages publiques dans les Secteurs I, II ; • Approvisionnement de 50 kg en semences adaptées et plus résilientes, en plants fruitiers pour producteurs

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par Distrîct
					• Mise en place d'un système d'approvisionnement en intrants agricoles de qualité • Appui à la promotion et réalisation des compostières • • Renforcement des capacités de 2groupements féminins pour le développement d'activités de maraichage • • Appui au renforcement l'amélioration de l'agroforesterie Planter et entretenir 100 arbres fruitiers dans la lutte contre les vents violent • • Appui aux 5 groupements maraichers pour la mise en place de système de crédit interne • • Sensibilisation sur l'utilisation des feux précoces et mise en place de système de layons. • Lutte contre la désertification par le reboisement des écosystèmes forestiers dégradés • Reboisement et suivi de 5 têtes de source et de 20 ha de berges des cours d'eau • Renforcement de capacités 3 Groupements de jeunes aviculteurs, • Réalisation de 1 parcs collectifs et de puits pastoraux en faveur du Groupement d'éleveurs de petits ruminants • Appui au développement d'aviculture familiale

Districts	Niveau de participation par catégorie			Projets Exécutés dans le	Nouvelles activités prioritaires par Distrîct
					pour 2 ménages vulnérables • Aménagement et valorisation .du site de Salamayo et le lac de bafinq Aménagement du parcours des forêts classées de Fello-Djouma et de Bantarawel • Appui en intrants aux Groupements féminins de Maraichage, renforcement de leurs capacités et octroi des crédits ; • Construction du Bureau du conseil du district et renforcement de capacités des membres du Bureau.

LISTE DES PARTICIPANTS AU FORUM COMMUNAL :

N°	Prénoms et noms	Districts	Fonctions
Conseillers/Conseillères			
1	Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO	Tolo centre	Maire
2	Thierno Amadou DIALLO	Soumbalako	1ère Vice-Maitre
3	Mamadou Pathé DIALLO	Tolo centre	2ème Vice-Maitre
4	Mamadou DIALLO	Siminko	Conseiller
5	Thierno Ibrahima BAH	Siminko	Conseillère
6	Fatoumata Biba BARRY	Tolo centre	Conseillère
7	Noumou Tala MANSARE	Tolo centre	Conseillère
8	Abdoulaye BAH	Gouba	Conseiller
9	Mamadou Aliou DIALLO		Conseiller
10	Mamadou Alpha BARRY		Conseiller
11	Mamadou Lamine DOUMBOUYA		Conseiller
Autorité Préfectorale et SPD			
12	Mamadou BALDE	Almamiya	SGDC/Mamou
13	Mamady Magasouba	Thtewngol	DMR/Mamou
14		Mamou	COC/Mamou
SRA Kindia/ANAFIC			
15	El hadj Thierno Sadou DIALLO	Almamiya	Chef service
ADL			
16	Alpha Oumar BAH	Tolo centre	ADL/CR Mamou
Délégués Districts			
DISTRICTS			
17	El hadj Thierno Ahmadou DIALLO	**Tolo Centre**	Président du district
18	Mariama BARRY		Représentante femme
19	Mamadou Samba CAMARA		RECO
20	Thierno Ousmane DIALLO	**Siminko**	Président du district
21	Djeinabou DIALLO		Représentante femme
22	Aissatou DIALLO		RECO
23	Thierno Mbouré DIALLO	**Morode**	Président du district
24	Mariama Kolon DIALLO		Représentante femme
25	Oumar Baillo DIALLO		RECO
26	Elhadj Bailo BARRY	**Gouba**	Président du district
27	Laouratou BAH		Représentante femme
28	Abdoulaye BAH		RECO
29	Alpha Mamadou Oury BAH	**Soumbalako**	Président du district
30	Néne Fatou DIALLO		Représentante femme
31	Mamadou Adama BAH		RECO
Organisations de la Société civile			
32	Mamadou Bailo DIALLO	Tolo centre	Société civile
35	Thierno Sadou DIALLO	Tolo centre	Société civile
36	Mamadou Saliou BAH	Soumbalako	Société civile
ONG/Projets			
37	Mamadou Pethé BARRY	Mamou	ONG
38	Abdourahamane DIALLO	Tolo	ONG
Représentants de jeunes			
	Mamadou Oury DIALLO	Tolo	Président du Conseil

39			Local des Jeunes (CLJ)
Représentants sages/religieux			
40	Thierno Foula Baillo DIALLO	Tolo centre	Membre du Bureau du Conseil des sages de Tolo
42			Trésorier de la ligue islamique communale
Représentants des Groupements			
43	Fatoumata Biba BARRY	Tolo	Président du groupement maraicher
Services techniques communaux			
45	Alpha Amadou DIALLO	Tolo	Secrétaire Général
46	Fatoumata Baldé	Mamou	Receveuse communale
47	Kaba 1 CAMARA	Tolo Centre	Adjoint Cantonnement Forestier
51	Fodé SANDOUNO	Tolo centre	DSEE Tolo
Service de défense et de sécurité			
57	Ahassane CAMARA	Tolo centre	Commandant de la Police communale
Ressortissants			
59	Mamadou Pethe BARRY	Mamou	Membre du Bureau des ressortissants de Tolo
Presse			
60			Journaliste Radio Bol^var

REGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU
……..
PREFECTURE DE MAMOU
……..
COMMUNE RURALE DE TOLO

REPUBLIQUE DE GUINEE
……
Travail-Justice-Solidarité

Délibération N° 04 du 18/12/2021 relative à l'examen et l'adoption du Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 de la Rurale de Tolo.

Conseillers en exercice : 11

Conseillers présents : 11

Conseillers absents : 0

L'an deux mille vingt un et le dix huit Décembre à partir de 9 h 30 minute, le Conseil Communal de la Commune Rurale de Tolo régulièrement constitué, s'est réuni en séance extraordinaire publique dans les locaux de la salle de délibération sous la présidence du Maire, Président du Conseil communal, **Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO**, en vue de l'examen et de l'adoption du Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 de la Commune.

Le quorum étant atteint, le Président du Conseil a présenté le projet de Plan de Développement Local (PDL) au Conseil Communal, tout en communicant sur le caractère obligatoire pour toute commune de se doter d'un Plan de Développement Local (PDL), avant toute action d'investissement dans le cadre du développement socio-économique local.

Après cette intervention de Monsieur le Maire, ce fut le tour de la Commission de suivi du processus d'élaboration du PDL et l'Equipe Technique d'Appui de présenté en détail le résultat du Diagnostic Socio-Economique Local (DSEL) par district et les différentes rubriques composant le cadre logique de planification (ou cadre des résultats du plan).

Le Conseil communal après audition de Monsieur le Maire, Président du Conseil communal sur plusieurs points et après avoir largement débattu avec les membres de la Commission de suivi du processus d'élaboration du PDL et l'Equipe Technique d'Appui décide :

Article 1 : A l'unanimité et par acclamation, le Conseil communal a adopté le Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 et a marqué son accord pour sa mise en œuvre.

Article 2 : Le Conseil Communal a, également autorisé le Maire à mettre en place un Commission ad hoc pour la préparation du forum économique et social de la commune, en vue de présenté le PDL à toutes les Parties Prenantes au développement socio-économique local.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an ci-dessus.

Le Secrétaire de Séance **Le Président de Séance**

Alpha Amadou DIALLO, SG **Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO, Maire**

REGION ADMINISTRATIVE DE MAMOU
REPUBLIQUE DE GUINEE
……
PREFECTURE DE MAMOU
……..
COMMUNE RUALE DE TOLO

Travail-Justice-Solidarité

N°……../CR.M/2022

LE MAIRE

A

MONSIEUR LE PREFET

OBJET : Transmission du PDL 2022-2026 de la Commune pour Approbation.

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous transmettre pour examen et validation par vos services compétents, le Plan de Développement Local (PDL) 2022-2026 de la Commune Rurale de Tolo, afin de permettre à l'exécutif local de doter la collectivité de cet outil capital pour l'orientation et l'encadrement des actions de développement, au profit des communautés à la base.

En vous souhaitant bonne réception, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes sentiments de bonne collaboration.

Tolo, le …./……/2022

Elhadj Thierno Mahdiyou DIALLO

DOCUMENTS CONSULTES

- Plan de Développement Communal Horizon 2014 de Tolo;
- Documents administratifs et comptables de la Commune ;
- Registre de délibération du conseil communal ;
- Guide harmonisé de planification locale 2ème génération ;
- Guide de procédures budgétaires et comptable des communes urbaines de Guinée.